Prosper Ndume Pelé Nzogu

Le Prix Nobel du génocide

Cas de la Rd-Congo
Tome 4



La fin du règne de « Joseph Kabila »,
solution ou combat pour la survie de tout un Peuple

EDILIVRE

Préface

Ailleurs, sous d'autres cieux, la culture politique impose l'écriture comme lien permanent de communication entre les gouvernés et les gouvernants.

La plupart, si pas tous les hommes qui ont eu à exercer le pouvoir politique, en dehors de l'oral, parler au public, écrivent, ont écrit des livres dans lesquels ils racontent ce qu'ils ont vécu, la vérité vue de l'acteur qui rend compte de son action, qui explique des espoirs suscités, des obstacles rencontrés, des dangers surmontés et aussi des échecs subis.

C'est au Peuple de porter son jugement. La sentence de l'Histoire lui appartient. Et il ne saurait s'y acquitter que si et seulement si ce dernier était informé, il disposait d'éléments autres que ses propres observations et qui souvent sont lointains de la réalité engendrée à partir des actes posés par les gouvernants.

Alors, comment entretenir la mémoire collective, comment rassembler des Peuples quand, et ce comme chez nous, en République Démocratique du Congo, l'homme politique non seulement ne rend compte à personne, mais ne laisse rien non plus après lui comme témoignage écrit,

une sorte de testament lié à son passage au pouvoir et dans ses arcanes.

C'est le cas entre autres de Joseph Iléo Songo Amba, le second Premier ministre, mort sans avoir écrit quoi que ce soit, ni dit ce qu'il savait de l'histoire du pays, de sa propre responsabilité ou non, de celle d'autrui dans ce qui s'est passé entre Lumumba et lui le 5 septembre 1960 ou avant.

Le maréchal Mobutu s'en est également allé avec ses secrets et ses non-dits. Le général Mayele assassiné n'a pas su laisser un seul mot écrit qui explique sa gestion ou sa part de responsabilité sur tout ce qui s'est passé avant la chute de Kinshasa un certain 17 mai 1997. Me Kamanda, maintes fois ministre des affaires étrangères, est mort sans rien écrire non plus.

Comment éviter de reproduire les erreurs du passé et revivre les génocides à répétition faute de témoignages conséquents ? Comment enseigner l'Histoire aux générations à venir si personne n'ose enfin dire ce qu'il sait des événements dont il aurait été un des acteurs lointains ou directs ?

Voilà pourquoi je salue vivement l'effort ici présent fourni par Prosper NDUME PELE Nzogu, notre compagnon de route, ancien « Jeune Turc » de l'Union Sacrée de l'Opposition Radicale (USOR), opposition contre ce qui fut appelée à l'époque la grande dictature de Mobutu et de ses alliés occidentaux.

Prosper NDUME, par sa publication, lance un défi et à travers ses pages, il honore l'action politique par sa déposition. Raconter l'Histoire quand certains acteurs politiques qui l'ont marquée sont encore vivants et ont même pignon sur rue, relève du courage parce qu'il y a risque d'être démenti, d'être attaqué par des partisans des

uns et des autres. Mais l'auteur décide d'assumer et son écriture assume. Ses motivations, ô combien louables, et son sens du devoir hautement patriotique, en ce moment où la RD-Congo, sa terre, traverse des moments pénibles, invitent à ce type de dépassement.

NDUME PELE écrit, et il a toujours écrit au Bureau de l'Union Sacrée de l'Opposition par exemple, sur la manière, la sienne, de participer à la construction d'une mémoire, notre mémoire, collective.

Son livre exprime son refus de ne jamais trahir le Congo ainsi que l'idéal de changement qui a toujours caractérisé son combat politique.

Si Alexandre Soljenitsyne parle du déclin du courage, Prosper NDUME PELE l'a toujours incarné tout le long de sa vie, autant en politique que dans le sport comme ancien Joueur international de Football, un « Léopard », l'un des meilleurs buteurs, Capitaine, plusieurs fois champion dans le plus grand club du pays, le TP Mazembe de Lubumbashi.

A ce sujet, je dis ce que je sais pour avoir été avec lui, à ses côtés, quand il fallait affronter des périls. C'est le cas au Bureau de l'Union sacrée de l'Opposition, où à la tête d'un groupe des jeunes, il conduisit avec brio l'attaque contre l'UDI (Union des démocrates indépendants), un parti cher aux dinosaures zaïrois déguisés en opposants, notamment les Alexis Tambwe Mwamba, Léon Kengo wa Dondo, Gilbert Kiakwama kia Kiziki et autres. Prosper est à l'origine d'une motion destinée à chasser l'UDI de l'Union Sacrée, et les Jeunes Turcs se relayaient devant ces dinosaures pour condamner et accuser de trahison ce parti politique au service du dictateur. Dans son livre, il a dit qui, à la fin, a eu à protéger ce parti anti-Peuple de l'exclusion et pourquoi.

L'auteur est l'unique représentant du Peuple, en 32 ans

de règne de Mobutu au Zaïre, à avoir initié au Parlement une motion de destitution du Président de la République en 1993-4. Je n'ai pas oublié les diverses menaces dont il fut l'objet à l'époque. Il est aussi le seul Congolais à avoir saisi officiellement toutes les institutions nationales et internationales, dont la Cour Suprême de Justice, à la veille de la parodie d'élections de 2006, pour exiger le test Adn sur le candidat indépendant à la présidentielle « Joseph Kabila » au regard de ses origines douteuses.

Prosper NDUME PELE Nzogu est très attaché à son pays. Il en connait par cœur la région de l'Est dont il est originaire. Il décrit la particularité de cette partie névralgique du territoire national sous occupation étrangère. Ses publications donnent dans les moindres détails, à l'aide de nombreuses illustrations, le bilan macabre de la série de guerres d'agression depuis 1996, notamment un holocauste en règle ayant coûté la vie de plus de 6 000 000 de morts, les crimes de génocide et de guerre, les crimes contre l'humanité dont les viols massifs des femmes, enfants et filles, l'enterrement des femmes vivantes, le pillage des ressources naturelles. Au vu et au su de tous, mais dans une impunité inacceptable en ce XXI^{ème} siècle.

Par les cinq tomes de son ouvrage « LE PRIX NOBEL DU GENOCIDE, Cas de la Rd-Congo », l'auteur apporte ainsi, avec la même énergie, tout l'éclairage sur les conflits, tragédies et guerres subies par procuration et menées par le Rwanda de Paul Kagame à travers la région des Grands-Lacs, avec le soutien des puissances euro-américaines bien identifiées.

La démarche hautement scientifique de Prosper est notable, car au-delà de l'exposition complète du drame congolais, il développe une analyse fouillée et objective sur

base de laquelle il déroule une batterie de solutions idoines. L'avantage consiste par ailleurs en l'effet d'entraînement certain que celle-ci produira sur l'ensemble de la région des Grands-Lacs en perpétuels conflits ethniques, et qui aspire naturellement à la Paix.

J'ai ainsi toutes les raisons de recommander vivement la lecture de l'Homme et de sa gigantesque œuvre intellectuelle.

Alphonse Mufoncol Tshiyoyo

1ère Partie

L'état des lieux et les enjeux du futur en Rd-Congo

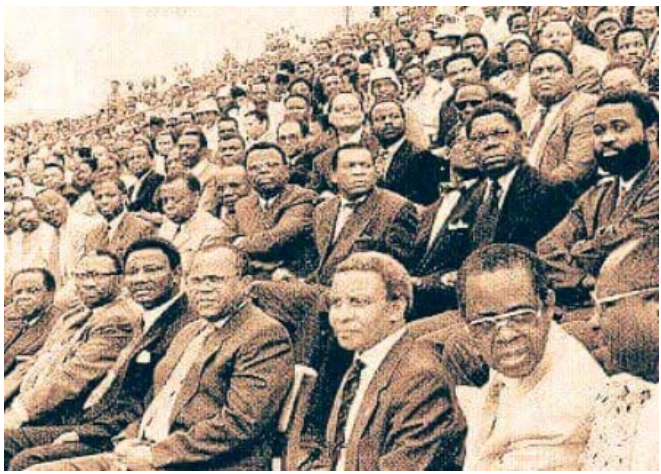
Chapitre 1
Le paradoxal problème d'hommes

Le problème de la Rd-Congo se pose essentiellement en termes de carence d'Hommes utiles, du sommet à la base de la pyramide.

L'aventure meurtrière des Banyarwanda dits Banyamulenge a permis à la communauté nationale et internationale de reconstituer et de revivre un autre monde à l'envers, sans morale ni loi.

Au-delà de la médiocrité légendaire des membres de l'élite politico-intellectuelle congolaise, qui se comportent généralement comme les chiens de Pavlov, l'absence de l'autorité de l'Etat a restauré la situation de faillite généralisée à tous les niveaux dans le pays. Y règnent ainsi, comme dans un non-Etat pour un non-Peuple, la peur, la misère, l'hypocrisie, la servitude volontaire, la trahison, le mensonge, la haine, la jalousie, la magouille, la corruption, l'égoïsme, la désolation, la mauvaise foi, la violence, l'impunité et la déchéance, qui se sont substitués au courage, au bien-être, à la bravoure, la sincérité, la loyauté, la liberté, la vérité, l'intégrité, la transparence, l'amour, la probité, la bonne foi, la tolérance, la justice, la paix, à l'enthousiasme, au progrès, à la vie.

Tous les instincts les plus bas, les plus sournois ont réapparu et émergé jusqu'au sommet de l'Etat. Les platitudes ont continué à triompher et les forces de vie à être balayées, au nom et avec la complicité de ce qu'on appelle abusivement « communauté internationale ».



Certes, la médiocrité politique et sociale qui s'impose, a été accentuée par la guerre, la duplicité et la démission des plus hautes sphères du pouvoir de l'occupant qui a repris les mêmes pour recommencer. Les instances dirigeantes restent en effet caractérisées par l'imposture, la férocité, l'irresponsabilité, la légèreté, l'incompétence, la cupidité, la trahison, la prédation et l'impunité.

Le leadership incarne le règne de l'apparence et de l'obscurantisme par une qualité avilie de l'élite politique, comme d'une certaine population altérée par l'ignorance, la négligence, le spectre de la facilité, la peur de la peur, la sclérose intellectuelle et le culte de la personnalité du chef.

L'utilisation, la meilleure, de l'atout « capital humain » qui constitue la clef du développement économique, a

toujours été ignorée, alors qu'« Il n'est de richesse que d'Hommes », conseille Théodore W. Schultz lorsqu'il parle de l'investissement humain et la qualité de la population, du lien essentiel entre la productivité économique et le bien-être humain.



La situation s'aggrave au pays parce que, comme dans toute société humaine organisée, la bonne gouvernance dépend du choix du « chef », le poisson pourrissant toujours par la tête.

Pour rétablir la confiance en Rd-Congo, il est impérieux de commencer par bannir la manière exécrable de « fabriquer » ses dirigeants, avec leurs programmes d'action à partir de l'Amérique et de l'Occident, à travers la falsification grossière de l'histoire, l'étouffement césarien de la vérité et le trucage désuet de l'élection.



S'il est chimérique de rechercher un président de la République parfait sur la terre des hommes, la bonne gouvernance dans tout Etat de droit soucieux de son

développement et jaloux de sa souveraineté, se distingue cependant par le choix du « meilleur », quels que soient son sexe, son origine ethnique ou ses croyances religieuse, politique.

En Rd-Congo, il existe aussi des différences d'opinion sur les qualités morales et intellectuelles essentielles ou, du moins souhaitables, pour accéder à la magistrature suprême comme à d'autres postes politiques de premier plan.

A cet égard, le chef doit réunir un minimum d'aptitude, d'instruction, de maturité, d'expérience politique et/ou professionnelle, d'expertise managériale, qui ait toutes les chances d'inspirer le respect, le crédit et donc l'espoir de la communauté tant nationale qu'internationale.

Il est impératif par ailleurs, qu'aucun doute ne subsiste sur l'identité de la personne appelée à diriger un grand pays post-conflit comme la Rd-Congo, aux multiples enjeux politiques, économiques, sécuritaires et autres géostratégiques.

La personne choisie doit être tirée des entrailles naturelles pures du pays tel que le prévoient du reste toutes les constitutions du monde, non seulement pour mieux appréhender les problèmes qui se posent, mais aussi et surtout avoir le cœur et l'esprit prédisposés à y apporter des solutions idoines.

De ce fait, aucun peuple au monde, aucune élite n'admettrait que, par la manipulation et la magie de l'influence extérieure, le président de la République lui soit imposé pour jouer le rôle de cheval de Troie au profit des puissances étrangères.

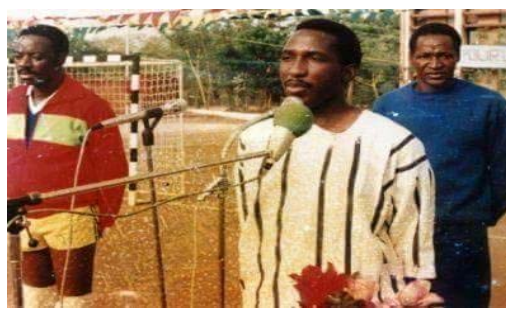
Aucun peuple au monde, aucune élite ne se plierait aux ordres d'un chef d'Etat dont la controverse identitaire, l'âge et le cursus seraient portés comme références constitutionnelles pour justifier son éligibilité.

Aucun peuple au monde, aucune élite ne respecterait un président ainsi parachuté au sommet de l'Etat pour venir y apprendre la langue nationale, les fondamentaux indispensables à la conduite de l'Etat et à la diplomatie, ou pour y découvrir les méandres de la gestion des hommes, des problèmes de sécurité et de développement à la fois, dont la complexité n'est plus à démontrer dans un contexte de mondialisation encore sauvage.

Les fonctions présidentielles sont tellement nobles, prestigieuses et délicates qu'elles ne tolèrent aucune approximation ni un moindre aventurisme dans le choix de la personne appelée à les exercer.

Le brûlant échec du président « Joseph Kabila » et du pouvoir d'occupation qu'il incarne provient essentiellement du fait qu'autant que ceux qui l'ont porté à bout de bras sur le tipoye en Rd-Congo, il a lui-même très mal apprécié l'époque ainsi que les intérêts, les valeurs, les ambitions et les capacités des uns et des autres.

Il a eu tort d'accepter de porter l'habit qui ne lui convenait pas pour jouer un tel rôle, d'une complexité avérée dans un monde moderne où les pesanteurs de la compétence, la loyauté, la transparence, l'intégrité morale, la liberté et la démocratie, s'avèrent de plus en plus impérieuses.



Il existe un prix au statut de leader, de modèle. S'il manque les moindres ressources et valeurs à y verser, les espoirs et autres attentes qu'il crée, finissent toujours par condamner l'édifice à l'écroulement.

La prétention du chef de l'Etat « Joseph Kabila » de présenter Lumumba, Mzee Kabila et même Sankara, comme ses modèles ne pouvait lui porter bonheur non plus parce que, non seulement ils n'ont pas les mêmes repères politiques ni idéologiques, mais aussi ils ne forment pas un seul et même chapitre de l'histoire de l'Afrique progressiste.

Si le maréchal Mobutu a réussi à conduire une révolution pour ensuite faillir dans l'essentiel, à savoir la tâche de bâtir la Nation, et si les puissances étrangères bien identifiées ont empêché Mzee Laurent Désiré Kabila de réussir les deux à la fois, jusqu'à le tuer si sauvagement, il est de notoriété publique que « le raïs » du Congo a lamentablement échoué dans toutes les missions lui confiées, y compris le « contrat » par lequel les puissances occidentales l'ont imposé au pouvoir.

A l'instar de son ami et homologue roumain Ceausescu, et de « Joseph Kabila » aujourd'hui au Congo démocratique, le maréchal Mobutu, avec sa carapace et dans la splendeur de son règne qui n'était aussi qu'illusion parce que despotique, procédait par les stratégies d'anesthésie des masses, de violation de la Constitution, de corruption, de distribution des dons avec l'argent de l'Etat. Il a tué, volé et opprimé ses administrés. Il a changé de premier ministre et de gouvernement plus d'une vingtaine de fois.

Au moment où l'enrichissement illicite et opulent s'observait dans son entourage, et la population était condamnée, elle, à poursuivre son chemin de la croix, des alliances politiques de toutes sortes se faisaient et se

défaisaient autour de lui, et une majorité présidentielle identique à celle de « Joseph Kabila » aboyait aussi sans cesse.

Rien ni personne ne pouvait cependant arrêter la caravane du Peuple qui passait et neutralisait tous les vampires. Rien n'y fit parce que le « Mal » était Mobutu lui-même et en lui-même.

Le seuil de l'inacceptable dans la déchéance humaine étant largement franchi, les Congolais n'ont plus besoin de revivre aujourd'hui le même drame parce que le résultat, in fine, est connu d'avance, à savoir le chaos, des morts, l'agonie de l'Etat, la frustration, la misère de la population, le naufrage du pays, la fin tragique d'un règne.

Le temps est plus que jamais précieux au Congo pour rattraper le retard de reconstruction et de développement lourdement accumulé.

Parmi les principes immuables de l'art politique et du gouvernement, celui d'« **on ne badine pas avec le pouvoir** » résume l'histoire de la crise congolaise.

Parlant du pouvoir justement, la Sainte Bible, par Esaïe 54 ; 16, rapporte ces paroles de Dieu :

« Voici j'ai créé l'ouvrier qui souffle le charbon au feu, Et qui fabrique une arme par son travail ; Mais j'ai créé aussi le destructeur pour la briser. »

La même Bible, par Dan 2 : 21, est encore plus explicite : « Il (le Très-Haut) renverse et établit les rois » pour faire du bien à leurs peuples.

Le grand De Gaulle disait que le pouvoir signifie « la vie ou la mort, la liberté ou l'assujettissement, le bonheur ou la tragédie, la prospérité ou l'indigence pour l'ensemble des populations ».

L'ancien président américain Nixon, lui, précisait que

le pouvoir évoquait « la possibilité de construire, de créer et de changer le cours de l'histoire ».

L'un des éminents ministres français Jean Pierre Chevènement y apportait quelques précieuses nuances :

« Le pouvoir pour le pouvoir ! Là est le mal ! Tout l'effort de tant d'hommes et de femmes sincères, dévié, capté, détourné et trahi, par mille ruses, cabales, reptations, dissimulations, mensonges, assauts de démagogie, cynisme en bandoulière, opportunisme érigé en doctrine, pour faire "la seule politique possible", voilà qui découragerait le citoyen le plus vertueux, si une autre voie, ne s'offrait, capable de tracer et de maintenir les repères de la République. »

Ici, chez nous, deux distingués archevêques de Kinshasa avaient déjà attiré l'attention de tous sur le danger que l'élection de « Joseph Kabila » à la magistrature suprême représentait pour la République en 2006.

Le Cardinal Frédéric Etsou – Paix à son âme – condamnait l'émergence « d'une communication de mensonge et non de vérité, laquelle a laissé la Rd-Congo entre les mains des étrangers qui sont entrain de la diviser », tandis que Monseigneur Laurent Monsengwo préconisait « une campagne électorale dans un climat de vérité et de transparence sur les personnes, leur identité ainsi que leurs faits et gestes. »

Tous les deux étaient à peine compris par les fidèles, et les Congolais de manière générale, alors que leurs prophéties reflétaient, comme l'âme dans les yeux ou le bleu du ciel dans la mer, l'image actuelle de la Rd-Congo, à savoir le lieu d'un désastre social, économique, sécuritaire et politique.

Si, dans ses mémoires, Madame Hillary Clinton, ancien secrétaire d'Etat américain, décrit le président de la Rd-

Congo comme « un homme distrait et incapable de se concentrer » parce que, sous-entendu, n'ayant jamais vu l'école et détenant la palme des approximations dans le monde, un bref et premier séjour dans la sous-région des Grands Lacs a suffi au ministre belge des Affaires Etrangères Karel De Gucht pour confirmer en février 2005 la nécessité de briser les chaînes de la diplomatie du mensonge et de l'hypocrisie. Le ministre belge déclarait en effet, à Kigali, avoir « rencontré au Congo peu de responsables politiques » qui lui « ont laissé une impression convaincante », et qu'« il y a au moins un Etat, au Rwanda, où on s'efforce de gérer » par rapport à une Rd-Congo occupée et profondément minée par la corruption.

Lorsqu'une source diplomatique révéla que l'homme d'Etat belge faisait allusion au président « Joseph Kabila », on a vu la meute d'aventuriers et autres opportunistes autour de ce dernier se sentir morveux, se moucher, s'agiter, protester et même menacer grotesquement de rappeler en consultation à Kinshasa l'ambassadeur congolais en Belgique.

Le chef de l'État, le général major « Joseph Kabila », pur produit de Kigali, ne s'entoure que des proches collaborateurs qui lui ressemblent, dont le recrutement, pour la plupart, se fait sur base de relations de famille, d'amitié, ou d'affinités politiques ou autres avec les dirigeants actuels du Rwanda. De son cabinet politique aux services de logistique en passant par les autres conseillers officiels et occultes, qui sont généralement associés à la prise de certaines décisions de haute portée politique, quatre-vingt-dix pour cent se recrutent dans ce cadre-là.

Rares sont les Congolais, en effet, qui se retrouvent aux côtés du président sans avoir une mère ou un père étranger,

essentiellement tutsi rwandais, ou sans avoir été recommandé par les canaux d'agression. Il existe cependant une catégorie de personnalités congolaises que le chef de l'Etat nomme parfois comme proches collaborateurs dans l'unique but de les museler autour de lui. C'est le cas de Yerodia Ndombasi et tant d'autres.

Un digne fils du Rwanda qui se dit aussi « Congolais Rwandophone » -le terme est à la mode au pays de Lumumba-, est parvenu à établir le lien véritable qui unit « Joseph Kabila » à plusieurs de ses plus proches assesseurs, à savoir le « complexe odipien » provoqué par un conflit identitaire auquel ils sont tous confrontés de par leur métissage. Nés d'une mère ou d'un père rwandais ou carrément issus de familles rwandaises phagocytées par des ethnies voisines, précise Albert Mbanza Gukeba, dans une lettre ouverte adressée au même « Joseph Kabila », les proches de ce dernier font semblant d'afficher une hostilité anti-rwandaise étonnante en versant parfois dans une certaine virulence contre le Rwanda de Kagame et ses produits politico-militaires déversés au Congo démocratique.

Cette catégorie d'assesseurs du président de la République visent ainsi à paraître devant l'opinion comme des nationalistes congolais les plus touchés par les malheurs des populations autochtones en « tuant », d'une certaine manière, les pères ou les mères rwandais(es) qui donnèrent la vie à eux-mêmes, à leurs épouses ou à leurs ascendants.

Albert Mbanza Gukeba les qualifie tout simplement de « parricides » qui vivent le camouflage agressif de leur vraie identité comme une libération, en évitant tout débat sur leurs origines.

En fait, ces divers témoignages, avis et considérations

convergent tous vers le danger que représente un homme, la pièce centrale du drame congolais, le président « Joseph Kabila » qui, de manière récurrente, a violé la Constitution en matière de gestion de l'Etat, de souveraineté, droits humains, libertés fondamentales et devoirs du citoyen et de l'Etat, organisation et exercice du pouvoir au sein et entre les institutions, nationalité, révision constitutionnelle.

En anémiant son armée, en bloquant le processus de découpage territorial dix ans durant, en cannibalisant les mécanismes électoraux et en instrumentalisant la magistrature, le chef de l'Etat a fait de la Rd-Congo, le pays de Lumumba et de Mzee Laurent Désiré Kabila, un colosse aux pieds territoriaux d'argile et une réserve des ressources naturelles livrée à la prédation sauvage.

A l'instar de l'armée, la police et les services de renseignements, il a réussi brillamment, grâce au cumul des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, dans une dictature qui dit bien son nom, à recourir à la fraude électorale pour se maintenir au pouvoir par la force en vue de continuer à ramollir toutes les institutions politiques du pays, et favoriser l'hégémonie tutsie rwandaise au Congo, l'enrichissement fourmillant et protégé d'un groupe d'individus, aux dépens du Peuple congolais condamné à croupir dans la misère la plus noire.

Contrairement à ses multiples jurements, il a joué au catalyseur de l'échec du processus de restauration de la Paix malgré l'installation des institutions de la Troisième République qui devrait la symboliser.

Le « rais » a lamentablement échoué sur son premier devoir constitutionnel, qui est la raison d'être même de tout pouvoir, à savoir la protection des citoyens et de leurs biens.

Il a procédé par une politique d'épuration systématique

de la Rd-Congo en assassinant, en tuant, en empoisonnant et en crachant sur l'humanisme, notamment à travers la culture des fosses communes.



« Joseph Kabila » a surtout commis le crime d'intelligence avec les puissances ennemies à la Patrie, et manqué gravement aux devoirs de sa charge et aux intérêts de la Nation.

Sous une fausse identité et travaillant sous les ordres et pour le compte du Rwanda et de Paul Kagame, un autre personnage central de la tragédie congolaise, le « fils » adoptif de Mzee L.D. Kabila s'est rendu coupable de « haute trahison » au sommet de l'Etat congolais.

Le président rwandais dirige en effet le Congo à distance, mais il a toujours fondé son arrogance sur le soutien politique, diplomatique, militaire, matériel et financier que lui apportent en sous-main les superpuissances anglo-saxonnes par le biais de l'Onu, du Conseil de sécurité, de quelques pays africains et même de nombreux acteurs politiques congolais.

Contrairement à ses prétentions du moment et à l'image qu'une certaine presse internationale a toujours voulu coller au Rwanda que dirige le führer tutsi rwandais, le pays des mille collines en lui-même n'est pas une foudre

de guerre. Il n'a rien d'une puissance sous régionale, tant sur le plan historique, géographique, politique, économique que militaire. Hormis l'important soutien international, lequel ne dure généralement que le temps d'un dessein, les véritables rapports de force n'ont jamais été et ne seront jamais en sa faveur.

Sans le soutien absolu des superpuissances anglo-saxonnes qui, en tous les cas, ne seront pas là éternellement pour influencer et couvrir ses crimes, le Rwanda est et restera toujours un tout petit crapaud, une grenouille voulant se faire aussi grosse que le bœuf, le Congo démocratique.

Rien ni personne, ni le génocide qui a frappé le Rwanda en 1994, devenu le fonds de commerce de Paul Kagame, et encore moins la complaisance effrontée de la communauté internationale, ne transformera ce petit pays en un géant géostratégique comme le Congo qui se remettra bientôt debout.

L'impertinence et la sanguinarité des crapauds tueurs fait partie des caractéristiques principales de toute société qui se recherche dans la démocratisation de ses institutions, car elle est dépourvue de mécanismes capables de servir d'indicateurs à chaque opérateur.

Il n'y a que « la consultation populaire crédible » qui puisse permettre à un dirigeant de se situer, de savoir s'il est crapaud ou bœuf politique.

Dans un pays comme le Congo, le Rwanda et l'Ouganda où les peuples ne sont plus consultés régulièrement pour la désignation de leurs représentants, et où les acteurs politiques se sont habitués aux nominations fantaisistes et sentimentales par ordonnances et/ou décrets présidentiels, et même par les structures chargées d'organiser les élections, il est difficile sinon impossible de

distinguer les crapauds des bœufs. Pour aspirer à servir son pays, il faut nécessairement passer par la filière des connaissances interpersonnelles ou familiales avec le chef de l'Etat ou son entourage, ou par celle des trahisons et autres alliances contre nature.

Dans un tel système, les véritables bœufs deviennent des crapauds, tandis que les « Ibichuchu », des agents serviles à la solde de l'occupant et du capitaliste occidental qui tue l'Afrique, des crapauds qui sont convaincus d'être des bœufs sans l'être réellement, se confondent dans la violence, l'insolence et l'illusion jusqu'à sacrifier le rôle d'Etat pour lequel ils ont été désignés, condamnant ainsi le pays à traverser une série de crises sans nom et sans issue.

Chapitre 2
Le Prix Nobel du génocide

2.1. Les actes de génocide

2.1.1. La véracité des faits : les Rapports des organisations internationales et autres témoignages

Le Rapport Garreton du 28 janvier 1997 est le fruit d'une enquête extensive menée par les Nations unis sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis particulièrement durant la première guerre d'agression en Rd-Congo, entre 1996 et 1998.

Plusieurs fois étouffé par le Rwanda et l'Ouganda tenus premiers responsables des dits crimes, et basé sur 1.500 documents et la version de 1.280 personnes interrogées dont de nombreux témoins oculaires, le Rapport Garreton conclut :

• L'exécution systématique, à l'arme blanche, des dizaines de milliers de membres du groupe ethnique hutu de nationalité rwandaise, mais aussi des Congolais.

• La majorité des victimes étaient des personnes âgées, des femmes et des enfants qui ne représentaient aucune menace.

• Les bourreaux faisant partie de l'Apr, ont continué à traquer les réfugiés hutu rwandais obligés de fuir et de parcourir de longues distances durant des mois, causant la mort d'un nombre indéterminé de personnes condamnées à vivre dans des conditions inhumaines et dégradantes, sans accès à la nourriture ni aux médicaments.

• Les éléments de l'Apr ont, en quelques occasions, délibérément bloqué l'aide humanitaire, notamment en Province orientale.

• Tous les Hutus se trouvant au Zaïre-Congo de l'époque étaient visés en tant que tels par les poursuivants, qu'ils soient concernés par le génocide des Tutsis au Rwanda ou non.

• La pratique des « réunions » utilisée par les inquisiteurs consistait à convoquer les civils à un « meeting » prétextant le rapatriement pour les réfugiés, ou la présentation des nouvelles autorités pour les civils congolais, à l'issue duquel les Hutus étaient tués et les corps jetés dans des fosses communes.

• **La préméditation et la méthodologie** étaient ainsi démontrées à base du fait que les auteurs de ces crimes, au lieu de poursuivre les auteurs du génocide tel que argué, traitaient tous les Hutus de la même manière, qu'ils soient ou non réfugiés rwandais ou citoyens congolais, civils ou miliciens Interahamwe.

• Plusieurs forces armées de la région des Grands lacs présentes dans l'alliance mise en place pour détraquer les camps de réfugiés et chasser le maréchal Mobutu, sont mises en cause, à savoir les armées de l'Ouganda, du Burundi et surtout du Rwanda.



En date du 2 octobre 2010, le Rapport Mapping des Nations Unies confirme l'existence pour la période allant de 1993 à 2003, de plus de 200 massacres perpétrés par les forces du Front patriotique rwandais « Fpr » et leurs appendices installés en Rd-Congo.

Le rapport atteste que plusieurs journalistes ont été tués, des leaders et autres prêtres du Kivu assassinés, pour avoir dénoncé le génocide aphasique et minier vécu en Rd-Congo.

La constance ou la similitude dans les techniques et méthodes utilisées pour massacrer les populations civiles au Kivu, n'est pas le fait du hasard ou d'une simple coïncidence. **Il découle plutôt d'une volonté délibérée d'exterminer certains peuples selon un plan déterminé.**

Le rapport confirme que le pouvoir de Kinshasa a commis aussi des crimes, tandis que les milices, toutes tendances confondues, en commençant par les Fdlr, étaient manipulées par les belligérants sans exception.

Le Rwanda a créé sa propre milice constituée de prisonniers hutus pour entretenir la guerre en Rd-Congo ainsi que le prétexte de piller ses richesses dont l'or et le coltan.

Dans la perspective de la balkanisation du pays, les multinationales et des services de la Monuc ont utilisé les Interahamwe pour piller les minerais du Kivu et terroriser la population par les viols de femmes, massacres, tueries ciblées et autres incendies de maisons.

Il en est de même des faux Mayi-Mayi portant le même nom, créés par la dynamique d'agression et souvent confondus à dessein aux enfants autochtones qui, par contre, se battaient pour la défense de leur patrimoine qu'ils appelaient affectueusement « Terre-Kivu ».

Les faux Mayi-Mayi sont responsables des crimes et autres atteintes graves aux droits humains, notamment les massacres, les pillages, le cannibalisme et les viols.

Le rapport Mapping est un document sans précédent, le tout premier à briser, tant soit peu, le mythe de l'impunité dans la région des Grands-Lacs.

En dépit du fait qu'il n'a pas été autorisé de franchir le rubicond de les qualifier comme tels, le Haut-commissariat des droits de l'homme des Nations unies a présenté les faits en des termes qui définissent, en plus des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, les actes de génocide commis par le Rwanda et son armée.

Les pressions de toutes parts ont poussé le Secrétaire général des Nations unies à mettre en garde la Haut-commissaire pour les droits de l'homme, la sud-africaine Navanethen Pillay, contre l'utilisation du mot « génocide » pour les crimes commis par l'armée rwandaise en Rd-Congo.

L'Onu a ainsi fait un travail à moitié en se limitant à répertorier 617 violations graves qui ont fait des dizaines de milliers de morts, à reconnaître les mêmes conditions de planification intentionnelle des massacres et à mettre en cause les troupes rwandaises et congolaises, mais également 8 autres armées nationales et 21 groupes armés irréguliers, dans les massacres commis en Rd-Congo, particulièrement de « nombreux actes de violence graves à l'encontre des

Hutus en 1996 et 1997… ».

Le projet de Mapping a pour origine les précédentes enquêtes menées par l'Onu sur les crimes commis au Congo entre 1993 et 1997, dont celle de 2005 au cours de laquelle la mission de maintien de la paix de l'Onu au Congo, la Monuc, a découvert trois fosses communes à Rutshuru, dans la province du Nord-Kivu, dans l'Est du Congo, liées à des crimes de 1996 et 1997.

La macabre trouvaille a servi de déclencheur à la réouverture des enquêtes. Le Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, avec le soutien du Secrétaire général de l'Onu, a ainsi démarré le projet et élargi le mandat pour inclure les crimes perpétrés durant la seconde guerre du Congo, entre 1998 et 2003.

Réalisé avec le soutien mitigé d'un gouvernement congolais téléguidé de l'extérieur, le projet de Mapping est donc le fruit des nouvelles fouilles onusiennes. Il a suggéré pour la première fois des options impliquant une combinaison de juridictions congolaises, étrangères et internationales, lesquelles pourraient inclure un tribunal doté de personnel tant congolais qu'international, ainsi que des poursuites engagées par d'autres Etats sur la base de la compétence universelle.

Réagissant au rapport de l'Onu, l'organisation internationale de défense des droits de l'homme Human Right Watch « Hrw » a aussi estimé qu'il était temps d'identifier et d'engager des poursuites contre les personnes qui ont perpétré et ordonné ces atrocités en allant jusqu'au sommet de la chaîne de commandement afin que le monde sache ce qui s'est passé, et les victimes aient droit à la justice.

Pour le Hrw, les gouvernements à travers le monde avaient la responsabilité de veiller à ce que la justice soit

rendue après leur silence concerté pendant que des centaines de milliers de civils non armés étaient massacrés au Congo.

2.1.2. La qualification de « génocide » des massacres de masse commis en Rd-Congo

Les massacres de masse exécutés au Congo par les armées et les milices tutsies rwandaises, burundaises et ougandaises, dont la portée et la casse sont uniques dans l'histoire des conflits à travers le monde, rappellent les armes de bombardement les plus lourdes de l'arsenal allemand d'Adolf Hitler, utilisées à la Deuxième Guerre mondiale pour faire tomber jusqu'au dernier de ses bouts de cloisons, la ville de Varsovie en insurrection en août-octobre 1944.

Ils dépassent même en férocité et en horreur la barbarie nazie de 1945 et la cruauté observée lors de l'extermination systématique des populations arméniennes en 1915. Et la comparaison n'est pas permise entre le génocide du Rwanda de 1994 et celui qui se poursuit avec bonheur en Rd-Congo.



Les forces d'agression rwandaises, ougandaises et burundaises se sont engagées en Rd-Congo dans un processus destiné à détruire physiquement tous les réfugiés

de l'ethnie hutue du Rwanda ainsi que les membres composant la population bantoue congolaise vivante.

Le double carnage ainsi visé sur le sol congolais, dont les causes sont purement politico-ethniques et économiques, a été le fait d'un programme extérieur volontaire visant la tribu hutue et les couches sociales congolaises considérées comme ennemies et indésirables en tant qu'obstacle majeur à l'occupation des terres et à la jouissance des richesses qu'elles contiennent.

Les moyens utilisés pour l'extermination de ces populations civiles innocentes en territoire congolais, considérée naturellement comme criminelle, sont la fusillade, le viol, l'incendie, l'empoisonnement et le pillage.

Les femmes et filles de tous les âges y ont été les cibles des hommes d'une grande cruauté, sans cœur et profondément haineux de nature, qui croyaient pouvoir se délivrer et se libérer dans les plaisirs érotiques, de leur malédiction doublée d'une rancœur hors de commun.

Des filles nubiles aux vieilles mamans en passant par des jeunes mères allaitant des bébés, la machine à violer a laissé des traces de traumatisme et de frustration dans les cœurs de ce que Dieu a créé de plus cher pour l'homme.

Le Droit international reconnait aujourd'hui que les violences sexuelles faites contre les femmes en temps de guerre, devenues une arme stratégique, une manière d'affirmer l'occupation d'un territoire, un cachet de haine, de représailles et d'humiliation sur l'ennemi vaincu, constituent des crimes contre l'humanité, crimes de guerre et/ou même crimes de génocide quand ils sont commis dans le cadre d'un conflit armé interne ou international.

Tel est le cas de la Rd-Congo qui bat affreusement tous les records de viols à la suite des guerres d'agression

successives, avec 48 femmes et filles violées par minute, et plus de 70 % de viols des femmes qui se produisent au monde, selon Kambale Malingoto Nduikale Valentin, auteur du recueil des massacres susévoqués, qui m'a inspiré.



Au-delà des crimes de guerre et autres crimes contre l'humanité en continu, commis sur plus de 8 millions de morts et 3 millions de déplacés, et auxquelles la communauté internationale veut s'arrêter, le génocide est aussi avéré du fait de la transmission planifiée du virus Vih sur environ 1.500.000 d'âmes, mais aussi de la vaccination-polio, étant entendu qu'une catastrophe humanitaire est prévue par les experts en ce que la population infantile sera décimée dans un proche avenir à la suite des effets nocifs de diverses campagnes de vaccination.

Le même Droit international décrète que les massacres de masse perpétrés au Congo, dans les conditions décrites par toutes les sources, s'appellent bien « génocide ». Ils méritent justice, ici et maintenant.

Il n'y a pas de raison pour que cette justice attende encore plus longtemps parce qu'il avait fallu dix mois seulement aux Alliés, les vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale, pour choisir la ville de Nuremberg afin d'y juger, devant un tribunal militaire international, 24 hauts responsables et 8 organisations du régime nazi, dont la

Gestapo et les Ss, accusés de crimes de guerre, de crimes contre la paix et contre l'humanité.

Il en a fallu moins, soit huit mois, pour que le Conseil de sécurité des Nations unies mette en place et géolocalise à Arusha en Tanzanie, le Tribunal pénal international pour le Rwanda, « Tpir », pour statuer sur le sort des personnes responsables d'actes de génocide et d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda, ou par des citoyens rwandais sur le territoire d'Etats voisins, entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994.

En dépit de ses imperfections dues principalement à sa sujétion naturelle vis-à-vis des injonctions de la communauté internationale favorables à la version mensongère de Paul Kagame et consorts, laquelle vient d'être démentie vingt ans plus tard par le résultat de l'enquête de la Bbc, l'un des médias dominants du monde, dont le documentaire « Rwanda's untold story » a confirmé les motivations profondes de la guerre, à savoir le pillage des ressources du sol et du sous-sol congolais et la domination de la minorité tutsie sur toute l'étendue de la région des Grands-Lacs, le Tpir a eu l'avantage d'exister, de siéger et de prononcer la condamnation des premiers responsables hutus du génocide rwandais. Les étapes futures, inéluctables, s'occuperont indubitablement des autres criminels, tutsis, qui furent même à son origine.

La rectification de la criminalisation de la justice à Arusha est inévitable demain parce que le tristement célèbre massacre des Tutsis au Rwanda en avril 1994, n'est ni plus qualifié de génocide ni moins systématique et organisé que celui des Hutus et des populations congolaises perpétré sur le territoire congolais. Les carnages en série et autres tentatives

d'assassinat des opposants au régime de Kigali, perpétrées à l'intérieur comme à l'extérieur du pays des mille collines, ont même fini par être liés au génocide du Rwanda de 1994.

De manière unanime, tous les rapports, témoignages et autres intellections attestent que **les massacres perpétrés sur le sol congolais constituent, à quelques nuances mineures près, relativement au Rwanda en 1994, « une extermination physique, intentionnelle, systématique et programmée d'une partie de la population », mais aussi « une violation délibérée et ignominieuse des droits fondamentaux d'un groupe d'individus, le tout inspiré par des motifs politiques, raciaux, philosophiques. »**

En France, l'article 2 de la Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide définit le génocide comme « l'un des quelconques actes… commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux comme tel ».

Au-delà de la seule extermination physique d'une nation – massacres –, le célèbre professeur de droit juif polonais Raphael Lemkin estime qu'il s'agit d'« un plan coordonné d'actions différentes qui tendent à détruire les fondations essentielles de la vie des groupes nationaux dans le but de détruire ces groupes mêmes ».

Le Haut Conseil des droits de l'homme a fait preuve de courage et d'indépendance en :

• épinglant dans ses rapports l'usage extensif d'armes blanches, principalement des marteaux, comme celui de tueries méthodiques des survivants après la prise des camps, lesquelles démontrent que les nombreux décès ne sont pas imputables aux aléas de la guerre, contrairement à une certaine campagne ;

• certifiant que les attaques systématiques généralisées contre l'ensemble de victimes révèlent plusieurs éléments accablants qui, s'ils sont prouvés devant le tribunal compétent, pourraient être qualifiés de crimes de génocide ;

• décrivant les conditions dans lesquelles, autant que les réfugiés hutus rwandais dont la majorité d'enfants, de femmes, de malades et de personnes âgées, les sujets congolais ont été massacrés par les forces d'agression.

Le Hcdh devrait recourir à la même intrépidité et la même autonomie pour qualifier chacune des exactions qui ont été commises en Rd-Congo, tel que le droit international l'indique.

Du fait qu'il n'existe qu'une seule définition du génocide en droit, il se dégage une nécessité absolue et une extrême urgence de commencer par créer une juridiction pour permettre à tous les responsables de la coalition meurtrière Apr-Afdl, Rcd, Cndp et M23, impliqués, de répondre de leurs actes.

Les massacres commis en Rd-Congo constituent sans nul doute un génocide. Et l'unique obstacle à les définir comme tels retrouve la même explication de protéger les criminels.

Le système de deux poids deux mesures international fait que le terme de génocide n'y a jamais été repris ni défendu par aucun historien reconnu, aucune institution politique régionale ou internationale, aucune instance officielle régionale ou internationale de droits de l'homme.

Il est complètement insensé et odieux de contraindre le monde à attendre le jour où la France, les Etats-Unis, la Belgique, la Grande Bretagne, le Canada, l'Allemagne et les autres grandes puissances estimeront opportun pour eux,

afin que le génocide congolais soit reconnu.

Bien entendu, l'Holocauste subi par le Peuple congolais fait partie de ces vérités qui blessent l'omnipotente et hideuse communauté internationale, et dont les nouvelles méritent par conséquent de passer au silence concerté, à la trappe et même à la censure, tellement elles dérangent la conscience de ceux qui ont péché par manque de probité, de dissection, d'intellection et d'humanité.

2.1.3. Non à l'impunité : Plus jamais ça

Depuis le mois d'octobre 1996, les Congolais sont condamnés à subir massacres de masse, viols, pillages et autres humiliations persistantes. Dans un pays occupé entièrement par le Rwanda voisin interposé, il leur faut une soumission absolue pour survivre. Ils sont détroussés, complètement dépouillés, de patrie, terres, coltan, or, diamant, cuivre, bois, café, minimum vital, eau, électricité, sourire. Ils ont perdu leur liberté, leur tout.

Les populations congolaises n'ont même pas le droit de se choisir librement leur président et leurs représentants. Lorsqu'elles élisent ceux qui répondent à leur destin, on les remplace par des corrompus et des étrangers. La démocratie est devenue un luxe qu'elles ne méritent pas.

L'occupant rwandais tient à effacer la Rd-Congo de la carte, avec le soutien de la communauté internationale qui corrige la frontière.

La série d'agressions et de massacres suivis d'une parodie de négociations, sur fond de haute trahison au sommet de l'Etat, sacralisent l'occupation, la prédation, la dépossession et bientôt l'émiettement du territoire national.

Le Rwanda est devenu un Etat aux privilèges multiples,

violeur des accords et autres lois internationales, qui jamais ne connait justice ni n'exécute les recommandations ou les résolutions des Nations Unies, le pays qui jamais n'observe les sentences des tribunaux internationaux.

Au pays des mille collines, la torture des prisonniers est légale, et les crimes sur les opposants politiques toujours impunis, même lorsqu'ils sont commis à l'étranger.

D'où Paul Kagame tire-t-il ce droit de nier tous les droits ?

A quelle encre est-elle puisée, cette funeste histoire écrite sur l'impunité perpétuelle qui couvre le Rwanda raciste et génocidaire pendant tous les massacres de masse commis dans son propre pays, mais aussi sur le territoire congolais ?

Certes, la lumière verte lui provient des superpuissances anglo-saxonnes, les Etats-Unis en tête, dont Paul Kagame représente le plus inconditionnel de tous les feudataires. Elle résulte du soutien total dont il bénéficie des multinationales prédatrices, du club de marchands, banquiers et autres bellicistes, tous hantés par les richesses du sol et du sous-sol congolais.

La sainte communauté internationale n'a pas pour autant le droit de persévérer dans le vil système d'anonymat qu'il entretient depuis des décennies, celui de silence concerté et d'impunité devant une telle ampleur des massacres de 8 millions de morts, en majorité des enfants, des femmes, des personnes âgées et des malades.



Même si, face au génocide le plus meurtrier de l'histoire commis sur le territoire congolais, les grands décideurs du monde ont un faible à l'égard de l'élite et des filles tutsies ; en dépit des accords cyniques entre les grands groupes multinationaux, les armées ougandaises, rwandaises et burundaises dans l'extraction illégale des minerais dans les zones minières convoitées du pays, le Kivu spécialement, et malgré toutes les dérives qui en découlent, la communauté internationale a le devoir de se lever, comme un seul homme, devant le désastre, et crier elle aussi « plus jamais ça ».

Vantant la victoire de son homologue malien et de la France sur l'ennemi djihadiste qui menace toute l'Afrique de l'Ouest, le président français François Hollande livrait en ce début d'année 2015, sa leçon du Mali et son message de Bamako en termes « d'obligation d'assurer la solidarité pour le droit et la reconnaissance des peuples ».

Et pourtant, le moment est plus que jamais venu pour que ce genre de discours métropolitain se traduise en action plus intégrale qui reflète l'intérêt réel que porte la communauté internationale aux droits des personnes, à la justice, aux victimes de crimes et à la sécurité des citoyens.

Il est vrai que, dans ses folies génocidaires, Paul Kagame a toujours joui de la pleine protection des grandes puissances américano-européennes, mais il a su aussi en neutraliser d'autres.

En rompant ses relations diplomatiques avec Paris à la fin du mois de novembre 2006, en annonçant le 18 juin 2007 son souhait de recourir à la compétence universelle prévue dans son texte de loi en vue de poursuivre devant sa juridiction des non-Rwandais accusés d'être impliqués dans le génocide, et en commençant début juillet 2007 à menacer de faire inculper des ressortissants français pour le génocide de 1994 si les tribunaux européens n'annulaient pas les mandats d'arrêt internationaux contre des responsables rwandais, Kigali exhibait au monde sa puissance. Il dictait sa loi et réussit à étouffer la réclamation du juge français Jean-Louis Bruguière des poursuites contre Paul Kagame pour sa participation présumée à l'attentat contre l'avion de l'ex président rwandais Juvénal Habyarimana le 6 avril 1994, un des éléments déclencheurs du génocide.

En accusant la France une nouvelle fois à l'été 2008, non seulement de participation active aux événements du génocide des Tutsis de 1994, mais aussi de complicité dans la préparation et l'exécution de celui-ci, allusion faite à la possibilité de poursuites judiciaires contre les dirigeants politiques et autres responsables militaires français, le petit Rwanda a continué à faire chanter la France et à défier délibérément le droit international.

Dans un communiqué publié à l'issue des travaux d'une commission d'enquête rwandaise, le pouvoir génocidaire de Kigali précisait que la France avait commis directement à travers ses soldats, non seulement de nombreux viols sur des rescapés tutsis, mais aussi des assassinats des Tutsi et des Hutu accusés de cacher des Tutsi.

L'accusation du Rwanda contre la France était tellement grave pour la ramollir qu'elle portait sur le génocide dont les militaires français auraient laissé les

infrastructures en place, à savoir les barrières tenues par les extrémistes hutus en demandant « de façon expresse que les Interahamwe continuent à contrôler ces barrières et à tuer les Tutsis qui tenteraient de circuler » !

Le Rwanda incriminait plus précisément 13 dirigeants français de l'époque, parmi lesquels le président François Mitterrand, le premier ministre Edouard Balladur, le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé, son directeur de cabinet Dominique de Villepin, le secrétaire général de l'Elysée Hubert Védrine. Toute la crème du leadership français était particulièrement visée et chargée.

Certes, la France en a rejeté depuis toute légitimité et toute impartialité, mais le Rwanda a réussi à la faire taire, jusqu'à la réduire à sa plus simple expression de fermer tous les yeux et boucher toutes les oreilles devant les pires horreurs signées par le régime de Paul Kagame et son réseau de criminels sur le territoire congolais plus de deux décennies durant.

La France n'est pas tiédie par la mégalomanie et les fuites en avant du führer rwandais.

Embouteillée plutôt, elle sait les conditions funestes dans lesquelles Paul Kagame, couvert par le président Bill Clinton et les Rangers américains hantés par les ressources naturelles congolaises, désignées comme un trésor indispensable à saisir par tous les moyens, y compris les génocides, a procédé pour prendre le pouvoir au Rwanda et en Rd-Congo.

Les autorités françaises sont au courant de la manière infâme dont Paul Kagame, avec le soutien des Américains, a assassiné en date du 20 octobre 1993 le chef de l'Etat burundais Melchior Ndadaye, coupé en morceaux avec des couteaux, sa méthode de supprimer ses victimes. Elles

savent comment l'actuel président du Rwanda a abattu l'avion d'Habyarimana, déclenchant ainsi la tragédie du Rwanda le 6 avril 1994, et éliminé tous les témoins à travers le monde.

La France est surtout gênée de savoir que toutes ces vérités qui dérangent, découvertes et dénoncées par les enquêteurs du Tribunal international pour le Rwanda « Tpir » depuis le 26 février 1997, demeurent étouffées, et tous ces crimes impunis, malgré l'abondance de preuves réunies par le juge français Jean Louis Bruguière, impliquant Bill Clinton et Paul Kagame, et confirmées par l'avocat australien, ancien Procureur du Tpir, Michel Hourigan, ainsi que par l'ancien chef du Tpir, le Procureur Carla Del Ponte.

La France a été ainsi neutralisée en faveur du Prix Nobel du génocide décerné à Paul Kagame et consorts pour tous leurs crimes sans nom commis par l'Apr sur les Hutus au Rwanda en 1994, ainsi que par l'Apr/Afdl sur les réfugiés hutus du Rwanda et les populations civiles congolaises en Rd-Congo.

Entretemps, les Congolais se refusent de continuer à payer en espèce sonnante et sanglante une dette qui n'en est pas une. Ils exigent que l'hypocrisie mondiale cesse de reluire, et la sacrée impunité soit condamnée désormais à oublier l'hommage que lui rendent constamment l'indifférence et les discours creux et sans effet, les déclarations sèches, les rhétoriques ronflantes et autres postures équivoques.

Dans la mesure où la tragédie du génocide de 1994 au Rwanda ne peut fournir une police d'éternelle impunité à Paul Kagame, son armée et ses diverses milices, il **est plus que temps que les superpuissances du Nord qui**

commanditent et financent les guerres dans la région des Grands-Lacs, en Rd-Congo particulièrement, intériorisent qu'au même titre que leurs propres citoyens, victimes du terrorisme international, les millions de morts de la Rd-Congo ont droit à la justice, mais aussi l'ignominieuse protection internationale dont leurs bourreaux bénéficient prend la forme d'une permission affermie de continuer de génocider en toute liberté.

Dans cette course effrénée des ethnocides qui révolte, les grands falsificateurs de l'histoire congolaise doivent arrêter de nager tranquillement dans les eaux puantes de l'impunité. Ils ont l'obligation de libérer la justice des multinationales, réseaux et autres loges afin de lui permettre de statuer sur le pourquoi et les raisons qui ont poussé les uns et les autres à commettre les crimes ignobles sur le sol congolais.

Tous les éléments sont réunis pour corroborer les aveux de Paul Kagame lui-même, selon lesquels l'attaque des camps des Hutus réfugiés génocidaires au Congo était planifiée afin de les exterminer.

Il est complètement indécent de continuer à affirmer que le principal obstacle à la qualification de génocide des massacres congolais réside dans le fait que « les massacres sont divers et les mobiles variés, même si le nombre de victimes et l'atrocité de certains d'entre eux évoquent ce que le langage courant appelle "génocide" ».

Il est tout aussi avilissant de voir passer deux décennies d'indifférence et de silence de la communauté internationale devant l'horreur si choquante des massacres de masse, alors que **le rapport du Haut-Commissariat pour les droits de l'homme ne faisait que confirmer ce que l'humanité entière savait déjà, en traduisant l'intime conviction des**

Nations unies que les troupes, l'armement et la logistique étaient fournis par le Rwanda.

Si rien n'a été fait au niveau de la communauté internationale dans le but de protéger les criminels qui prônent l'usage de la violence et du terrorisme à l'instar des islamistes pour arriver à leurs fins, en misant sur le temps qui aiderait à faire disparaître les traces du double génocide perpétré en Rd-Congo, le glas sonne pour mettre fin à un tel ordre mondial à double vitesse, désagrégé et scélérat.

Si le rapport a évoqué la nature « **systématique, méthodique et préméditée** » des attaques contre les hutus dans chaque localité où des réfugiés ont été dépistés par leurs bourreaux sur une vaste étendue du territoire, mais sans conclure à la commission de crime de génocide, il y a lieu de s'inquiéter des subtilités de l'entendement des uns et des autres sur la définition même du génocide.



Et même si, pour les négationnistes, les interprétations s'avéraient divergentes, l'humanité entière n'a pour douter

d'une telle évidence de génocide congolais que la supposition légère que Dieu est trompeur !

C'est au juge qu'il revient en tous les cas de les dissiper, d'où encore la même exigence et le même impératif de la création d'un cadre juridictionnel approprié à cet effet.

Seul le juge dira le droit et relèvera la différence entre la nature des attaques menées contre les réfugiés hutus et celle des massacres des paisibles citoyens congolais.

Personne n'a le droit d'empêcher le monde de rétablir la vérité et rendre justice sur cette terre des hommes. Et le Hcdh qui réagissait à l'étrange largesse de Kagame en direction des milliers de Hutus qui seraient autorisés de rentrer dans leur pays, affirmait avec fermeté que « **ce fait ne permet pas en soi d'écarter l'intention de détruire en partie un groupe ethnique comme tel et ainsi commettre un crime de génocide** ».

2.1.4. L'incontournabilité du Tribunal pénal international pour la Rd-Congo

De célèbres et respectables personnalités du domaine culturel et politique à travers le monde, parmi lesquelles Muhammad Ali, Robert Badinter, Yamina Benguigui, Jacques Chirac, Jonathan Demme, Abdou Diouf, Leymah Gbowee, Federico Mayor, Denis Mukwege, Jean Christophe Ruffin, Mahamat Saleh Haroun, Valérie Trierweiler… ont signé et publié en décembre 2012, une pétition historique lançant un appel pathétique pour fléchir la légendaire rigidité de la politique des Occidentaux au Congo.

Même si leur cri de détresse n'a récolté aucun regard ni geste de compassion de la part des grands décideurs du

monde pour des raisons faciles à deviner, la clameur est restée retentissante pour l'humanité entière :

« L'horreur, ces derniers jours, a franchi un nouveau degré. Des escadrons, dont le groupe baptisé M23, font des incursions à Goma et sèment la terreur dans sa périphérie (…)

« Ils ravagent et ils tuent. Et ils violent (…).

Ils violent (…) les femmes et les enfants pour terroriser la population (…), pour détruire (…) pour arracher à jamais les identités. Et les enfants qu'ils n'ont pas massacrés, ils les enrôlent de force.

« Et, pendant ce temps-là, les dix-sept mille soldats de la Mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC (Monusco) attendent une résolution du Conseil de sécurité qui leur permettrait d'agir.

« Avec déjà des millions de morts et d'autres millions de vies dévastées.

« Un drame que la communauté internationale pourrait arrêter. A l'instant. Il lui suffirait de donner l'ordre aux dix-sept mille soldats de faire leur métier et de remplir leur mandat. Leur métier de soldat. Et leur mission de garantir la paix et la dignité de l'espèce humaine. »

Il en est de même de 52 personnalités féminines du monde, dont Roselyne Bachelot, Ingrid Betancourt, François Héritier, Monique Chemillier-Gendreau, Susan Georges, Gisèle Halimi, Rama Yade, qui, soutenues par le gynécologue Denis Mukwege, le magnifique « réparateur » des femmes violées au Kivu, se sont unies contre les viols utilisés comme arme de guerre en Rd-Congo.

En août 2013, ces Femmes « Courage » ont écrit **une lettre ouverte aux grandes instances de décisions en**

faveur de la création d'un Tribunal pénal international pour juger les crimes commis en Rd-Congo.

Le silence de la communauté internationale a indigné l'humanité entière parce qu'aucun homme « sensé » ne peut rester impassible devant pareilles larmes, au bord desquelles toutes ces « Mamans » concluent :

« Refuser de créer cette juridiction équivaut à une discrimination à l'égard de la femme congolaise, un déni de justice internationale ».

Aucun homme doté de cœur de chair ne peut ignorer le contenu de la pétition que 52 Rabbins britanniques ont signée et publiée dans le journal « The Guardian » du vendredi 23 avril 2010, pour inviter les acteurs politiques en campagne électorale à s'engager à faire des massacres perpétrés en Rd-Congo, une priorité absolue lors de la prochaine législature.

« Nous ne devons pas oublier les victimes de la guerre en Rd-Congo », martelaient-ils, tout en condamnant les violences, les crimes de guerre, la corruption, les crises humanitaires, pillages et viols sur une échelle inacceptable.

Ils ont clairement rappelé :

- **le nombre de morts enregistré en Rd-Congo depuis 1998, publié en avril 2007 par l'Ong « International Rescue Committee », estimé à 5,4 millions, un chiffre terrible qui continue d'augmenter à un taux de 45.000 par mois ;**
- **les conséquences supplémentaires liées à la maladie et à la malnutrition qui ont entraîné une augmentation du nombre de morts à au moins 7 millions, sans compter les millions de réfugiés ;**
- **l'ampleur des viols, de la torture et des**

mutilations toujours en cours, que ces chiffres choquants avancés ne peuvent pas transmettre ;

- **le classement de la Rd-Congo par l'organisme des Droits de l'Homme « Genocide Watch », au sommet de sa liste 2010 des pays confrontés à des massacres en cours ;**
- **la souffrance et l'ampleur des atrocités commises en Rd-Congo par rapport à leurs propres 6 millions de victimes du génocide Nazi à l'occasion de la commémoration du « Yom Ha Shoah », la journée annuelle juive du 12 avril consacrée à la mémoire des victimes de l'Holocauste ;**
- **le « ne rien entendre, ne rien voir et ne rien faire » qui ne remplit pas la promesse du « plus jamais ça ! », ainsi que le fait de rester les bras croisés alors que les êtres humains sont massacrés, lequel signifie le déni de justice pour les victimes et questionne le profonde engagement des Britanniques pour l'humanité ;**
- **l'appel de leur tradition en tant que Rabbins, à savoir « Celui qui détruit une âme, est comparable à celui qui détruit le monde. Et quiconque sauve une vie, et comme celui qui sauve le monde » ;**
- **le refus de la communauté internationale d'admettre que le guerre en Rd-Congo a été à l'origine de massacres dont certains constituent des crimes de génocide et contre l'humanité, alors qu'elle a été plus longue et plus meurtrière que l'Holocauste.**

En évoquant de son côté **la nécessité de la création**

d'un mécanisme de justice chargé de traiter les crimes du passé et du présent pour mettre fin au cycle d'impunité et de violence vécu en Rd-Congo, le rapport du Haut-Commissariat des droits de l'homme des Nations Unies est allé au-delà d'un simple témoignage historique. Car, nombre de types d'exactions commises contre les civils et décrites par l'équipe de l'Onu se poursuivent au Congo de nos jours, nourries par une culture d'impunité, allusion faite au cortège des crimes qui a suivi la Deuxième Guerre d'agression en Rd-Congo, avec le Cndp de Laurent Nkunda en 2004, 2007 et 2009, le M23 en 2012, et les massacres en cours dans le Grand Kasai et le Nord-Kivu.

Malgré le fait que, dans un premier temps, le gouvernement congolais avait accueilli favorablement le rapport de Mapping et apporté quelques améliorations, les recommandations onusiennes restent lettre morte à ce jour parce que systématiquement bloquées par les personnalités politiques et militaires citées dans ledit rapport, des officiers des armées rwandaise et congolaise plus précisément.



Parmi les recommandations onusiennes, il y a **la création des « tribunaux mixtes spécialisés », intégrés dans le système judiciaire congolais, garants des principes d'indépendance et d'impartialité, composés de juges congolais et étrangers, dont la mission serait de sanctionner les crimes internationaux commis en Rd-Congo.**

Il est vrai que la Rd-Congo ne devrait pas avoir besoin d'être encouragée par les pays voisins impliqués dans la tragédie congolaise et dont les systèmes judiciaires ont superbement ignoré les exactions commises par leurs armées régulières respectives.

Il est tout aussi évident que, dans de telles conditions, nul ne pourrait compter sur la Rd-Congo dont, non seulement le leadership politico-militaire est issu des guerres d'agression qui se sont soldées par des accords ordonnancés entre belligérants, les autoamnisties consécutives et le partage du pouvoir, mais aussi le système judiciaire altéré ne dispose ni de moyens humains et politiques, ni de capacités, et encore moins de garanties suffisantes d'indépendance pour superviser les poursuites.

Le paradoxe congolais prend corps à partir du sommet de l'Etat où, évidemment, des forces occultes d'origine étrangère ont toujours tiré les ficelles pour bloquer toute initiative visant à recouvrer la vérité, la paix et la justice en Rd-Congo.

La première entrave majeure demeure la présence au Congo d'un pouvoir d'occupation assujetti et issu du pays des mille collines, qui s'était déjà illustré, aussitôt enraciné, en retirant la plainte pour agression déposée par le gouvernement congolais contre le Rwanda à la Cour internationale de justice « Cij ».

Dans sa politique de simulation, le gouvernement congolais, à la solde de l'ennemi, avait déposé au parlement un projet de loi prévoyant la présence temporaire des magistrats internationaux pour accompagner cette innovation de la justice. Un second projet de loi soutenait même la protection des défenseurs des droits de l'homme à travers la création d'une Commission nationale des droits

de l'homme « Cndh » et d'une entité de liaison entre les Ong des droits de l'homme et le gouvernement.

Le sénat congolais, composé des caciques de deux dictatures jumelles qui se sont succédées dans le pays, a rejeté le projet de loi qui proposait la création des tribunaux, tandis que la Cndh a fini par naître dans une grande confusion qui présageait son fonctionnement difficile du moment, avec une entité de liaison paralysée faute de budget.

L'idée en cours de créer des juridictions mixtes, laquelle semble se buter au même mur d'iniquité nationale et internationale, demeure l'un des meilleurs exemples de solutions dégénérées et inefficaces souvent dictées par l'Occident dans son rôle légendaire de sapeur-pompier.

Au nom de la justice pour tous, les imperfections décrétées du Tpir, qui ont conduit à une approximation judiciaire, sont de loin préférables à l'iniquité perpétuelle imposée aux victimes et à leurs familles en Rd-Congo.

Le commun des mortels se pose la question de savoir pourquoi et comment la Rd-Congo pourrait-elle retrouver la paix sans justice à l'instar des autres pays qui ont été déchirés par la guerre, tel que la Sierre Leone, l'ex-Yougoslavie, l'Afrique du Sud… où des mécanismes judiciaires ou parajudiciaires ont été emménagés, tant bien que mal, pour rendre une justice propre à aider les survivants à honorer la mémoire des victimes des crimes des temps anciens.

La sacrée communauté internationale n'a aucune raison de créer une exception pour la Rd-Congo au regard des nombreux rapports de l'Onu qui en fournissent le socle et le soutien, permettant ainsi que toutes les conditions soient réunies pour la constitution d'un Tribunal.

En dépit du fait que le cliché sans précédent des crimes,

qui continue à circonscrire la perpétuelle guerre en Rd-Congo, si accablant à plus d'un titre, est redouté par leurs principaux auteurs régionaux, notamment le Rwanda et l'Ouganda, la compilation des rapports existants et la collecte de nouveaux témoignages, réalisées jusque-là par les différents organismes internationaux, apportent une base nécessaire et suffisante pour établir les responsabilités et engager des poursuites judiciaires contre lesdits auteurs, sans exception, après des décennies d'impunité.

Plus que le funeste brouillard qui entoure encore l'autre génocide commis à ses portes, dans le pays des mille collines, la seconde entrave majeure en Rd-Congo reste la stupide obstruction des grandes puissances du Nord qui tentent d'oublier le génocide du Congo comme celui, impuni, du Cambodge.

Pour la plupart des pays dits civilisés et démocratiques du Nord, priorité est accordée à concevoir, matérialiser, financer et entretenir les guerres et autres conflits entre les communautés en Afrique, en Rd-Congo en particulier, quel qu'en soit prix, pour mieux profiter des matières premières qui s'y trouvent. Tant il est vrai que l'or, le diamant, le coltan, le cuivre, le cobalt, l'uranium, le café, le cacao, le bois d'œuvre, le pétrole… ont plus de valeur que les vies congolaises et africaines.

Autant que le sang des millions de victimes, le temps que prennent ces belligérances et antagonismes constitue le matelas sur lequel repose le système de prédation qui favorise la constitution à vil prix des stocks stratégiques de matières premières pour les industries occidentales, ainsi que l'écoulement d'énormes quantités d'armes de guerre et de munitions dans les pays en conflit.

A toutes ces conditions de totale impunité dont les

auteurs des massacres contre la population congolaise sont assurés, il faut ajouter les lois scélérates d'amnistie et la liberté de mouvements dont ils bénéficient. Les rares cas d'arrestation signalés çà et là, sont aussitôt suivis d'évasions savamment organisées, qui permettent auxdits criminels de traverser la frontière du Rwanda et/ou de l'Ouganda, et de bénéficier de la protection des autorités de ces deux pays voisins, lesquelles traitent naturellement avec dédain toute demande sournoise du gouvernement congolais d'extrader leurs ressortissants.



En adoptant l'attitude de n'entreprendre aucune action concertée propre à entamer des enquêtes judiciaires sur les graves violations des droits humains commis en Rd-Congo, du reste suffisamment bien documentées par ses propres réseaux, l'Onu étale à la face du monde sa ferme volonté de ne jamais en traduire les auteurs en justice et continuer à les protéger jusqu'au bout.

A travers pareille posture d'indifférence, d'égocentrisme, de silence concerté, d'hypocrisie et de complicité à l'occidentale, **les grandes nations du Nord ont craché sur la mémoire et les volontés définies par testament, d'Alfred Nobel, en créant le prix Nobel du génocide pour récompenser une communauté et des personnalités qui, pour avoir commis le génocide, les crimes de guerre et**

ceux contre l'humanité en Rd-Congo, au vu et au su de tous, ont le plus ou le mieux contribué à la lutte contre la paix, les droits de l'homme, l'aide humanitaire, la liberté, le rapprochement des peuples, la suppression ou à la réduction des armées ou groupes armés permanents, la réunion et la propagation des progrès pour la paix.

Il ne reste plus que **les mêmes grandes puissances du Nord prennent le courage d'organiser des soirées de gala pour remettre officiellement le nouveau Prix Nobel de la série, celui du génocide, à leurs sinistres protégés aux mains pleines de sang, et ce sera encore et toujours « justice »… !**

2.2. La haine dans le sang

2.2.1. Du miroir de la haine

Devant pareil tableau noir de haine, de violence et d'iniquité caractérisée, une certaine opinion s'est permis en 1998-9, de s'attaquer avec virulence, mais à tort, à l'ancien ministre et vice-président de la République en période de transition, le Dr Abdoulaye Yerodia Ndombasi, l'accusant d'alimenter une folle campagne de haine et de violence dans laquelle tout un peuple, hommes femmes et enfants, fut mobilisé pour « exterminer les vermines de Rwandais ».

La critique affirmait même que cette horrible haine Hutu-Tutsi qui a rongé les cœurs des Rwandais pendant des années et qui portait ses fruits, à savoir la violence et la destruction, était plantée dans les cœurs innocents de nos enfants…, et que nous avions, nous les Congolais, « le devoir d'arrêter ce crime et déraciner au plus vite ces graines de ladite haine avant qu'elles ne germent et ne s'enracinent dans les cœurs de nos enfants. »

Le Sofa de Lola-E-monsite a raison d'affirmer que

« L'autre est un miroir » :

« Nous avons une vision déformée de nous-même. Nous savons en réalité très peu de choses sur nous-même trop occupé sans doute à essayer d'apprendre l'Autre, de le comprendre ou de lui faire des reproches. Et ce sont justement ces reproches qui vont nous servir à mieux nous comprendre nous-même. »

En effet, l'autre Mzee, Yerodia, n'avait planté une moindre graine de haine dans le cœur d'aucun de nos enfants. Ces derniers ont d'eux-mêmes appris, découvert, vécu et subi dans leur propre pays, comme tout le monde, cette horrible haine Hutu-Tutsi qui a érodé les cœurs des Banyarwanda et des Barundi des décennies durant, et porté son fruit de barbarie et de dévastation qu'ils ont charriée au Congo.

M. Yerodia Ndombasi, alors directeur de cabinet du chef de l'Etat congolais, Mzee L.D. Kabila, au moment où l'ennemi tentait d'occuper la capitale Kinshasa en vue d'installer un pouvoir dominateur et terrorisant dans l'ensemble du pays, disait :

« (…) écraser la vermine des agresseurs, des déchets, des microbes, qu'il faut qu'on éradique avec méthode, avec résolution… Les Tutsis risquent de connaître la triste expérience des Juifs, ils sont perfides, bruts, rancuniers et sanguinaires… »

Révolté, comme tous les Congolais, il est revenu quelques jours plus tard sur le même discours injustement qualifié de nazi, en ces termes :

« Vermine, oui, je les qualifie de vermines… qui vicient et empoisonnent le corps de notre nation, qu'il faut éradiquer… Durant la guerre vous parliez bien des Boches… Nous, ici, nous parlons d'une termitière… Nous veillerons à ce que tous ces insectes soient éradiqués et nous

lèverons le couvre-feu par la suite ».

Certes, l'expression « éradiquer – et non exterminer – les vermines de Rwandais » ou « écraser la vermine des agresseurs » peut être interprétée de plusieurs manières, soit pour défendre son auteur, soit pour le noyer comme le régime minoritaire tutsi du Rwanda, en complicité avec la Belgique, a tenté de le faire dans un procès bidon à Bruxelles.

Mais l'opinion générale a persisté à croire que, contrairement à l'entendement des détracteurs de Yerodia, l'expression n'était qu'une parabole utilisée pour créer une image mentale d'une vérité et la rendre accessible, celle d'un danger, une menace réelle, pareille à la vermine, qui guettait la Rd-Congo, et dont le Peuple, s'il aspirait à un avenir paisible, avait le devoir civique de se débarrasser, pas nécessairement en les décimant.

En relisant les phrases de Yerodia dites en français, une langue qu'il maîtrise à merveille, l'on remarque que chaque mot était à sa place, ce qui a permis à l'auteur de rester constant dans son idée d'alerter ses compatriotes du péril.

S'il y avait, dans la crise congolaise, une condamnation à porter sur la semence des graines de la haine dans les cœurs des gens, elle devrait commencer par les agresseurs du Congo qu'on prétend chercher à exterminer, car ce sont eux justement qui, au-delà des mots, ont posé des actes d'une extrême violence visant à liquider tout un peuple et ayant causé la mort de plus de huit millions de Congolais.

La déclaration de Yerodia étant intervenue après et en réaction à la série des massacres commis sur la population civile congolaise par les assaillants rwandais dans l'Est du pays, dans l'unique souci d'appeler le chat par son nom dans un océan de mensonges, l'opinion s'est retrouvé ahurie d'entendre la sainte communauté internationale maugréer

alors qu'elle était toujours aphone au sujet de la haine viscérale originelle qui a conduit au génocide tant au Rwanda qu'au Congo.

Yerodia Ndombasi, comme tous les Congolais, ne pouvait pas mener une campagne quelconque de haine et de violence contre qui que ce soit, encore moins le Rwanda, ni planter une moindre graine de la haine dans les cœurs de nos enfants, pour la bonne et simple raison que, non seulement il n'en a pas la culture, mais aussi et surtout aucun intérêt ni motivation ne l'y pousseraient.

L'humanité entière sait que l'acide expérience de la culture de haine et de sang, plutôt pure et légendaire chez nos voisins rwandais et burundais, venait d'être vécue et prescrite à la paisible et inoffensive population congolaise.

Ma belle-sœur vivant à Butare, au Rwanda, me racontait l'histoire d'un couple tutsi rwandais qui, peu après le génocide des mille collines en 1994, finit par apprécier les services du ménage assurés par Joseph, un jeune hutu d'apparence flegmatique.

Le mari et son épouse qui travaillaient tous les deux, assez loin de leur lieu de résidence à Kigali, avaient confié toute la charge domestique à Joseph, y compris la garde de leurs deux précieux enfants.

Un jour, grisé par la haine et la vengeance, le miraculé jeune hutu dont la famille avait été décapitée à sa présence pendant la guerre d'avril 1994, a commencé par tuer le premier enfant, une fillette, qu'il venait de récupérer à l'école maternelle, avant de la déchiqueter, en extraire les entrailles qu'il prit soin de cuisiner, les parents ayant émis le vœu de manger les tripes de vache ce jour-là. Il enterra les restes de la pauvre fille dans un coin du jardin.

Après lui avoir fait manger la viande de sa jeune sœur,

Joseph étrangle le deuxième enfant qu'il venait de reprendre au collège, et inhume son cadavre dans la parcelle bien clôturée.

Rentrés en fin de journée de labeur, les parents trouvent la maison déserte. Ils s'affolent naturellement, fouillent partout, appellent ci et là, en vain. Fatigués et affamés, ils se servent la chair de leur propre fille cadette en attendant la police alertée, laquelle découvre la lettre laissée par le domestique hutu qui révèle les motivations profondes de son acte, dicté par la haine sans limites à l'égard des Tutsis, ainsi que l'endroit où il avait enfoui les corps des enfants.

2.2.2. Un aveu tranchant

J'imagine autant les commentaires que les questionnements des uns et des autres.

Yolande Mukagasana, une tutsie rwandaise éprouvée, y a réservé la meilleure réponse dans son livre de textes illustrés de photos, intitulé « Les blessures du silence ». Elle évoque sans jouer sur les mots, sans prendre de gants, l'aversion qui hante le peuple rwandais, le sien propre.

Rentrée de son exil européen pour « dialoguer » avec les assassins de ses enfants tués atrocement au Rwanda lors du génocide de 1994, elle raconte comment victimes et bourreaux peuvent retisser un lien social déchiré mais aussi surmonter un sentiment de haine fortement ancré dans la société des hommes.

Extrêmement douloureux, le récit est un aveu qui tranche. La courageuse, clémente et admirable, tolérante et admirable Yolande est parvenue, 8 ans après le drame qu'elle a vécu, à briser la glace de la mort et de la haine en acceptant de rencontrer et de parler aux génocidaires qui ont tué ses propres enfants en sa présence.

Infirmière, mariée à un Hutu, elle a tenu à être

pragmatique en ciblant ses interlocuteurs. Elle n'a voulu rencontrer que ceux qui reconnaissaient qu'ils étaient coupables non pas pour les confronter et les humilier, et encore moins se venger, mais bien avec comme objectif, selon elle, de rétablir « un lien social dans une société humaine », « reconstruire ce lien et se reconstruire elle-même ».

La force intérieure hors du commun qui se dégage de l'engagement de cette femme gracieuse, contraste bizarrement avec sa grande fragilité et sa profonde sensibilité, lesquelles lui ont permis d'avouer que la « haine était dans la tête » de ses frères rwandais, génocidaires, comme Gaspard B., la cinquantaine révolue, son ancien voisin, qui avait amené les enfants de Yolande pour les tuer.

Elle le confirme : « Il était persuadé que j'étais morte. Quand je me suis trouvée face à lui, je ne trouvais pas les mots. Il était tellement haineux ».

Il en est de même de Patrice, 79 ans, qui a reconnu avoir tué une centaine de personnes. Lorsque Yolande lui tend la main, il se sent en confiance et s'ouvre à elle :

« En 1994, il était très difficile de ne pas être génocidaire ». Car, raconte-t-il, un autre Hutu lui avait rappelé ceci :

« Tu sais ce que nous avons appris à l'école : que la reine tutsie enfonçait une lance dans le corps d'un bébé hutu, que les Tutsis étaient des étrangers, des Nilotiques qui ont pris les terres des Hutus ».

Ça, ce n'est pas du Congolais.

Au Rwanda, il y a donc cette culture de sang et de haine qui fait partie de la vie des populations, mais l'éducation, l'école et les médias ont favorisé à mettre cette haine en tête, à l'origine des tueries.



Photo © Corinne Dufka

Yolande, elle, avait été punie non seulement parce qu'elle était tutsie, mais aussi parce qu'elle était soupçonnée – seulement – de vouloir achever les blessés hutus revenant du front.

Si Yolande regrette ce qui s'est passé dans son pays en souhaitant que les Rwandais parviennent à s'identifier comme Rwandais, pas comme Hutu ou Tutsi, pour combattre cette culture de haine et de sang, elle conclut par contre qu'à la rigueur, elle pourrait pardonner le fait d'avoir tué, mais pas « la manière », pas cette « volonté d'humilier, de torturer, de violer, de faire le mal absolu », comme les Tutsis l'ont fait et continuent de faire en Rd-Congo.



Et ça, ce n'est toujours pas du Congolais.

C'est cette manière-là, qui consacre la haine chez le Rwandais, cette volonté de faire le mal absolu que Colette

Braeckman appelle la « machine à tuer bien rodée », équipée, armée et suffisamment motivée, qui a « sectionné, fauché et écrasé » au Rwanda après les tueries sélectives qui ont concerné immédiatement après le crash de l'avion présidentiel rwandais, les personnalités marquantes de l'opposition et autres, tutsies et hutues modérées.

Au Rwanda, la radio officielle a appelé une partie de la population à la vigilance en l'invitant à dénicher l'ennemi partout où il se cachait, se déguisait et se faufilait et en assurant que le premier ministre était insatisfait par le fait que cette population ne travaillait – ne tuait – pas assez vite au moment où l'ennemi progressait.

On y a entendu des phrases comme celles-ci, lancées à des infirmiers qui hésitaient de liquider les Tutsis :

« Si tu es un bon Hutu, tu dois tuer, toi aussi, sinon tu seras liquidé ».

Le Congolais n'a jamais été aussi haineux !

On a vu un Hutu céder aux supplications de sa femme tutsie et l'enterrer vivante pour lui éviter une mort plus atroce !

Un drame comme le massacre de Kasika ou l'enterrement des femmes vivantes à Mwenga, mon propre terroir, victimes de la même culture de la haine et de la violence rwandaise, n'avait jamais été vécu auparavant au Congo. Les enfants de ce territoire, comme l'ensemble de populations congolaises, ont vu et subi pour la première fois, pareille manière de tuer propre au Rwanda.

Il n'y a pas de honte ni aucun mal à admettre et souffrir de ces tristes réalités. Au contraire, il faut les affronter courageusement pour en détruire la culture et neutraliser à jamais les responsables au lieu de leur décerner le Prix Nobel du génocide, condamnant ainsi le monde à croire à la tyrannie des violences face à la force du droit.

L'iniquité observée dans l'attitude de la communauté internationale et la langue de bois ne conviennent pas dans la noble lutte contre le terrorisme international qui nous concerne tous.

Colette Braeckman y revient dans son livre « Rwanda, Histoire du génocide » publié en 1998, en ces termes :

« Tout ce qui s'est passé auparavant a échappé à la logique, à la compréhension des Blancs. On a vu soudain un peuple, christianisé jusqu'au dernier nourrisson, faire voler en éclat les limites que l'humanité, au fil des âges, avait été tenté d'opposer à la pulsion de mort : les lois de la guerre, le droit humanitaire, le respect des lieux d'asile, la protection des femmes et des enfants ».

Elle s'explique : « … lorsque tout a été arrosé, les repères traditionnelles comme les espoirs de décollage économique, lorsque les terres sont trop petites et les bras trop nombreux, lorsque le partage du pouvoir prend l'allure d'une défaite et que les jeunes sont sans avenir, la haine ne peut-elle tenir lieu d'identité ? C'est la peur mais aussi la haine qui ont tenu debout les miséreux qui se traînaient sur les chemins de l'exil, c'est la haine qui, à Goma, faisait encore sursauter les agonisants lorsque s'approchait d'eux un infirmier de l'autre ethnie, c'est la haine qui a servi de passeport, de dernier capital… Cette haine qui menait à la destruction de l'autre fut aussi, en définitive, une destruction de soi… ».

L'histoire du Rwanda est faite d'épisodes sanglants engendrés par les haines ancestrales, haines séculaires, luttes tribales, tradition de sauvagerie, vieux conflits, crimes, châtiments et autres exodes d'une rare ampleur, et les frères hutus et tutsis, pleins de haine dans leurs êtres, se sont mesurés à mains nues, à l'arme blanche, corps contre corps.

Un Hutu a regardé en face son voisin tutsi, son propre frère, avant de l'éventrer. Et vice-versa ! On a vu un Rwandais pilonner un bébé dans un mortier, couper la tête ou les pieds, les bras, le sexe de l'autre, trouer ses yeux, etc.

Tout cela, c'est de la chronique propre au Rwanda, mais charriée en Rd-Congo, un pays d'amour et de paix.

Chapitre 3
L'inhumanité institutionnalisée des grandes puissances du Nord à l'égard des pays vulnérables

Créé par la Cia, le M16 et l'Otan, et considéré comme le gouvernement mondial occulte, le Club de Bilderberg est convaincu que la plupart des « citoyens ordinaires » ont une valeur négative pour le système économique, d'une part, et d'autre part, sur le plan écologique, une partie de la population mondiale consomme excessivement de ressources tout en générant trop de pollution.

Excluant le renoncement de l'humanité à la société de surconsommation et aux profits qu'elle permet de créer, et prétextant qu'elles coûteraient cher sans pour autant réduire le danger d'instabilité sociale, les Bilderberg rejettent aussi l'engagement de l'humanité à investir massivement dans des nouvelles énergies et des nouvelles technologies qui endommageraient moins l'environnement.

Pour les « Maîtres du Monde », la planète ne peut être sauvée que par l'ordre qui permet aux plus favorisés, non

seulement de conserver les avantages d'une société industrielle hautement polluante, mais aussi de réduire la pression globale sur l'environnement et les risques d'instabilité sociale en ramenant la population mondiale, d'ici la fin du 21ème siècle, à moins d'un tiers de ce qu'elle est actuellement.

Persuadés du fait que le nombre de personnes réellement nécessaires au bon fonctionnement du système productif est largement inférieur au nombre de salariés actuels, les Bilderberg comptent sur la robotisation, l'informatique et l'intelligence artificielle en tant que dispositifs automatiques propres à effectuer presqu'entièrement la production et le transport de l'énergie et des marchandises.

Ainsi, des populations entières ne sont plus massacrées dans les camps de concentration, mais bien par des méthodes plus ingénieuses, notamment la suppression progressive de l'accès à l'espace vital, à la nourriture, à la santé, à l'information et à l'énergie.

Elles le sont aussi par l'accaparement des terres agricoles du monde, la fluctuation ou la hausse des prix alimentaires, la baisse des retraites, la suppression ou la réduction des allocutions-chômage, le démantèlement des systèmes d'éducation et de santé publique, la privatisation du marché de l'électricité, la misère, la malnutrition, la maladie, le suicide, des épidémies et des guerres télécommandées.



Pour leurs propres intérêts géostratégiques, militaires, socio-économiques, d'ordre humanitaire, sentimental, et contre le terrorisme international, les Djihadistes en particulier aujourd'hui, les dirigeants américains et occidentaux ont conçu et imposé, dans le sang et le supplice des Congolais, l'implantation des populations rwandaises au Kivu. Ils ne se sont jamais intéressés à savoir si celles-ci continueront à y vivre en paix et en sécurité demain.

La solution efficiente et durable à la tragédie qui se vit en Rd-Congo et dans l'ensemble de la région des Grands-Lacs, doit être trouvée en dépit de la folie meurtrière des principaux commanditaires extérieurs des guerres, paradoxalement juges et parties à la fois, tous ces parasites de la crise, ces caïds, rapaces et autres vipères de pire espèce, sans cœur ni humanisme ni compassion pour leurs semblables.

Il y a impérieuse nécessité et extrême urgence, pour la survie et le bien-être de la planète entière, d'associer toutes les composantes du monde en vue de définir ensemble une solution moins vandale que le système de terrorisme originel unilatéralement établi.



Si, à l'époque, on se limitait à constater l'égoïsme, l'indifférence et l'ambiguïté de l'Occident face aux difficultés de tous ordres qui accablaient leurs semblables en Asie, en Afrique et ailleurs, mais sans pour autant pouvoir justifier un tel comportement contrastant fortement avec leurs discours officiels sur la paix, la tolérance et l'humanisme, tous les éléments sont réunis au jour d'aujourd'hui pour que les peuples opprimés et condamnés à la pauvreté, à la misère et à une extermination lente, subtile mais bien programmée, comprennent et réagissent vigoureusement contre le « terrorisme originel » des temps anciens.



Quoi de plus normal que les « perdants » se mobilisent et s'organisent illico presto pour leur survie, afin d'arrêter le train de la mort à temps, au lieu de servir indéfiniment, par ignorance, naïveté ou trahison,

d'agents serviles, ridicules et crapuleux, au service des mêmes sponsors du rapport de Lugano, c'est-à-dire contre leurs propres intérêts vitaux ?

Toutes les masses populaires en situation de blocage comme au Congo démocratique, en Palestine, en Côte d'Ivoire, au Rwanda, en Ouganda, au Burundi, en Syrie, en Irak, en Iran, en Algérie, au Cuba, en Libye, et partout ailleurs, finiront par s'unir et rassembler leurs forces pour empêcher les **« Nobel du génocide »** et les **« Champions de l'holocauste », ces véritables terroristes à l'occidentale, qui croient être au-dessus de la Loi, de décimer leurs semblables tout simplement parce que, par pur égoïsme et vanité, ils veulent s'approprier à eux seuls toutes les richesses de la planète pourtant largement suffisantes pour tous.**

Le moment est venu pour ne plus douter du double langage des grandes puissances du Nord et leurs appendices régionaux qui, par des discours hypocrites et endormeurs, et dans la crainte d'un retour de la manivelle anti-libérale, font croire qu'ils peuvent s'attaquer aux conséquences désastreuses de leurs propres politiques ultra-libérales, le fondement de « leur » mondialisation, le système de pillage capitaliste, la cause de l'insécurité généralisée, de la pauvreté et de la crise migratoire du moment.



Comme si les « perdants » étaient des sous-hommes, des « Diendéré », des idiots, incapables de retenir que le capitalisme demeurait un système économique et social fondé sur la propriété privée des moyens de production et d'échange, qui se caractérise par la recherche du profit, l'initiative individuelle, la concurrence entre les entreprises.

Comme si, sur cette terre des hommes, l'histoire n'a pas suffisamment montré les limites d'un tel système soufflé par les effets du partage inégal des actifs producteurs de richesse.

Et la triple question qui demeure essentielle et pertinente jusqu'à ce que la planète Terre soit unie et solidaire, se pose en ces termes :

• **Qui est terroriste, qui ne l'est pas ?**



• **Pour avoir déclenché les tragédies du Rwanda et du Congo, en abattant l'avion de Juvénal Habyarimana à Masaka Hill, près de l'aéroport Kanombe, avec le soutien des Rangers américains, le 6 avril 1994, l'ancien président américain Bill Clinton n'est-il pas un terroriste, Nobel du génocide, au même titre que le chef de l'Etat rwandais Paul Kagame ?**

• **La violence, l'intolérance, le refus de l'autre, l'exclusion, qui les pratique, qui ne les pratique pas, et qui peut prétendre en avoir le monopole ?**

Le terrorisme des uns commence là où excède le terrorisme des autres. Et toutes les civilisations du monde sont condamnées aujourd'hui à évoluer sur une planète à hauts risques, vouée au syndrome des attentats et crises interminables, mieux une poudrière dans laquelle nous tous, hommes, femmes, enfants, adultes, riches, pauvres, « gagnants », « perdants », blancs, jaunes, noirs, continuerons à vivre sans qu'une seule race, un seul peuple prétende être à l'abri d'une telle insécurité généralisée qui la caractérise.

Toutes les nations du monde sans exception aucune, sont exposées à la violence. Elles ont besoin de paix pour exister et mieux vivre. Pour y arriver, les dirigeants doivent refléter un monde pénétré de vertu, d'humilité, d'amour et de solidarité.

Chapitre 4
Le nouvel ordre mondial et les « Deux poids, deux mesures » de l'Onu dans son rôle

Longtemps inefficace dans la prise de ses résolutions parce qu'enveloppée pendant la guerre froide par les cinq membres permanents qui disposaient leur droit de veto, l'Organisation des Nations Unies, « Onu », était censée sortir du carcan du blocage dès 1999, avec l'effondrement du communisme.

L'on a espéré voir le Conseil de sécurité en tant qu'organe exécutif de l'organisation mondiale reprendre tout son pouvoir et répondre plus efficacement aux nombreuses questions de maintien de la paix et de violations du droit international qui se posent sur la planète.

Les attentes étaient également immenses dans la capacité plus accrue du pouvoir judiciaire onusien en cas de différend entre Etats, tenus par la Charte des Nations Unies de recourir à l'arbitrage de la Cour internationale de justice « Cij » tout en gardant le choix du type de reconnaissance

d'autorité – générale ou spécifique – qu'ils lui donnent.

Il en est de même des nombreux autres espoirs suscités par le renouveau de l'Onu en matière législative, notamment dans les domaines de la protection des droits de la personne et du nouvel ordre économique mondial (rapports Nord-Sud, dette, pauvreté…).

Par malheur, la configuration actuelle de dépendance quasi-totale de l'Organisation des Nations Unies « Onu » vis-à-vis des grandes puissances du Nord, a fini par trahir l'incapacité du « machin » d'œuvrer pour un monde meilleur et d'assurer le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde conformément aux objectifs et principes de sa Charte.

Le Conseil de sécurité dont les décisions sont exécutoires et opposables à tous les Etats membres, s'est plutôt distingué par sa politique inégalitaire fondée sur le principe de « deux poids et deux mesures » dans l'application du droit international, en jugeant différemment une même chose, selon les personnes, les circonstances et les intérêts.

Au-delà du cas flagrant de la Rd-Congo, l'humanité a assisté à la tolérance de l'Onu à l'égard des frappes chirurgicales appuyées de l'armée américaine en Irak, un pays sous sanctions, au moment où Israël, reconnu coupable de graves violations territoriales au Liban Sud et atteintes aux droits de l'homme dans les territoires occupés, pouvait continuer à cracher sur les résolutions de l'Onu du reste peu coercitives. Il en est de même de la Turquie vis-à-vis de Chypre ou des populations kurdes, de l'Indonésie qui occupait et opprimait le Timor oriental.

Si l'on peut reconnaître qu'aucun renforcement du pouvoir judiciaire à l'échelle mondiale ne s'est réalisé ces

dernières années, l'Onu a plutôt réussi dans une prétendue avancée, à savoir le « droit d'ingérence » en tant que reconnaissance du droit qu'ont une ou plusieurs nations de violer la souveraineté nationale d'un autre Etat, dans le cadre d'un mandat accordé par une autorité supranationale. Ce droit est élargi dans la pratique, au nom de l'urgence humanitaire, en ce que le mandat peut être fourni rétroactivement !

Il faut plutôt situer toutes ces théories nouvelles du droit international au niveau de la stratégie américaine qui, dans un monde devenu unipolaire, se refuse à toute claustration dans un carcan de la légalité internationale.

La multiplication des actions de protection à travers le droit d'ingérence et/ou l'intervention dans les affaires intérieures d'un Etat souverain, fait partie de ces pratiques qui permettent aux Etats-Unis qui dirigent seuls le monde, non seulement de nier le contenu et l'utilité du droit international au nom d'une morale plus malléable, mais aussi de restreindre la compétence des Nations Unies à des fonctions subordonnées de type caritatif et humanitaire dans le but exclusif d'accompagner l'unilatéralisme hégémonique des Etats-Unis et ses Alliés inféodés.

Dans leur tentative de justifier l'instrumentalisation paralysante de l'Onu par les Etats-Unis, les dirigeants de l'institution évoquent naturellement sans convaincre des contraintes et autres facteurs qui portent atteinte à sa crédibilité.

Il s'agit notamment de :

• la complexité de certains problèmes, comme pour le cas palestinien, qui empêche de trouver des solutions ;

• le désintéressement des Etats riches des conflits

ethniques d'Afrique d'autant plus difficiles à résoudre ;

• la limitation des moyens ;

• la concurrence d'autres organisations régionales comme l'Otan ;

• le non-respect des grandes puissances envers l'organisation, comme en Irak en 2003.

En dépit des nombreuses déclarations de ses membres, l'Onu n'a jamais su garder toute sa validité en tant que force positive œuvrant pour la paix et le progrès de l'humanité, tandis que les membres du Conseil de Sécurité ont tellement versé dans la partialité et l'injustice qu'ils se sont disqualifiés dans leur incapacité d'assumer leur responsabilité individuelle et collective pour la prévention et l'élimination des menaces contre la paix avec un dévouement et une détermination requis.

Le Conseil a perdu toute efficacité dans sa responsabilité ainsi que sa crédibilité vis-à-vis des Etats membres de l'Organisation qui ont tendance à ne plus s'acquitter de l'obligation d'accepter et d'appliquer ses décisions tel que prévu par la Charte.

Malgré les pouvoirs étendus qui lui sont reconnus face à un conflit armé ou une situation approchant l'état de crise, à savoir la prise d'une série de mesures destinées à mettre fin aux hostilités, prévenir l'aggravation du conflit, réduire la tension, condamner une rupture de la paix ou la violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale et même exiger la réparation des dommages causés par la partie responsable, le Conseil est resté constant dans sa politique partisane à l'endroit des auteurs des crimes de génocide et autres commis en Rd-Congo deux décennies durant.

La politique du Conseil consistant à privilégier les

intérêts des superpuissances du Nord par rapport aux principes du droit international, a souvent rendu les solutions difficiles.

Si, dans bon nombre de questions portées à l'attention du Conseil, les gouvernements des pays ont sollicité et obtenu son aide à la suite des plaintes en bonne et due forme, parce que confrontés à des actes d'agression contre leur territoire, à des attaques armées, à des manœuvres interventionnistes, à la menace et à l'intimidation, le cas de l'agression du Congo démocratique est à compter parmi les ternissements onusiens du siècle.

Le Conseil de sécurité a eu à adopter des Résolutions demandant instamment qu'il soit mis fin aux actes d'hostilité, condamnant leurs auteurs et exigeant réparation des dommages causés. Embastillé dans sa politique historiquement inique, plutôt favorable aux intérêts des grandes puissances du monde, il n'a jamais reconnu ni sanctionné la présence irrégulière des troupes rwando-ougandaises en Rd-Congo comme les nombreux crimes et violations des droits de l'homme qu'elles y ont commis.

Il est indéniable que l'application des Résolutions du Conseil est trop souvent, si pas toujours, dépendante des intérêts des superpuissances du monde avant toute autre considération de droit. Le même esprit d'arbitraire a souvent caractérisé le Conseil lorsqu'il a eu, dans son histoire, à examiner des questions très controversées et intéressant ses membres. N'aboutissant généralement pas dans ces cas à une décision, il préfère plutôt porter le conflit du champ de bataille à ses bureaux en vue d'un dialogue ou d'une certaine atténuation de la tension entre les parties et d'autres Etats membres.

Malgré les critiques diverses qui ont souvent

accompagné l'attitude du Conseil dans l'examen des questions lui soumises, il a toujours abusé de l'immensité des pouvoirs qui lui sont conférés pour orienter les événements dans le sens des intérêts des dites superpuissances.

En matière de règlement pacifique des différends, le Chapitre VI de la Charte y afférent prévoit, en son article 33, que les parties « doivent en rechercher la solution, avant tout, par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, de recours aux organismes ou accords régionaux, ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix ».

Très souvent, comme en Rd-Congo, le Conseil juge nécessaire de demander aux parties de régler leur différend par ces moyens. La surprise est généralement grande de constater cependant que, même à ce niveau, l'influence de l'impérialisme international demeure accrue, ce qui a toujours confirmé le caractère spéculatif et folklorique des recommandations du Conseil.

Comme en certaines occasions, le Conseil a eu aussi à autoriser le secrétaire général à nommer un représentant spécial dans le cadre des efforts à déployer pour « favoriser la solution de conflits ». Le constat général est amer en ce que le choix onusien a toujours été accompagné de soubassements éhontés en forme d'instructions précises de la haute hiérarchie sur le comportement et la politique à adopter par le représentant spécial.

Le Congo en a particulièrement connu ces vingt dernières années, notamment Messieurs Lakhdar Brahimi pour les négociations politiques du Palais du Peuple de 1993, et William Swing en 2003.

Ces deux hauts fonctionnaires onusiens ont mieux étalé

la laideur de leur rôle en se comportant ouvertement en défenseurs patentés des intérêts du capitalisme et de l'impérialisme américain dans le pays au détriment d'un pauvre Peuple zaïrois/congolais en détresse.

A l'instar des centaines de milliers de Congolais qui se sont joints aux étudiants lors des manifestations de mercredi 2, jeudi 3 et vendredi 4 juin 2004, plus d'une vingtaine d'organisations de la Société civile avaient fini par exiger, au nom de tout un Peuple unanime et traumatisé, le rappel de William Swing pour « partialité excessive » contre la Rd-Congo, particulièrement dans l'affaire de caches d'armes à Bukavu par la milice rwandaise du Rcd/Goma au mois de février 2004. Mais constante dans sa vision du monde qui n'a jamais tenu compte de la volonté des peuples qu'elle méprise, l'Onu a maintenu encore très longtemps son « Spécial » au Congo.

Des propositions de paix du Conseil soumises aux parties ont très souvent été plus une imposition orientée par les grandes nations du Nord qu'un énoncé susceptible d'être accepté ou refusé, tandis que les enquêtes et autres investigations ouvertes au niveau de l'Organisation ont toujours été biaisées si elles ne sont pas tout simplement étouffées. Les cas des nombreux crimes commis en Rd-Congo comme l'enterrement des femmes vivantes à Mwenga en 1999, les différents massacres de masse de Kasika en 1998, Kisangani en 2002 et tant d'autres, dans le Nord-Kivu ou à Mbandaka, en sont des exemples frappants.

De moins en moins respectueux des principes humanitaires énoncés pourtant dans la Charte, comme des responsabilités morales de sa charge, le secrétaire général et le Conseil se sont montrés de plus en plus indifférents aux cas de massacres et autres crimes perpétrés dans certains

pays par rapport à d'autres, tandis que les rapports des missions y afférents communiqués par le secrétaire général au Conseil de sécurité, ne sont fréquemment que lettre morte s'ils ne sont pas purement et simplement condamnés aux oubliettes, dans les tiroirs ou sur une table comme la fameuse boîte noire de l'avion de l'ancien Président rwandais Habyarimana abattu par Paul Kagame et ses hommes avec la complicité des mêmes forces centrifuges du Nord bien identifiées !

L'article 99 de la Charte des Nations Unies confère au secrétaire général le pouvoir d'attirer l'attention du Conseil sur toute affaire qui, à son avis, pourrait mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité à travers le monde. L'opinion internationale assiste plutôt au folklore des condamnations et autres discours d'approbation auxquels, en bien d'occasions, comme sur la question du Moyen-Orient et de la sous-région des Grands Lacs, le Conseil démissionne de sa mission face à des crimes et autres violations des droits de l'homme.

Il en est de même des missions d'observation et des forces de maintien de la paix, deux instruments élaborés au fil des années par le Conseil dans l'exercice de son mandat, dont le rôle consiste à vérifier si la proclamation d'un cessez-le-feu est respectée, et donc à contribuer à réduire les risques de reprise des combats en créant une zone tampon placée sous le contrôle des forces de maintien de la paix. Mandatées par le Conseil, et placées sous l'autorité du secrétaire général, ces missions et forces ont été fortement critiquées en Rd-Congo où elles se sont refusé d'assurer le maintien de conditions pacifiques le long de frontières internationales, préférant fermer les yeux sur la présence permanente des troupes rwandaises au Congo ainsi que

leurs mouvements alternatifs d'un territoire à l'autre, et ce malgré les engagements pris par les deux Etats.

Le Conseil s'est réuni d'urgence dans bien de cas, pour étudier un nouveau conflit, à lancer un appel aux fins d'un cessez-le-feu immédiat à travers l'adoption des résolutions souvent teintées de partialité, et s'adressant quelquefois à une seule des parties.

Il a eu aussi à demander la cessation des guerres coloniales menées par les autorités portugaises contre l'Angola, le Mozambique et la Guinée-Bissau en 1970, et à s'efforcer dans bon nombre de cas similaires d'assurer un cessez-le-feu et de prendre d'autres mesures immédiates pour réduire la tension entre des parties en conflit. Bien souvent, ses faiblesses de plus en plus remarquables l'ont contraint à répéter ses appels en faveur d'un cessez-le-feu et à déplorer impuissant la poursuite des combats ou la reprise des hostilités comme en Rd-Congo.

Dans le cadre des mesures relatives aux menaces contre la paix, aux ruptures de la paix et aux actes d'agression, le Conseil « constate », aux termes du Chapitre VII de la Charte, conçu comme un élément essentiel du système de sécurité collective des Nations Unies, « l'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression et fait des recommandations ou décide quelles mesures seront prises conformément aux Articles 41 et 42 pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales ».

C'est à ce titre que l'Onu a eu recours à la force armée en Corée en 1950, à l'occasion d'une rupture de la paix, bien que les dispositions du Chapitre VII n'aient pas été expressément invoquées dans les résolutions pertinentes. En revanche, le Conseil a invoqué le même chapitre en Afrique australe où la paix était également menacée. De

même, il a imposé des sanctions économiques contre le régime d'Apartheid de l'Afrique du Sud en 1977. Les sanctions contre la Rhodésie du Sud ont été levées en 1979 après que des mesures eurent été prises d'un commun accord et eurent abouti à la création d'un gouvernement majoritaire dans le Zimbabwe indépendant. Il en fut de même en Afrique du Sud quelques années plus tard.

En dehors de l'imposition des sanctions économiques prévues au Chapitre VII, le Conseil a le pouvoir, en vertu de l'article 42, d'entreprendre, au moyen de forces aériennes, navales ou terrestres, toute action nécessaire au maintien ou au rétablissement de la paix et de la sécurité, et notamment des démonstrations, des mesures de blocus et d'autres opérations. Aux termes de l'Article 43, et à la demande expresse du Conseil, les Etats membres s'engagent à mettre à la disposition du Conseil les forces armées, l'assistance et les facilités nécessaires au maintien de la paix et de la sécurité internationales conformément à des accords spéciaux conclus avec le Conseil sous réserve de la ratification des Etats intéressés.

La Charte a même prévu que les plans de recours à la force armée doivent être élaborés par le Conseil de sécurité avec l'aide de son comité d'état-major composé des chefs d'état-major des membres permanents du Conseil ou de leurs représentants. Ce comité, en tant que responsable de la direction stratégique de toute force armée mise à la disposition du Conseil, est chargé en outre d'assister le Conseil sur toutes les questions relatives à ses besoins militaires, à l'emploi et au commandement des forces, à la réglementation des armements et au désarmement éventuel.

S'il est vrai que l'Onu, à travers le Conseil de sécurité, est dotée d'un tel arsenal de moyens suffisants pour lui

permettre de jouer son rôle avec efficacité et impartialité, il est cependant regrettable de constater l'effritement progressif de celui-ci à travers certains comportements et décisions de l'Organisation qui se laisse manipuler par le capitalisme international.

Le cas le plus flagrant, à part l'invasion de l'Irak par les forces de coalition en 2003, demeure celui de la Rd-Congo où l'on a vu une Onu et un Conseil de sécurité totalement complaisants et incapables de s'assumer face au génocide, au terrorisme, aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité commis au vu et au su du reste du monde.

Même si, devenu une technique internationale acceptable pour contrôler les conflits et encourager les négociations aux fins du règlement pacifique des différends, le concept de maintien de la paix et de la sécurité internationales n'est pas expressément mentionné dans la Charte des Nations Unies. Changeant au cours du temps en fonction de l'évolution du rôle de l'Organisation en la matière, le processus se fonde lui-même sur la renonciation à l'utilisation ou la menace de la force et sur le règlement pacifique des conflits.

En cas de non-respect de ces principes, la Charte a doté la communauté internationale à travers le Conseil de sécurité, des pouvoirs de prendre des mesures contraignantes collectives. Dans leur variété, celles-ci vont de diverses formes de sanctions et d'embargos jusqu'à l'utilisation de la force armée par le Conseil de Sécurité.

Quand bien même, pour des raisons faciles à deviner, le Conseil a rarement décidé l'application de sanctions et d'embargos, et la contrainte militaire s'est avéré impraticable, le cas d'extrême violence en Rd-Congo mérite, au nom de la justice humanitaire, un traitement particulier de la part de

l'Onu. Malheureusement, le constat est amer, même à l'exploration par le Conseil de Sécurité et le secrétaire général, d'une voie différente ayant recours au consensus, à la conciliation, aux bons offices, aux initiatives diplomatiques et au maintien de la paix de façon non-violente et coopérative.

On a vu l'Onu s'engager dans la création des Tribunaux pénaux internationaux pour la Yougoslavie et le Rwanda afin de juger les auteurs des crimes similaires à ceux perpétrés en Rd-Congo. Elle se refuse curieusement d'en créer un dans ce dernier pays où la violence intentionnelle a été plus intense.

En lieu et place de la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationale conférée au Conseil de sécurité par les Etats membres, l'Organisation des Nations Unies, un véritable fléau au service du Mal et des ambitions sataniques de tous bords, est parvenu à institutionnaliser le Prix Nobel du génocide, la prime à la guerre, la raison du plus fort, l'injustice, la frustration, l'exclusion, l'humiliation, l'impunité, l'exploitation de l'homme, les violations des droits humains, au mépris du droit international. Le principal organe de l'organisation des Nations Unies a ainsi engendré l'exaspération de certains peuples qui, dans le désespoir, ont choisi de se prendre en charge et se rendre justice eux-mêmes en recourant aux voies et moyens qu'ils estiment plus efficaces, mais qualifiées à tort ou à raison de terroristes.

Le terrorisme originel de l'Occident demeure subtil et télécommandé, tandis que celui de l'Orient, plus expressif, en est la réplique légitime, un sursaut d'autodéfense pour la survie.

Et pourtant, les attentats du 19 septembre 2001 sur les deux Tours jumelles de New York dont nul n'a prévu ni

arrêté l'amplitude du choc, doivent permettre à ceux qui se considèrent comme des super-nations ou des super-hommes, de tirer les leçons de l'Histoire dont l'ouragan n'épargne personne.

Ceux-là, qui croient que le monde leur appartient, à eux seuls et pas aux autres, ont intérêt à retenir que les peuples opprimés ne se laisseront plus faire assidûment pour disparaître.

Dans la mesure où aucun Américain ne souhaite revivre pareil événement d'intenses douleurs, il est insolite de constater le comportement totalement abruti de la communauté internationale, les mêmes Etats-Unis en tête hélas, dont la population a été si traumatisée par les folies révoltées de Ben Laden. Il s'agit pourtant de désinvolture naturelle lorsque la même virulence de violence aveugle frappe d'autres peuples comme en Rd-Congo. Et le vaste élan de soutien et de protection en faveur des auteurs de ladite violence constitue non seulement une complicité active avec les criminels, mais aussi la meilleure marque de l'inconscient collectif et l'individuation qui gangrènent la classe dirigeante américaine et européenne.

Le rôle et le devoir d'un peuple comme celui des Etats-Unis d'Amérique, et des habitants de New York en particulier, doivent consister à « agir » pour éviter à leurs semblables du Congo, comme d'ailleurs, de subir ce que les Américains ont horreur de vivre chez eux.

Chaque Américain se retrouve justement devant une sorte d'obligation de faire comprendre aux dirigeants zélés de son pays que tous les Peuples du monde, sans exception, ont besoin de paix, de démocratie et de développement pour bâtir un monde meilleur pour tous.

On ne doit pas nécessairement être prophète pour

prédire avec certitude, que si les Américains et autres Occidentaux n'intériorisent pas civilement la portée et le besoin de la Justice, de la Liberté, de la Paix et du Bien-être pour les autres Peuples à travers le monde, le phénomène Ben Laden ne sera pas le dernier à inquiéter aussi leur devenir, toutes les populations sur terre étant par ailleurs vulnérables et terrorisables.

Dans le genre de discours traditionnels que l'opinion internationale tolère encore par dépit, sinon par répulsion, l'un des responsables de l'Onu déclarait en décembre 1988 que « les opérations de maintien de la paix symbolisent la volonté de paix de la communauté mondiale et représentent l'expression impartiale et pratique de cette volonté ».

Il s'agit du secrétaire général Javier Perez de Cuellar à Oslo, lors d'une cérémonie de l'attribution du prix Nobel de la paix aux forces de maintien de la paix des Nations Unies pour les « services astreignants et dangereux rendus à la cause de la paix ».

Le prix voulait rendre honneur aux architectes du maintien de la paix et aux soldats de la paix, environ 500.000 hommes et femmes de 58 pays qui, depuis 1948, avaient servi avec dévouement et courage 15 opérations de maintien de la paix à travers le monde, et dont, au 21 mars 1989, 744 casques bleus avaient perdu la vie.

La grande question du moment consiste à savoir si l'Onu mérite encore un Prix Nobel au regard des scandales et autres bévues que ses organes, représentants et autres soldats ne cessent de commettre, notamment le trafic des matières précieuses, les viols des filles mineures dans l'Est du Congo ou en Centrafrique, ainsi que par rapport à la partialité éhontée dont elle fait montre dans l'exercice de ses

responsabilités dans de nombreux conflits internationaux.

Je dis oui. L'Onu mérite encore une grande médaille. Et aujourd'hui, c'est le même Prix Nobel, attribué aux génocidaires et autres responsables impunis des crimes perpétrés en Rd-Congo, qui lui convient pour rendre davantage honneur et respect aux architectes du maintien de la guerre et autres soldats du chaos des Nations Unies !

Oui, dans son rôle d'observation et de maintien du conflit et des crimes en Rd-Congo à travers « sa » Monuc devenue Monusco, la mission la mieux constituée, de 21.000 casques bleus, la plus stable avec une longévité de 16 ans, la plus onéreuse depuis sa création en 1946, au vu de son coût du séjour évalué à 1,2 milliard de dollars américains par jour, pour un bilan de 8-10 millions de morts, lequel s'alourdit chaque jour qui passe, l'Onu mérite bien le « Prix Nobel du génocide ».

Chapitre 5
La stratégie des foyers de tension et des « dialogues » ordonnancés

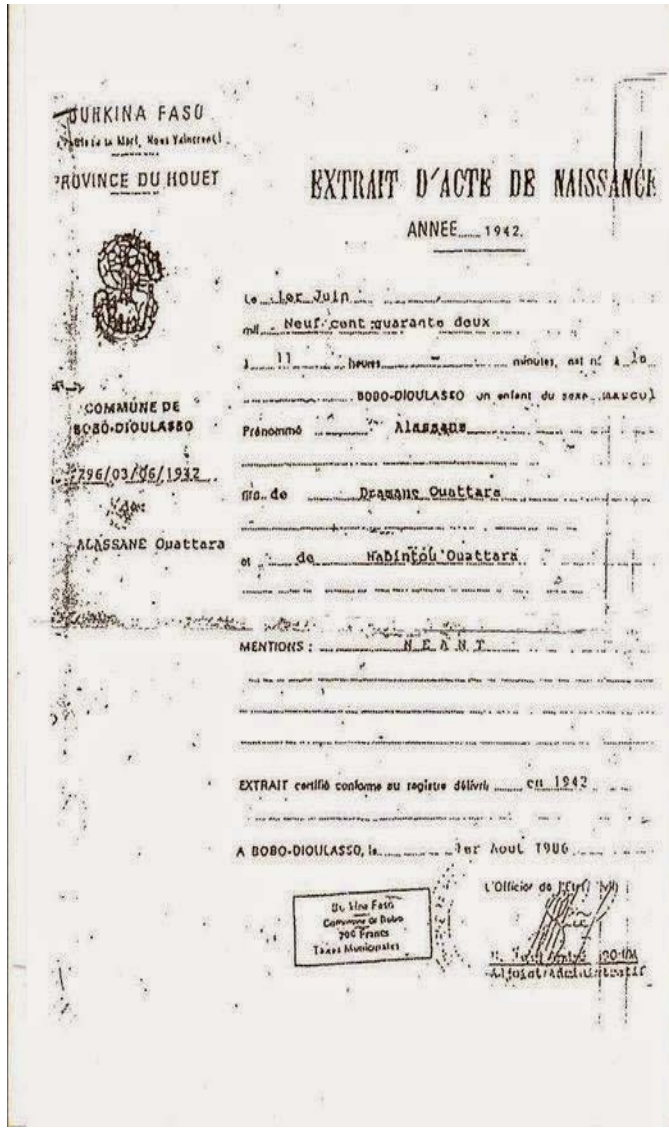
L'expérience de « deux poids, deux mesures » contre la souveraineté des Peuples, visant à créer et entretenir des brasiers de la violence et la prédation à travers le monde, selon le dessein de Bilderberg et de Lugano, a été atrocement vécue en Côte d'Ivoire depuis l'adoption d'un nouveau Code électoral qui imposait aux candidats aux élections présidentielles de prouver leur ascendance et leur nationalité ivoiriennes en 1994.

Il s'y est posé, comme en Rd-Congo, le problème d'imposture ravageuse autour d'un ancien premier ministre de Félix Houphouët Boigny, qui voulait devenir aussi président de la République dans un pays étranger, avec le soutien de la France !

A l'instar du scandale de filiation d'Ali Bongo au Gabon, ou de l'histoire de trafic d'identité des Banyamulenge et de « Joseph Kabila » au Congo, les ambitions d'Alassane Ouattara, les intérêts de l'Hexagone et les fantasmes des autorités françaises ont conduit à la guerre et aux massacres des populations ivoiriennes.

Toute l'opinion ivoirienne, africaine et internationale savait pourtant que le candidat de la France à la magistrature suprême en Côte d'Ivoire n'était pas constitutionnellement éligible parce que sujet burkinabé. Les preuves implacables de sa nationalité ont été étalées à la place publique, notamment :

- les sept versions de sa biographie, toutes aussi différentes que fausses, se contredisant gravement les unes les autres, ont fait couler beaucoup d'encre et de salive dans les médias, au pays comme à l'étranger ;
- ses deux actes de naissance falsifiés et les conditions dans lesquelles ils ont été délivrés ;



BURKINA FASO
(Liberté - Unité - Progrès)
PROVINCE DU HOUET

EXTRAIT D'ACTE DE NAISSANCE

ANNEE 1942.

COMMUNE DE BOBO-DIOULASSO

796/03/06/1942

ALASSANE Ouattara

Le 1er Juin
mil Neuf cent quarante deux
à 11 heures minutes, est né à Bo
BOBO-DIOULASSO un enfant du sexe masculi
Prénommé Alassane
fils de Drissane Ouattara
et de Habintou Ouattara

MENTIONS : NEANT

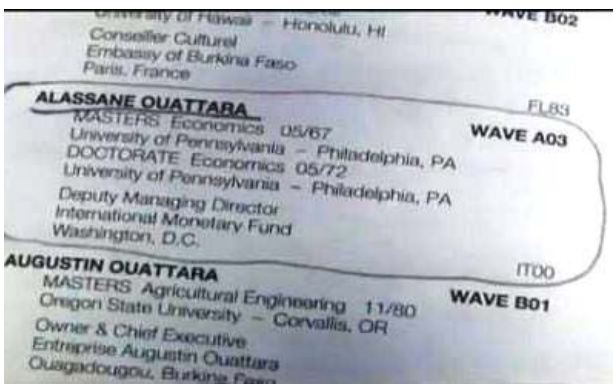
EXTRAIT certifié conforme au registre délivré en 1942

A BOBO-DIOULASSO, le 1er Août 1986

Etat Civil
Commune de Bobo
200 Francs
Taxes Municipales

L'Officier de l'Etat Civil

• des photos, la fiche d'inscription d'Alassane Dramane Ouattara ainsi que des livres officiels américains qui dressent la liste des étudiants boursiers africains ayant étudié aux Etats-Unis, lesquels certifient qu'il est parmi les 40 étudiants burkinabè répertoriés dans l'édition de la vague A03 de l'année académique 1965-1966 ; et qu'il a eu une maîtrise en économie au mois de mai 1967, ainsi qu'un doctorat en mai 1972 à l'Université de Philadelphie dans l'Etat de Pennsylvanie ;



• ses divers documents administratifs présentant deux femmes différentes comme étant ses mères ;

• des documents officiels burkinabè fournis par Ouattara lui-même à la police des frontières ivoiriennes, du temps où il était fonctionnaire au Fmi, pour justifier de son identité et de sa nationalité lors de ses visites de travail dans les pays africains dont la Côte d'Ivoire, ainsi que les fiches de police remplies et signées de sa main, à l'Hôtel Ivoire par exemple, où il a séjourné à deux reprises, indiquant librement sa nationalité voltaïque ;

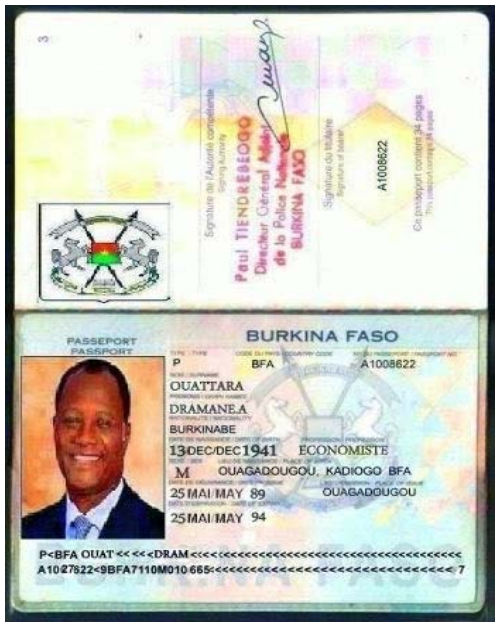
• sa carte de sécurité sociale américaine référencée 165-40-9295, délivrée par l'administration américaine en

octobre 1962, mentionnant qu'il est Burkinabé ;

• les pages de registres des Forces armées voltaïques naissantes où Ouattara, convoqué en mars 1962 pour satisfaire à ses obligations militaires, est recensé dans le premier contingent sous le numéro matricule 62/824 FAV de la classe de 1962 ;

• l'enregistrement d'Ouattara par les autorités américaines, au service de l'immigration, « The American Immigration Services », au titre de Voltaïque muni d'un passeport ordinaire de la Haute-Volta, ce qui a été confirmé par l'intéressé lui-même ;

• deux passeports diplomatiques de la Haute-Volta lui délivrés en 1973 et 1985 en qualité de haut-fonctionnaire de la Haute-Volta, étant entendu que son certificat de nationalité versé dans les dossiers y afférents et les registres chronologiques du Ministère des Affaires étrangères renseignent que Alassane Ouattara a la nationalité voltaïque ou burkinabé ;



• les documents officiels disponibles au Ministère de l'éducation du Burkina Faso attestant l'obtention par Ouattara d'une bourse d'étude de la Haute-Volta au titre d'étudiant voltaïque appelé à poursuivre ses études à Philadelphie aux Etats-Unis ;

• les textes certifiés relatifs à l'organisation de la Bceao, qui prouvent qu'avant d'en devenir gouverneur Alassane Ouattara a été vice-gouverneur de la même institution régionale de janvier 1983 à octobre 1984 en tant que sujet voltaïque ou burkinabé, le système de répartition des responsabilités entre les pays membres de la Banque centrale ayant réservé le poste de gouverneur à la Côte d'Ivoire, et celui de vice-gouverneur au Burkina Faso ;



ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Allasane D. Ouattara, directeur du Département Afrique du Fmi

Alassane D. Ouattara, ressortissant du Burkina Faso, a été nommé directeur du Département Afrique du Fonds monétaire international (Fmi). Il remplace **Justin B. Zulu**, de nationalité zambienne, qui devient directeur du département des Banques centrales.

M. Ouattara, 42 ans, titulaire d'un doctorat en sciences économiques de l'université de Pennsylvanie, fut économiste au département Afrique du Fonds de 1968 à 1973 avant de devenir chargé de mission à la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao). En 1975, il fut nommé conseiller spécial du gouverneur de la Bceao et assuma en même temps les fonctions de directeur des Etudes jusqu'en janvier 1983, lors de sa promotion en tant que sous-gouverneur.

CAMEROUN

Nominations au Fonader

Le conseil d'administration du Fonds national de développement rural (Fona-Der) réuni en sa 20e session ordinaire le 17 octobre à Yaoundé, sous la présidence de Sadou Hayatou, ministre de l'Agriculture et président du Conseil, a décidé des nominations suivantes :

— directeur des Affaires générales : Hamadou Bakary ;
— directeur du Crédit : Ndeh John Begheni ;
— directeur des Programmes : Ebobo Pierre ;
— directeur des Etudes et Organisations : Molu Richard ;
— homologue à l'Inspecteur général : Essama Embolo ;
— directeur adjoint des Finances et de la Comptabilité : Avebe Nkotto Theodore Roger ;

66 □ AFRIQUE AGRICULTURE N° 112 - DÉCEMBRE 1984

• les diverses contre-vérités sur la vie même de M Alassane Ouattara, notamment la fameuse descendance royale – Empereur Sékou Ouattara de l'Empire Kong –, où sa lignée n'apparait nulle part.

Comme en Rd-Congo avec les autres aliénés, les soi-disant Banyamulenge, qui recourent à la dénaturation de l'Histoire et de leurs propres êtres pour se donner de la contenance vis-à-vis de leurs maîtres et soutiens euro-américains, toutes les preuves de la non-ivoirité d'Alassane Ouattara, de même que la raison et la vérité qu'elles renferment, n'avaient aucune importance aux yeux de la puissante France qui, dans sa course effrénée aux matières premières ivoiriennes, était au front de l'imposture criminelle.

Le même modus operandi de l'Occident a été mis en œuvre avec bonheur en Côte d'Ivoire. De la conception à l'exécution du planning du conflit, en passant par le choix

du cheval de Troie au sommet de l'Etat, la création d'une fausse rébellion, la commission des crimes, les tentatives de coup d'Etat, les affrontements, la signature d'innombrables accords, la formation des gouvernements aux qualificatifs divers, l'instrumentalisation des organisations régionales, les négociations piégées, la reprise des hostilités en cas de nécessité, les Sommets des chefs d'Etat, l'intervention directe ou indirecte de la sainte communauté internationale coiffée par l'Onu à travers ses casques bleus et ses résolutions à profusion et à double vitesse, l'impunité absolue pour la catégorie des protégés.

La chronologie des événements établie par « Jeune Afrique » permet de retracer les grandes lignes de toute une décennie d'instabilité imposée à la pauvre Côte d'Ivoire :

- les premiers affrontements entre les partisans de Laurent Gbagbo et ceux d'Alassane Ouattara en octobre 2000, suivis de négociations boutiquées à partir de la France, et qui aboutissent à un semblant de réconciliation avec la reconnaissance de la nationalité ivoirienne d'Alassane Ouattara, un sujet burkinabé, en contrepartie de la légitimité du gouvernement de Laurent Gbagbo en 2001 ;
- la formation d'un gouvernement réunissant toutes les forces politiques du pays, en 2002 ;
- la tentative de coup d'Etat à Abidjan par les Forces nouvelles « Fn », téléguidées secrètement par la France à travers Ouattara, lesquelles occupent les villes de Bouaké et de Korhogo, respectivement dans le Centre et le Nord du pays, en 2002 ;
- l'assassinat du général Robert Gueï en septembre 2002, qui donne prétexte aux Français de lancer l'opération Licorne pour assurer la sécurité des

ressortissants étrangers alors que c'est pour chasser Gbagbo et installer Ouattara au pouvoir tel que l'ancien président français Nicolas Sarkozy a fini par l'avouer plus tard, en 2015 ;

- les négociations directes entre le gouvernement et la rébellion à fin octobre ;
- la signature des accords Linas-Marcousis, en France, qui accouchent d'un gouvernement de réconciliation nationale ouvert aux mouvements rebelles réunis au sein du mouvement des Forces nouvelles ;
- les manifestations anti-françaises à Abidjan contre le déploiement des forces de la France et de la Cedeao prévu par les accords de Linas-Marcoussis en février 2003 ;
- la résolution onusienne créant la mission des Nations unies en Côte d'Ivoire, « Minuci » en mai ;
- la proclamation de la fin officielle de la guerre civile entre l'armée régulière et les rebelles en juillet ;
- la tentative de coup d'Etat d'Ibrahim Coulibaly, déjouée par les services français en août ;
- la tentative de prise de contrôle de la radio et télévision nationale par les Forces nouvelles déguisées en groupes armés non autrement identifiés en décembre ;
- la résolution portant autorisation du déploiement de l'opération des Nations unies en Côte d'Ivoire en février 2004 ;
- la répression violente d'une grande marche pacifique de l'opposition à Abidjan contre le blocage des accords de Linas-Marcoussis en mars ;
- le Sommet d'une dizaine de chefs d'Etat africains,

sous la présidence de Kofi Annan, à Accra au Ghana, qui produit un échéancier pour une solution à la crise ivoirienne, sous peine de sanctions de l'Onu en juillet ;

- le bombardement de Bouaké et les positions des rebelles par les Forces armées nationales de Côte d'Ivoire « Fanci » en novembre ;
- la mort de 9 militaires français et 31 autres blessés à la suite du raid aérien ivoirienne contre un cantonnement du GTIA français à Bouaké, suivie des représailles de l'armée française qui détruit tous les aéronefs ivoiriens, des pillages et autres manifestations anti-françaises à Abidjan en novembre ;
- le rapatriement de 8 332 ressortissants fuyant les exactions anti-françaises en novembre ;
- la résolution onusienne instaurant l'embargo des armes sur la Côte d'Ivoire en novembre ;
- la signature de l'accord de cessation immédiate des hostilités à Pretoria en Afrique du Sud, complétant ceux de Linas-Marcoussis en avril 2005 ;
- la signature d'un autre accord sur le calendrier du désarmement des milices et la mise en place d'une armée refondée et restaurée entre l'armée et les rebelles en mai ;
- les violences interethniques à Duekoue dans l'Ouest du pays en juin ;
- un nouvel accord entre les Fanci et les Forces nouvelles sur le calendrier de désarmement en juillet ;
- la fin de la médiation de l'Afrique du Sud en août ;
- la résolution de l'Onu préconisant une transition

politique n'excédant pas 12 mois, dotée d'un premier ministre avec tous les pouvoirs nécessaires en octobre ;

- la nomination de Charles Konan Banny comme Premier ministre et du secrétaire général des Fn Guillaume Soro vice-Premier ministre et la formation d'un gouvernement de transition en décembre ;
- la réunion des principaux protagonistes de la crise pour la première fois sur le sol ivoirien depuis 2002, à Yamoussoukro, entre Laurent Gbagbo, Charles Konan Banny, Guillaume Soro, Alassane Ouattara et Henri Konan Bédié en février 2006 ;
- la résolution de l'Onu reconduisant d'un an Laurent Gbagbo et Charles Konan Banny, avec des pouvoirs étendus pour ce dernier en novembre ;
- la signature de l'accord d'Ouagadougou par Laurent Gbagbo et Guillaume Soro pour la formation d'un nouveau gouvernement et la suppression de la zone tampon en mars 2007 ;
- la nomination de Guillaume Soro comme Premier ministre en mars, suivie du démantèlement de la zone tampon en avril et de l'attentat à la roquette contre l'avion du Premier ministre Soro en juin ;
- la cérémonie de la Flamme de la paix à Bouaké marquant la fin officielle de la guerre et le début du processus de désarmement en juillet ;
- la signature d'un Code de bonne conduite par les partis politiques en vue de la campagne pour l'élection présidentielle en avril 2008 ;
- le début de désarmement des rebelles en mai ;
- le lancement des opérations d'identification des populations et de recensement électoral en septembre ;

- la restauration de l'administration civile dans le Nord du pays après la passation de pouvoir des commandants des Fn en mai ;
- le second tour de l'élection présidentielle opposant Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara en novembre 2010 ;
- la Commission électorale « Cei » proclame Alassane Ouattara vainqueur de l'élection présidentielle avec 54,1 % de voix le 2 décembre ;
- le Conseil constitutionnel invalide les résultats de la Cei et proclame Laurent Gbagbo vainqueur de l'élection présidentielle avec 51,45 % de voix, tandis que l'Onu valide l'élection de Ouattara le 3 décembre ;
- l'Union africaine cautionne la victoire d'Alassane Ouattara et avalise une médiation dirigée par Thabo Mbeki le 4 décembre ;
- la Cedeao prend position pour Ouattara et le reconnaît comme seul président légitime le 7 décembre ;
- l'Union africaine suspend la Côte d'Ivoire le 9 décembre ;
- le blocus par les forces pro-Gbagbo de l'Hôtel du Golf, quartier général d'Alassane Ouattara le 16 décembre ;
- les sanctions de l'Union européenne tombent contre 59 proches de Laurent Gbagbo le 31 décembre avant le gel des avoirs américains de Laurent Gbagbo et son épouse Simone ainsi que de leurs proches le 6 janvier 2011 ;
- la reprise des affrontements entre les pro-Gbagbo et les fidèles d'Alassane Ouattara le 11-13 janvier 2001 ;

- le gel des avoirs européens de Laurent Gbagbo, de 84 membres de son camp et de 11 entités économiques le 14 janvier ;
- la résolution de l'Onu autorisant l'envoi de 2000 casques bleus en renfort en Côte d'Ivoire le 19 janvier ;
- les nouveaux affrontements à Abobo en février ;
- la plainte du président Gbagbo contre la Cedeao en février ;
- le début des combats entre les deux armées protagonistes dans plusieurs quartiers d'Abidjan dont Abobo, puis dans l'Ouest en février ;
- la Cedeao confirme que Ouattara est le seul président de la Côte d'Ivoire le 10 mars ;
- le bombardement par les forces pro-Gbagbo d'un marché d'Abobo le 17 mars ;
- le début de l'offensive généralisée des forces pro-Ouattara vers le Sud du pays et Abidjan le 28 mars ;
- la résolution de l'Onu imposant des sanctions ciblées contre Laurent Gbagbo et son entourage, et exigeant son départ immédiat, au moment où les forces pro-Ouattara s'emparent de la capitale politique Yamoussoukro le 30 mars ;
- le début de la bataille d'Abidjan, la levée du blocus de l'Hôtel du Golf et la prise de contrôle de l'aéroport d'Abidjan par l'Onuci le 31 mars ;
- les bombardements des bastions de Laurent Gbagbo à Abidjan par l'Onuci et les forces françaises de l'opération Licorne le 4 avril ;
- l'arrestation de Laurent Gbagbo et son épouse Simone ;



- l'armée prête allégeance au président Alassane Ouattara le 12 avril ;
- la levée des sanctions de l'Union africaine le 21 avril ;
- la fin de la bataille d'Abidjan avec la prise de contrôle de Yapougon par les Fanci le 4 mai ;
- l'incarcération de Laurent Gbagbo dans la prison de la Cpi, poursuivi pour crimes de sang commis pendant la crise postélectorale le 30 novembre ;
- le mandat d'arrêt international délivré par la Cpi contre Simone Gbagbo pour des crimes contre l'humanité commis lors des violences de 2010-2011, le 22 décembre ;
- l'arrestation au Ghana de Charles Blé Goudé, leader des jeunes patriotes en janvier 2013, suivie de son incarcération à la prison de la Cpi le 23 mars 2014 ;
- la condamnation à 20 ans de prison de Simone Gbagbo à Abidjan, pour son rôle durant la crise post-électorale de 2010-11.
- l'altération des faits et les techniques de diabolisation utilisées par les puissants medias mensonges pour créer la confusion dans les esprits ;
- le procès bidon traîné en longueur, le dossier vide, l'instruction entièrement à charge contre le président ivoirien à la Cpi pour le bloquer ;

- des chiffres faussés pour justifier une croissance qui ne profite qu'aux multinationales françaises du BTP, la construction financée par l'aide au développement, au détriment des secteurs créateurs de richesses pour la population, lesquels ont chuté de 10 % et même de 22 % pour le pétrole.

L'enchaînement de tous ces événements montre combien, à l'image du génocide congolais, les superpuissances du Nord conçoivent les plans de déstabilisation des Etats qu'elles ciblent, procèdent par le conditionnement classique et la manipulation de la médiocre élite politique et militaire du continent, contrôlent et instrumentent les institutions et autres organisations tant au niveau régional qu'international, et recourent à toutes les voies et à tous les moyens pour garder la mainmise sur les institutions dirigeantes et les richesses africaines.

Ce n'est nullement pour régler une simple crise électorale qu'Alassane Ouattara et Guillaume Soro ont coalisé, avec la bénédiction de la France, et tué des centaines de milliers d'Ivoiriens, y compris leurs propres partisans politiques par la fermeture unilatérale des banques, l'embargo sur les médicaments ou le non approvisionnement des hôpitaux et des pharmacies, plus de cinq mois durant.

Poussés à l'extrême par leurs minables intérêts narcissiques qui valent naturellement plus que les vies africaines, et tournant autour du cacao et du leadership néo-colonialiste, les dirigeants français ont allumé le feu depuis octobre 2000, dans un pays qu'ils continuent de considérer comme leur colonie, et où ils tenaient, eux aussi, à installer un imposteur facilitateur au sommet de l'Etat.

En déployant ses troupes sous un fallacieux prétexte de protéger les ressortissants français et étrangers, et

d'encadrer le processus de paix sans le consentement du Peuple ivoirien lui-même, la France s'est ingérée dans les affaires internes de la Côte d'Ivoire pour imposer le même agenda qu'en Rd-Congo.

Après avoir échoué à Madagascar, elle s'est précipitée au pays d'Houphouët Boigny pour obliger Gbagbo, un Président élu, et donc représentant d'un pouvoir légitime, à négocier et à signer un accord de la honte avec des « mutins », des « insurgés », des hors-la-loi mêlés aux étrangers, des « rebelles » qui ne l'étaient en fait que de nom.

Exactement comme au Rwanda et en Rd-Congo où les Accords d'Arusha et de Lusaka, conçus et rédigés en Occident, ont prévu des clauses aussi iniques que contradictoires et mortelles, affirmant pour les unes, de ne pas nuire à la souveraineté ni à l'intégrité territoriale du pays, et engageant en même temps pour les autres, les parties à des négociations politiques où les victimes sont confondues avec leurs bourreaux à travers un statut identique dont doivent bénéficier tous les participants, du gouvernement censé représenter le pays d'un côté, et de « l'insurrection » de l'autre.

A l'instar des présidents Habyarimana et Mzee Kabila qui ont fini du reste par être emportés par ces accords de la mort, signés sous de fortes pressions des superpuissances du Nord, le chef de l'Etat ivoirien Gbagbo, fort de cette expérience, a beaucoup hésité et même refusé dans un premier temps de tomber dans le piège d'un tel compromis avec les « mutins ».

Il en a payé le prix autrement, les Occidentaux ayant exploité par ailleurs toutes ses impotences politiques jusqu'au bout, comme pour Habyarimana et Mzee Kabila.

En effet, par rapport aux fausses prémisses selon

lesquelles Konan Bédié exploitait le thème de l'ivoirité pour effacer l'image de la Côte d'Ivoire que son prédécesseur s'était employé à forger trente ans durant, ou les Congolais cultivaient une hostilité naturelle à l'égard des Banyarwanda pour s'opposer à l'octroi collectif et anarchique de la nationalité congolaise à ces derniers, il convient d'éviter de confondre la politique d'ouverture, d'accueil et de générosité menée par des dirigeants africains en faveur des immigrés et autres réfugiés à un moment de l'histoire, avec une certaine faiblesse à exploiter à des fins machiavéliques en vue de justifier l'invasion barbare des pays d'accueil par des forces étrangères jusqu'à en exiger la nationalité automatique au bout du canon.

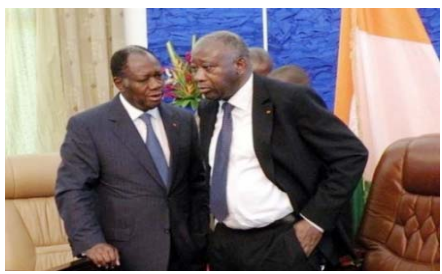
Comme en Rd-Congo, le crime repose sur un méli-mélo savamment orchestré par l'Occident et relayé par des élites autochtones cupides, entre les Ivoiriens du Nord qu'on a opposés à ceux du Sud, d'une part, et aux non-Ivoiriens, particulièrement des Voltaïques et des Maliens, d'autre part.

Pire, à travers des accords indigestes dictés par la France, à l'exemple de celui de Marcoussis, la communauté internationale a aussi imposé des options de haute portée politique, relatives à la nationalité et à l'armée notamment, favorables à la « rébellion », sur lesquelles on s'est refusé de demander l'avis souverain du Peuple ivoirien !

Dès lors que, bizarrement, les autorités françaises étaient convaincues de leur devoir de décider en lieu et place des Ivoiriens, le problème de la nationalité devenait une carte électoraliste que jouaient avec délectation des politiciens ivoiriens véreux et perfides, tels les chiens de Pavlov, très souvent manipulés par la même France, tirant la corde de la question dans un sens pour atteindre tel

objectif précis, ou dans un autre pour réaliser tel autre dessein. Les alliances politiques se tissaient autour ou en dehors de la question de nationalité.

On a ainsi vu un Gbagbo dans une coalition avec ceux qui, contre Konan Bédié, avaient décrété le « boycottage actif » du scrutin présidentiel d'octobre 1995 uniquement pour se faire élire, avant de devenir anti-Ouattara plus tard face à l'alliance contre nature regroupant les rebelles des Forces nouvelles et l'opposition houphouétiste, « Pdci » de Konan Bédié et « Rdr » d'Ouattara, au sein d'une organisation opportuniste dite « G7 » où les ennemis d'hier s'unissaient subitement sur instigation de la France, on ne sait pas trop pour quel idéal commun !



A la surprise générale, Tshisekedi et son Udps, comme tant d'autres personnalités, partis et regroupements politiques, ont également craché sur le sang des Congolais en se faisant partenaires du Rwanda par le Rcd interposé, en vue de mieux se positionner avant, pendant et surtout après les négociations politiques de Sun City !

En Rd-Congo et en Côte d'Ivoire, les alliances politiciennes ont fini par prendre la forme d'un observatoire en chiens de faïence non autrement identifié : les deux leaders africains Gbagbo et Tshisekedi se sont retrouvés déplumés politiquement, isolés et surtout embarrassés de se

prononcer sur la question fondamentale de nationalité, d'agression et de prédation dont, pourtant, ils ont une idée fixe incompatible avec la raison d'être des alliances de la mort !

Dans une telle position d'infirmité politique face au danger et aux visées du rouleau compresseur, à savoir affaiblir le pouvoir en place et déstabiliser les institutions établies en faveur d'une dynamique de l'étranger sous la coupe de la France, Gbagbo était dans la quasi obligation de s'accrocher et de ne pas céder aux pressions et caprices des uns et des autres.

A travers son refus de signer l'accord proposé par les médiateurs de la Cedeao, il avait aussi compris à quel point ils n'étaient tous, avec ses homologues africains, que des minables agents au service de l'Occident, des chefs d'Etat frivoles et manipulés à outrance, sans personnalité ni liberté ni sens d'honneur et de dignité, que la métropole fait mouvoir à sa guise, contre les intérêts des populations qu'ils prétendent pourtant représenter.

Après avoir levé l'option d'exiger que les mutins déposent les armes, à Accra, au Ghana, le 19 septembre 2002, les chefs d'Etat de la Cedeao ont été instruits par « leurs » maîtres occidentaux pour changer brusquement de cap trois semaines plus tard et épouser un nouveau schéma piégé de l'accord de cessez-le-feu.

La honte ressentie par les membres de la Commission de médiation de la Cedeao était tellement à son comble qu'ils ont refusé de répondre à l'invitation amicale du président ivoirien qui voulait passer la soirée en leur compagnie !

L'expérience de Gbagbo a permis à Leurs Excellences Messieurs les Présidents « rigolos » du continent africain

d'intérioriser davantage la manière généralement tragique dont, devenus impopulaires pour la sale besogne bien accomplie contre leurs propres pays et compatriotes, ils finissent, au profit d'autres pantins serviles, par être lâchés et jetés tels des citrons pressés, souvent comme des malpropres, par les mêmes superpuissances euro-américaines qui les ont toujours installés dans l'illégalité, par des négociations orientées, coups d'Etat et autres élections truquées !

Les dirigeants africains doivent se remettre en question parce qu'ils sont appelés à faire participer leur continent demain à la gestion de la planète Terre qui, jusqu'à preuve du contraire, demeure un patrimoine universel.

En déclarant pince sans rire qu'il n'y aurait jamais de solution militaire en Côte d'Ivoire pour contraindre les parties à négocier, comme le credo entendu plusieurs fois en Rd-Congo, et en poussant pratiquement Gbagbo à signer le périlleux accord avec les « mutins », le ministre français des Affaires Etrangères dévoilait l'agenda de son gouvernement, lequel visait à affaiblir et gêner le président ivoirien en vue de remettre en selle, d'une manière ou d'une autre, un régime plus pro-français avec le groupe Ouattara caché derrière la fausse « rébellion ». Exactement comme au Congo avec l'Accord de Lusaka.

Pour justifier sa position, le ministre français a évoqué les difficultés politiques, économiques et sociales accumulées en Côte d'Ivoire depuis plusieurs années, qui ne pouvaient trouver une solution que par le dialogue. Toute l'opinion savait que la rencontre politique ainsi envisagée était ordonnancée, orientée et piégée d'avance par la même France qui avait joué un grand rôle dans la déstabilisation de la Côte d'Ivoire et dont la présence des troupes n'y était pas innocente.

La communauté internationale se refusait ainsi une fois de plus de consacrer les principes de paix et de sécurité internationale dans un monde marqué par de profonds bouleversements dans les relations internationales.

Par la France interposée, les grandes nations euro-américaines violaient toutes les chartes internationales liées aux Droits de l'homme et au Droit international humanitaire, le principe d'égalité en particulier, dans la souveraineté entre Etats, en se refusant de reconnaître à la Côte d'Ivoire le droit de résoudre ses problèmes internes sans ingérence.

Il en est de même de la Première Guerre d'agression au Congo démocratique en 1996, que la presse française en général et le Journal satirique Le Canard enchaîné en particulier, avaient dénoncée avec la dernière énergie en révélant que l'Elysée était bel et bien au parfum du complot de déstabilisation contre le Congo.

Soutien indubitable des dictateurs africains pourtant vomis par leurs peuples, la France l'a toujours été.

A l'instar des grands dictateurs africains au service de l'Occident imposés à la tête des nombreux pays du continent, feu le maréchal Mobutu a bénéficié de l'appui total de la classe politique française. Depuis 1974, la France, sous Valery Giscard d'Estaing, est parvenue, par la volonté du dictateur, à se hisser au rang de deuxième partenaire de l'ex-Zaïre avant les Etats-Unis d'Amérique et derrière la Belgique. Pour les hommes politiques français de droite, de gauche et du centre, l'homme Mobutu était devenu une perle dont personne ne devait toucher à un seul de ses cheveux, uniquement parce que, comme l'Empereur Bokassa 1er de la Centrafrique, il les comblait de toutes sortes de largesses.

Jusqu'à l'éclatement de l'Afdl en juillet-août 1998, et

contrairement à Washington plus réaliste et prévoyant, qui savait lire tous les signes de la fin du règne du dictateur, Paris jouait au contempteur trop englué dans ses illusions et passions habituelles en s'enfermant dans un soutien irrationnel au « Guide zaïrois » pour finalement se priver de toute alternance crédible.

Pour l'avoir compris en retard, la France s'est butée, dans une précipitation et un désespoir conséquents, au refus catégorique des Anglo-saxons de voir Monseigneur Monsengwo, Archevêque métropolitain de la ville de Kisangani, succéder à Mobutu tel que, pourtant, la Constitution le prévoyait.

Pour avoir privilégié ses propres intérêts en ignorant les réalités congolaises, l'Elysée s'est enlisée dans l'obstination avant de réaliser que le glas de l'ère Mobutu sonnait pour annoncer avec fracas l'arrivée d'un occupant d'une autre espèce, comme ne cessaient de lui faire comprendre des chefs d'Etat un peu moins rêveurs comme Omar Bongo du Gabon.

De ce point de vue, le triomphe de Mzee Kabila ne pouvait être ressenti à Paris que comme un affront, une faillite de la politique africaine de la France. Convaincu que le vieux maquisard constituait un obstacle certain à son rôle controversé de gendarme en Afrique, Paris avait décidé de punir le chouchou des Congolais, non seulement en soutenant à fond le général Sassou Nguesso à reprendre le pouvoir à Brazzaville, mais aussi en rappelant le diplomate français que le président congolais, aussi méfiant et calculateur, boudait en le tenant à distance, contrairement aux égards qu'il réservait aux Ambassadeurs britannique et américain.

Mal inspirée, la France a continué à pratiquer une

politique irréaliste dans la région des Grands Lacs en général, en Rd-Congo en particulier, jusqu'à l'assassinat de Mzee Kabila en janvier 2001, œuvre macabre des mêmes Anglo-saxons, qu'elle pouvait empêcher pour permettre aux peuples français et congolais de bénéficier du fruit d'une coopération plus naturelle.

Pour paraphraser le journaliste écrivain belge Michel Collon, l'agression de la Côte d'Ivoire s'est avéré être, comme pour la Rd-Congo, la Libye, la Centrafrique et le Mali, non seulement un exemple flagrant d'ingérence et de néocolonialisme, mais aussi une guerre contre toute l'Afrique, visant à écarter sinon éliminer tous ceux qui voudraient se libérer de la Françafrique.

La situation délétère qui prévaut au Burundi depuis le début de l'année 2015, relève du même constat d'échec des accords issus des dialogues accommodés à l'avance et dont les bases sont toujours altérées à partir des officines de l'Occident.

Très embarrassés parce que confus, les très puissants « mediasmensonges », toujours bien conditionnés, évitent d'évoquer aujourd'hui le fond de la crise burundaise. Ils s'étonnent comme tout le monde de voir la bombe à retardement contenue dans pareils accords, signés et donc censés être acceptés par tous, éclater dans un pays où tous les ingrédients explosifs étaient pourtant si ingénieusement réunis !

Il est absolument injuste et à la limite criminel, après avoir armé les uns et déstabilisé les autres, de concevoir et d'imposer aux parties burundaises signataires des Accords d'Arusha, une clé de répartition de 50 % – 50 % entre Hutus et Tutsis pour la composition de l'armée d'un pays constitué d'environ 85 % de Hutu, 14 % de Tutsi et 1 % de Twa.

Le partage de responsabilités d'Etat ayant suivi pratiquement la même logique de disproportionnalité dans les autres institutions, à savoir 60 % pour les Hutus et 40 % pour les Tutsis, nul ne devrait être surpris devant la témérité risquée d'un Nkurunziza pour un troisième mandat inconstitutionnel.

Comme Patrice Emery Lumumba et Mzee Laurent Désiré Kabila en Rd-Congo, le président burundais croit à un rêve, une mission légitime, un devoir citoyen de reconstituer les équilibres naturels, sociaux et politiques, dans une société burundaise dont 85 % de la population ainsi défavorisée est d'ethnie hutue comme lui.

Le discret travail réalisé durant quasi une décennie autour du président Nkurunziza, celui de rassemblement de toutes les forces combattantes hutues du Burundi et du Rwanda, parmi lesquelles les redoutables Imbonerakure, la jeunesse du parti au pouvoir au Burundi, des éléments des ex Far et autres Interahamwe de triste mémoire, sans compter de nombreux Mayi-Mayi de la Rd-Congo, constitue la motivation profonde de la majorité de Burundais dans le bel élan de soutenir avec force le maintien de Nkurunziza au pouvoir en violation des Accords d'Arusha et de leur propre Constitution.

Convaincu que l'opinion est dans son essence volonté de majorité, et estimant que la quasi-totalité de 85 % de la population du Burundi serait prête à exprimer son choix dans ce sens par toutes les voies démocratiques possibles dont le référendum, une option du reste tout-à-fait rationnelle mais rejetée sans raison par la sacrée communauté internationale, le chef de l'Etat burundais se dit légaliste et démocrate. Et il n'a pas tort sur ce point.

Grâce à **la solidité des structures politiques et sécuritaires « occultes »** qu'il a instituées, et qui lui ont permis de contrôler la situation avant, pendant et après le déclenchement des manifestations d'opposants à sa candidature à un troisième mandat au scrutin présidentiel prévu initialement pour le 26 juin 2015, le chef de l'Etat burundais, suffisamment informé des velléités putschistes qui se manifestaient au Burundi, s'est permis de quitter Bujumbura en plein feu pour prendre part au sommet régional en Tanzanie consacré à la crise politique de son pays.

L'échec de la tentative de coup d'Etat militaire menée par son compagnon d'armes, le général Godefroid Niyombare, manipulé par les mêmes souffleurs occidentaux et régionaux, artisans du chaos dans l'ensemble de la région des Grands-Lacs, ne pouvait qu'indisposer les géniteurs des accords à conflit perpétuel qui tiennent à la pérennisation d'un système politique de déséquilibre démocratique, favorable à la précieuse minorité tutsie au Burundi.

C'est pour des raisons évidentes, d'ordre purement ethnique que, craignant la contagion inévitable dans leurs pays respectifs, et naturellement en Rd-Congo aussi, les présidents rwandais et ougandais, avec le soutien des mêmes grandes puissances du Nord, veulent à tout prix stopper l'élan de Nkurunziza dans sa vision de reconstitution d'une puissance politique et militaire hutue dans la région des Grands-Lacs.

Et dans son jeu favori d'exploiter le génocide de 1994 comme fonds de commerce, le Rwanda brandit l'arme de menace d'un conflit ethnique et se réfère aux dizaines de milliers de paysans burundais, essentiellement tutsis, qui, fuyant leur pays depuis le début de la crise de peur de revivre les épisodes de guerre civile d'il y a dix ans, s'exilent chaque

jour pour la plupart au Rwanda.

Connaissant par cœur la dimension géostratégique de la guerre que se livrent les superpuissances du monde pour leurs propres intérêts, les mediasmensonges préfèrent enfermer la nouvelle crise burundaise dans un carcan politique parce qu'ils sont gênés de l'analyser dans sa véritable ampleur ethno-communautaire de peur d'étaler les malheurs causés par la politique de deux poids, deux mesures, contraire aux valeurs et principes de la démocratie, que leurs maîtres imposent à travers des accords conflictogènes et explosifs.

La presse occidentale et régionale se trouble en parlant de véritables points de friction qui se sont multipliés depuis plusieurs mois et se multiplieront encore davantage dans les mois à venir entre le Burundi et son voisin rwandais. Elle ne fait même pas allusion aux camps d'entraînement de ce qu'on appelle « rebelles » burundais, lesquels existent bel et bien au Rwanda.

Contrairement au venin médiatique, les Hutus et les Tutsis burundais ne s'opposent pas à Nkurunziza. On retrouve simplement, comme au Rwanda, des Twagiramungu et des Bizimungu dans le camp des Tutsis burundais qui combattent Nkurunziza, et vice versa dans le camp au pouvoir.

L'ordre a été intimé à la presse de l'impérialisme de ne pas évoquer les questions relatives au plan d'assassinat du président Nkurunziza et au recrutement des jeunes qui se poursuit dans les mille collines rwandaises.

Les intelligences à rebours, faites d'arrière-pensées, de dénis de droit, d'indécisions, d'incertitudes et de paradoxes, à l'origine des pouvoirs des minorités sur les majorités démocratiques, craignent de conclure que les Pierre

Nkurunziza, à l'instar de Mzee Laurent Désiré Kabila, sont nombreux dans la région des Grands-Lacs. Elles ont peur d'avouer que tuer le président burundais aujourd'hui conduira à un nouveau génocide, un carnage de trop, jamais vécu dans la région, mais qui n'arrêtera surtout pas l'élan de transmutation radicale ainsi annoncée, laquelle devra passer malheureusement par un autre épisode de violences de la série qui se prépare au Burundi.

Cette presse de la mystification n'évoque même pas l'excentricité de la posture politique du président rwandais Paul Kagame qui s'oppose au troisième mandat de son ancien allié et homologue burundais Pierre Nkurunziza alors qu'il est pleinement engagé lui-même dans le même schéma de glissement, confirmant justement que le problème se situe plutôt ailleurs qu'au niveau du respect des Accords d'Arusha ou de la Constitution.

La crise du Burundi, confronté à nouveau au même conflit interethnique qui ressurgit avec force, constitue en tous les cas la meilleure alerte de la saturation absolue de la solution inique, toujours imposée de l'Occident et fondée sur des bases fausses, des agendas étrangers et des accords scandaleusement partiaux. Elle annonce clairement l'explosion avec fracas du compteur de l'hypocrisie internationale, laquelle embrasera toute la région si l'on n'y prend pas garde.

Le soutien de la Chine, la Russie et l'Angola au pouvoir en place à Bujumbura, est une donne qui change tout dans la région, mais en tant que perpétuel recommencement, l'Histoire renvoie encore les uns et les autres à plus de circonspection devant un nouvel épisode de la tragédie des Grands-Lacs qui pointe à l'horizon.

Car, les deux ethnies s'affrontent dans une vieille rivalité

insensée qui, en toute logique, ne saurait se justifier, mais a coûté la vie à des millions de personnes et menace encore celle de tant d'autres parce que la communauté internationale, privilégiant plutôt les intérêts des superpuissances prédatrices du monde au détriment des millions de vies humaines en Afrique noire, n'est pas respectueuse de ses propres chartes.

La même odeur de changement radical, par la même explosion avec fracas du compteur de la papelardise internationale, se sent également au Rwanda où tous les ingrédients de la pétarade sont bien réunis autour d'une armée contrôlée à 95 % par la minorité tutsie dans une population dont elle ne représente qu'environ 10 % !

Il en est de même de la Rd-Congo où le problème se pose plutôt en termes de libération du pays de l'occupation tutsie rwandaise incarnée par « Joseph Kabila » que les Congolais ont appris à connaître, vomir et maudire.

Le glas sonne ainsi pour tous.

Que faire concrètement ?

La crise burundaise est, à n'en point douter, l'étincelle qui a mis le feu aux poudres dans la région des Grands-Lacs.

Comme au Rwanda en 1993-4, l'humanité est en train de revivre au Burundi la même psychose du silence diaboliquement concerté, sous l'impulsion de la sainte communauté internationale, toujours partisane et imprédictible.

Le Burundi est confronté au même conflit interethnique séculaire qui resurgit avec force et constitue, en tous les cas, la meilleure expression de la dénégation de la « solution de paix » toujours imposée par la communauté internationale et fondée sur des bases fausses, des agendas étrangers et des accords partiaux.

A l'instar de la tragédie du Burundi en perspective, les

maîtres du monde n'ignoraient rien de l'ethnocide qui couvait au pays des mille collines voisin, de la crise politique ayant engendré l'autre périlleux accord d'Arusha à l'impuissance des casques bleus, en passant par l'attentat qui couta la vie aux deux Présidents rwandais et burundais, Juvénal Habyarimana et Cyprien Ntaryamina.

Toutes les nations du monde, l'Afrique noire en particulier, doivent cesser d'attendre qu'un miracle se produise au Burundi, comme en Rd-Congo avec sa dizaine de millions de mort, ou au Rwanda avec l'exode massif des réfugiés et l'intervention controversée de la France, pour pousser l'opinion au réveil, à l'émotion et à l'interrogation.

Tout ce qui convient d'être engagé pour prévenir un nouveau carnage stupide et inutile au Burundi et dans la région en général, doit être fait immédiatement, quand il est temps, au lieu de subir encore ce qui peut être évité et s'amuser plus tard à décrire et rappeler le fatal enchaînement du drame, à chercher à en déformer les origines et le déroulement ou à imposer une thérapeutique inappropriée, scandaleusement coûteuse, incohérente parce que toujours intéressée, et par conséquent inefficace.

Il n'est pas tard de rétablir la Vérité, la Justice, et donc la Paix des esprits et le redressement d'une situation désastreuse qui, au vu et au su de tous, tend vers une nouvelle hécatombe dans la région.

Il convient essentiellement de détruire le virus de division ethnique inoculé par les colonisateurs et les missionnaires à l'époque, et savamment entretenu aujourd'hui par les mêmes impérialistes prédateurs du Nord bien identifiés, lesquels, pour leurs propres intérêts, manipulent bassement et opposent les élites du Rwanda, du Burundi et de l'ensemble de la région.

La tâche s'annonce extrêmement rude pour la communauté internationale qui continue à recourir aux mêmes méthodes et à ses mêmes pantins régionaux aux tendances connues pour conduire le processus de recherche de paix au Burundi où, visiblement, la situation s'annonce bien pire que celle du Rwanda avant le génocide.

Dans la mesure où le Cndd-Mdd tient à casser le mythe des accords iniques, scélérats et conflictogènes, dictés par l'Occident, sur lequel la médiation partisane de l'Ouganda croyait encore miser au lieu de tenir compte des réalités politiques, sociologiques, militaires et sécuritaires du moment, il y a lieu de craindre l'impasse explosive entre une opposition, en fait une minorité tutsie prétentieuse, qui ambitionne de chasser du pouvoir le Président Nkurunziza et restaurer l'Accord d'Arusha et la démocratie, d'un côté, et une majorité hutue intrépide au pouvoir, déterminée elle aussi à restituer au Peuple burundais la même démocratie en rejetant l'Accord d'Arusha qui en est l'antithèse, de l'autre.

A cette allure, la crise au Burundi, et dans la région des Grands-Lacs de manière générale, ne sera résolue que si et seulement si toutes les parties, en commençant par la communauté internationale, s'engagent vers un retour au respect des chartes des Nations Unies, c'est-à-dire le bannissement de l'hypocrisie internationale et de la falsification de l'Histoire.

Devant la prévisibilité du sort de l'Accord inique d'Arusha au Burundi, comme tous les autres qui lui ressemblent dans la région, l'impérativité des règles de droit international et l'incontournabilité de la volonté du Peuple burundais de s'autodéterminer qu'un autre Hutu que Nkurunziza pouvait rappeler au monde dans le même cadre de combat noble pour la Justice, la Vérité, la Démocratie et

la Réconciliation véritable, il ne reste plus qu'une option pour la communauté internationale.

Il s'agit de considérer la grave crise actuelle au Burundi comme un message très fort qui requiert un changement radical de la vile politique de « deux poids, deux mesures » que les grandes puissances du Nord, par l'Onu interposée, appliquent à travers le monde, dans les Grands-Lacs en particulier.

Les grandes nations euro-américaines sont ainsi appelées à cesser de naviguer à vue et de privilégier leurs intérêts égoïstes aux effets dévastateurs, au profit d'une vision plus pragmatique, pacifiste, propre à leur éviter aussi de subir davantage la rigueur de la Loi de la Nature comme maintenant, avec la grave crise des migrants et la lourde casse des djihadistes.

Face à l'échec cuisant des négociations télécommandées et autres accords à géométrie variable, d'une part, et la débilité de l'option de tuer Nkurunziza aujourd'hui qui équivaudrait à provoquer un chaos incontrôlable, d'autre part, l'Occident et les Etats-Unis n'ont plus qu'à s'engager à exhorter la minorité tutsie à l'humilité et au réalisme.

L'issue ne résultera pas des morgues et illusions confondues des uns et des autres. Elle ne proviendra que des sagesses et intelligences qui, comme en Afrique du Sud, se concentreraient à la définition des « nouvelles normes », plus égalitaires, pour la protection effective de cette minorité régionale qui s'est engluée hélas dans la violation de toutes les règles de l'Humanité en instaurant un nouveau type de terrorisme sur fond de génocide perpétuel et impuni.

Le revers d'une telle vision est fatal du fait que nul ne peut échapper à la justice, de Dieu et des Hommes, et nul

n'a le monopole de la violence, les rapports de force changeant inéluctablement et de manière cyclique.

Il est utopique et à la limite obtus d'imaginer la réinvention du Monde et la redéfinition de la Démocratie en fonction des prétentions d'hégémonie et d'expansionnisme d'une minorité capricieuse de la région des Grands-Lacs, qui veut obstinément dominer 85 % de la population par la force et par le sang, ainsi que sur base des « dialogues », « négociations », et autres « concertations » politiques justes pour imposer des accords iniques, lesquels divisent les ethnies, les opposent et les poussent à « s'entrexterminer » indéfiniment pour l'intérêt des seules superpuissances du Nord !

Il revient naturellement aux élites des Grands-Lacs, et de l'Afrique noire en général, d'intérioriser cette donne funeste avant de se regarder dans les yeux et se parler en vue de refuser en chœur d'être continuellement, cycliquement et sauvagement utilisées par les mêmes grandes puissances euro-américaines fidèles à leur idéologie impérialiste chère de « diviser pour mieux régner » sur le monde dans l'unique but de s'approprier les richesses qu'il contient.

Quant à la minorité tutsi, elle se trompe énormément en croyant assurer son futur par la force éphémère des armes, et ne compter que sur l'appui euro-américain qui a toujours été aléatoire parce que bassement intéressé, imprévisible et très flottant.

En face d'une très large majorité bantoue aussi ambitieuse que déterminée et dangereuse, l'avenir d'une telle témérité fatale s'avère compromis pour la minorité tutsie qui, en tous les cas, demeure une minorité fragile comme toutes les autres.

Chapitre 6
Les Damnés de la Terre, l'instinct de survie des Peuples dans un nouvel ordre mondial

Il est vrai qu'après 55 ans d'indépendance, les Africains demeurent ces principaux « Damnés de la Terre » dont parlait Frantz Fanon qui mettait déjà le doigt sur la question de la violence, des guerres de libération, de l'assimilation culturelle de l'intellectuel colonisé, laquelle demeure d'actualité dans les rapports Nord-Sud.



Le grand penseur martiniquais se penchait déjà à l'époque sur la prémonition des contradictions inhérentes à

l'exercice du pouvoir dans l'ère postcoloniale, lesquelles demeurent vivantes dans le continent.

Les idées exterminatrices ensemencées par les groupes de Bilderberg et de Lugano rencontrent la vision de l'intelligence de Frantz Fanon qui disait :

« Le colonialisme n'est pas une machine à penser, n'est pas un corps doué de raison, il est la violence à l'état nature et ne peut s'incliner que devant une plus grande violence ».

La philosophie de Bilderberg et de Lugano est le style moderne du monde unipolaire en tant qu'apologie de la dictature des capitalistes qui, selon Frantz Fanon, « se sont comportés dans le monde sous-développé comme de véritables criminels de guerre. Les déportations, les massacres, le travail forcé, l'esclavagisme ont été les principaux moyens utilisés par le capitalisme pour augmenter ses réserves d'or et de diamants, ses richesses et pour établir sa puissance (…). »

Et la préface de Jean-Paul Sartre qui fut considérée à l'époque comme un appel au meurtre des Européens, se révèle aujourd'hui plus adventice :

« (…) la vraie nature du scandale vous échappe : car son ouvrage – de Fanon – si brûlant pour d'autres, reste pour vous glacé ; on y parle de vous souvent, à vous jamais. Finis les Goncourt noirs et les Nobel jaunes : il ne reviendra plus le temps des lauréats colonisés. Un ex-indigène de "langue française" plie cette langue à des exigences nouvelles, en use et s'adresse aux seuls colonisés : "Indigènes de tous les pays sous-développés, réunissez-vous" ! »

Quoi de plus normal aujourd'hui que, **par simple instinct de survie**, après avoir fait le constat des limites des moyens mis en œuvre pour s'adapter aux différentes

tragédies leur imposées, toutes les populations du monde que les superpuissances du Nord considèrent comme des « perdants » à avilir et à exterminer, de plus en plus conscientes des véritables enjeux et du péril, s'engagent à faire face au pire, à réagir, se mobiliser, s'organiser, mettre au point par leurs propres efforts les voies et moyens d'arrêter à temps ce train de la mort.

Quoi de plus légitime qu'**elles se refusent de servir perpétuellement, par ignorance, naïveté ou trahison, d'agents serviles, suicidants et crapuleux, au service des mêmes forces dévastatrices.**

Il est plus que certain que très bientôt, toutes ces populations qui se sentent aujourd'hui sous la menace d'extinction comme en Rd-Congo, en Palestine, en Côte d'Ivoire, au Rwanda, en Ouganda, au Burundi, en Irak, en Iran, en Syrie, au Soudan, en Algérie, au Cuba, en Libye et partout ailleurs**, se ligueront et réuniront leurs modestes forces pour empêcher aux champions de la criminalité civilisée, ces véritables terroristes à l'occidental, de les décimer par pur égoïsme et vanité, tout simplement parce qu'ils veulent s'approprier toutes les richesses de la planète pourtant largement suffisantes pour tous.**

Ce combat-là, de rassemblement, de plus en plus inéluctable, n'aura pas commencé aujourd'hui. Il se poursuivra plutôt avec la bataille géopolitique et économique engagée entre l'union eurasienne dirigée par Moscou, d'un côté, et l'union euraméricaine ou européenne conduite par Washington, de l'autre. Les affrontements silencieux et violents entre les deux nouveaux blocs de la planète tournaient déjà autour de la récupération de la Turquie dont le marché, les ressources et la géographie constituaient un atout économique et stratégique précieux

dans une Troisième guerre mondiale en latence.

La Russie et la Chine qui y veillent constamment, se préparaient déjà à prendre le leadership et devenir les seuls maîtres du monde dans tous les domaines en profitant du marasme économique mondial projeté à partir de la crise de 2007-2014, suivie de la tendance à anticiper la chute de l'euro, laquelle a fortement secoué les « gagnants » euro-américains.

Face à une politique meurtrière menée par les Etats-Unis, laquelle a entraîné le dérèglement des relations internationales, l'effondrement du système de sécurité collective ainsi qu'une série de changements de régime à travers le monde, notamment en Rd-Congo, dans la région des Grands-Lacs, en Afrique, au Proche Orient, en Ukraine, et à défaut d'un dialogue franc devant aboutir à la création d'un nouvel ordre mondial capable de prévenir l'apparition de conflits tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des Etats-Unis, l'éventualité d'une guerre mondiale totale est bien perceptible, même par les dirigeants russes et chinois.

Il suffit d'observer le processus de création d'une union eurasienne en cours, intégrant à la Fédération de Russie les Etats post-soviétiques afin d'établir une coopération plus étroite entre les gouvernants et une meilleure stabilité politique des régions.

Toutes ces projections attestent la volonté des « perdants » de refuser de subir continuellement le dictat du capitaliste américain et occidental, le maintien d'un ordre mondial unipolaire s'étant avéré incompatible avec la survie de l'univers.

Il s'agira certes d'une énième étape planifiée, mais la prochaine Guerre Mondiale qui semble inévitable entre **la grande soif de liberté et de justice universelle de la majorité des peuples menacés de disparition, d'un côté, et**

la suffisance et l'hégémonie démolisseuse du bloc euro-américain dominant, de l'autre, aboutira à coup sûr à la création d'un gouvernement planétaire, une banque mondiale avec une monnaie unique.

L'esprit de Bilderberg et de Lugano qui vise à supprimer des populations entières jugées gaspilleuses et improductives cédera la place à une nouvelle vision globale d'unir tous les peuples de la planète et de gérer les ressources, l'écosystème et l'économie tous ensemble, dans le but d'éviter à jamais une crise économique mondiale, les attentats du 11 septembre 2001, et même la destruction de l'humanité.



Issu d'un vaste carnage dont les atrocités contraindront tous les citoyens du monde à l'intégrer, le nouvel ordre mondial ainsi défini conduira à la destruction et à la refonte totale d'un système instable en place depuis la Deuxième guerre mondiale, lequel a prouvé son incapacité à contenir des fléaux tels que la dégradation de l'environnement, le réchauffement climatique, le néonazisme, le terrorisme, les conflits régionaux, le nationalisme négatif, le trafic de drogues, le fanatisme religieux.

Contrairement aux thèses impérialistes et dévastatrices

de Bilderberg et Lugano, toutes les études se recoupent et se complètent sur l'avalanche des catastrophes qui menacent la planète Terre. Elles s'accordent également sur leurs causes.

Jacques Régibier, ancien Rédacteur en chef de France 3, vient de confirmer dans un reportage de « L'Humanité », que le capitalisme en est responsable à travers le développement explosif de la production et l'exploitation sans limite des ressources de la planète depuis le début de l'ère industrielle.



L'accélération de la dérive, précise-t-il, est liée directement au développement du capitalisme dans les pays émergents, et plus généralement à l'extension hégémonique de ce mode de production à l'ensemble de la planète.

Les scientifiques, les militants environnementaux et autres eurodéputés, réunis récemment à Bruxelles par la gauche unitaire européenne, viennent en effet de démontrer l'incompatibilité du capitalisme avec la survie de l'humanité.

La gravité et l'étendue des atteintes à l'environnement et à la sécurité de tous s'avère être la meilleure preuve de l'incapacité du capitalisme de réparer le désastre qu'il a produit, tandis que le rythme des conflits, du réchauffement climatique, de la dégradation de l'environnement, des

températures, des émissions de gaz à effet de serre, de la montée des océans et des terres soumises à la sécheresse, a conduit à l'alerte : une partie de la planète risque de devenir invivable dans un délai assez bref si des mesures drastiques ne sont pas prises très vite à l'échelle planétaire.

Au moment où certaines études estiment même qu'il est déjà trop tard pour éviter le pire, le monde subit la recrudescence des décès dus à la chaleur, avec des températures insupportables, à des incendies, accroissement des réfugiés climatiques, baisse des rendements agricoles, etc.

Au lieu de conduire le monde à l'extermination stupide des populations entières, bannies soient-elles, pour résoudre les problèmes réels liés à la survie de la planète et au bien-être de tous, parmi lesquels la surproduction, la diminution des matières premières, des sources d'eau potable et des terres cultivables, il convient de privilégier les alternances qui viennent d'être proposées à la réunion de la gauche unitaire européenne. Car, il existe des solutions moins vandales pour tous, notamment la régulation démographique mondiale, l'abandon du pétrole et du gaz en faveur des moteurs à hydrogène, à aimants permanents, des moteurs électromagnétiques utilisant la bioélectricité naturelle des champs magnétiques terrestres, la création d'un système alimentaire mondial axé sur plus de végétarisme.

Comme du temps de la guerre froide, tous les Damnés de la terre sans exception se rallieront à l'union eurasienne. Car, ils ne doutent plus du double langage de ceux qui s'accrochent à l'illusion de détenir le monopole de la vie et font croire qu'ils peuvent s'attaquer aux conséquences désastreuses de leurs politiques ultralibérales, fondement de « leur » mondialisation.

L'Histoire a suffisamment montré les limites du système économique et social capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production et d'échange, qui se caractérise par la recherche du profit, l'initiative individuelle, la concurrence entre les entreprises.

Le système ne résiste plus aux effets du partage inégal des actifs de richesse, les phénomènes et autres impondérables du genre crise économique, violence, terrorisme, attentats, tsunami, producteurs cyclones Katrina et Rita, kamikaze, Mayi-Mayi, résistance populaire… devant être considérés désormais comme autant de facteurs dont les paramètres échappent au contrôle de la vanité du gagnant américain et occidental.

Nul n'en détient ni la maîtrise ni l'exclusivité, dans un système libéral ou non. Aucun pays, même les Etats-Unis dans leur mirage, ne peut prétendre être « le maître » de la Terre des hommes.

Ne peut contenir en définitive les répercussions de pareilles manifestations et contingences d'une autre dimension, qu'une Planète-Terre unie et solidaire où règnent « Liberté, Justice, Démocratie, Paix et Pain pour tous ».



Ne peut ainsi sécuriser les uns et les autres qu'un ordre mondial de type nouveau où le droit cessera d'être sacrifié sur l'autel des intérêts de l'infime minorité, le Prix Nobel du génocide disparaîtra pour les criminels de tous bords, et les pays africains, libérés de l'hégémonie du dollar grâce à une monnaie commune mondiale, se retrouveront disposés à recevoir plus de partage de richesses.

Si les anciens leaders libyen Mouammar Kadhafi, et irakien Saddam Hussein, ont payé de leur vie pour avoir introduit dans l'économie, basée sur un dinar or, une monnaie africaine unique pour le premier, et rompu avec la valeur dollar pour le second, les dirigeants iraniens, eux, ont repris le flambeau contre la dictature américaine en abandonnant le dollar, préférant opter pour une valeur de leur pétrole et de leur gaz en euro.

Autant les Américains n'ont pas pu faire la guerre à l'Iran depuis 2009 parce que Téhéran, comme beaucoup d'Etats qui ont compris l'unique garantie de s'équiper de leur propre bombe pour préserver leur souveraineté, détenait des têtes nucléaires russes, chinoises et ukrainiennes armées de missiles X-55, avec une portée de 3.500 km, autant l'alliance eurasienne se présente aujourd'hui aux yeux du monde comme la voie sacrée par laquelle toutes les populations menacées d'une manière ou d'une autre par l'impérialisme américain, développeront instinctivement des mécanismes de lutte pour survivre. Elles procéderont par une autre forme de pillage, mieux adaptée, qu'elles dirigeront contre tous ceux qui ont amassé des richesses de la planète en sacrifiant les autres. Et elles se compteront en milliards d'âmes demain pour en briser toutes les chaînes.

Le ton vient d'être donné par la Corée du Nord dont, en dépit du mythe péjoratif de la propagande occidentale

visant à cacher au monde les réalisations spectaculaires du leadership de Pyongyang, la voix se fait entendre grâce à sa force de dissuasion nucléaire, une nécessité absolue au vu des agissements et menaces des Américains contre leur pays.

Le Peuple congolais, et les Africains de manière générale, qui tiennent à matérialiser leur volonté d'indépendance et la conjuration de la servitude volontaire et de l'esclavage politique dans lesquels l'ordre mondial actuel tient à les maintenir, ont commencé à se prendre en charge afin que l'histoire des luttes d'affranchissement politique menées courageusement chez eux soit relue et corrigée.

Les Africains qui ne sont ni constitués des Peuples sans mémoire pour être privés éternellement de liberté, ni victimes à vie de l'ignorance et de l'amnésie, ont fini par intérioriser qu'un autre ordre mondial, de plus en plus inévitable en ce troisième millénaire, exigeant des « gagnants » une certaine humilité dans un nouvel esprit de justice distributive des richesses du monde, permettra de réduire sensiblement l'impact négatif sur la planète Terre tout en contournant les horreurs envisagées sur les populations considérées à tort comme excédentaires et gaspilleuses.

Un nouveau système clair d'obligations et d'accords mutuels, doté des mécanismes de résolution des situations de crise, mettra un terme au dictat unilatéral et à l'imposition des règles individuelles dont le résultat s'est avéré antithétique, notamment l'escalade de conflits en lieu et place de l'apaisement, des manœuvres électorales et l'appui à un public nébuleux et controversé du genre des génocidaires ou islamistes radicaux au lieu de la démocratie, une galaxie extensive de chaos plutôt que des Etats souverains.

Il conduira vers un monde plus équitable qui réduira les inégalités, injustices et autres frustrations, sources de tous les élans terroristes observés tant dans les rangs des grandes puissances que chez les vaincus d'aujourd'hui, toutes ces populations opprimées et menacées, en légitime défense, avec l'avantage de faire gagner tout le monde pour un lendemain de « ni vainqueur ni vaincu », gage de paix durable pour tous.

Le nouvel ordre mondial forgera un autre type d'hommes et de peuples qui privilégieront dans leur vision commune du futur, le génie de l'amour, la tolérance, la solidarité et la complémentarité, au lieu de celui de la haine, l'exclusion et l'égoïsme, lequel demeure un couteau à double tranchant qui finit toujours et de manière impérative, par emporter son maître et régresser l'humanité entière.

Devant 12.000 soldats chinois, Place Tiananmen, lors de l'imposant défilé militaire organisé le mercredi 2 septembre 2015, à l'occasion du 70ème anniversaire de la capitulation du Japon et de la fin de la Seconde Guerre mondiale en Asie, le président chinois Xi Jinping a encore fait allusion à la nécessité absolue de « recadrer » l'actuel ordre mondial.

A l'instar de la Rd-Congo demain, Xi Jinping présente majestueusement la Chine comme une nation qui a retrouvé toute sa grandeur après un conflit qui a coûté la vie à plus de 15 millions de Chinois :

« Préjudice, discrimination, haine et guerre ne peuvent que causer désastres et souffrances. Tandis que respect mutuel, égalité, développement pacifique et prospérité sont la bonne voie à prendre.

« Tous les pays doivent, ensemble, maintenir l'ordre international basé sur les principes de la Charte des

Nations Unies, et créer un nouveau type de relations internationales basées sur le principe du « gagnant-gagnant », afin d'avancer dans la noble cause de la paix et du développement global.

« Dans l'intérêt de la paix, la Chine restera engagée sur la voie du développement pacifique.

« Nous, les Chinois, nous aimons la paix. Peu importe sa force, la Chine ne cherchera jamais l'hégémonie ou l'expansion. Elle n'imposera jamais ses souffrances du passé à d'autres nations.

« Le peuple chinois est résolu à poursuivre ses relations amicales avec tous les autres pays.

« Dans le respect de la guerre de résistance du peuple chinois contre l'agression japonaise, nous allons contribuer à l'humanité ».

Il est évident qu'à l'allure où se durcissent les cœurs des uns et des autres, et se perfectionnent des techniques terroristes de destruction massive au fil des temps, aucun de deux challengeurs ne l'emportera sur l'autre.

En effet, l'esprit de Bilderberg et Lugano qui s'impose tragiquement sur la planète entière depuis des décennies, a enregistré la plus grande riposte de ses victimes à travers les attentats du 11 septembre 2001, sur les deux tours jumelles du World Trade Center de New York et le Pentagone, siège du Département de la Défense à Washington DC.

Les « perdants » ont aussi répliqué de plusieurs manières à travers le monde, contre le terrorisme capitaliste sous toutes ses formes.

Pour ne rappeler que les dix grands assauts dits terroristes, sans oublier les nombreuses prises d'otages souvent funestes enregistrées ci et là, des populations civiles innocentes sont tombées sous le glaive de l'autre barbarie

terroriste, celle des « perdants », des « opprimés » de tous bords, lors :

- d'une série d'attaques terroristes visant les agents des organes judiciaires à Mossoul, Ramadi, Baakouba, El-Fallouijah et Bagdad, en Irak, le 24 juin 2004, avec 100 morts (par Jahwid et Jihad, Unité et Jihad) ;
- de la prise d'otages au théâtre de la Doubrovka à Moscou, en Russie, du 23 au 26 octobre 2002, avec 130 tués (par les séparatistes tchétchènes) ;
- de l'explosion dans la foule d'une voiture piégée appelée à tuer Benazir Bhutto à Karachi, au Pakistan, le 18 octobre 2007, avec 136 morts (par Al Qaïda) ;
- de plusieurs explosions de bombe dans des trains à Madrid, en Espagne, le 11 mars 2004, avec 191 morts (par une organisation islamique clandestine) ;
- d'une série d'attaques terroristes à l'arme automatique à Mumbai ou Bombay, en Inde, du 26 au 29 novembre 2008, avec 195 tués (par les Moudjahidines du Deccan) ;
- des explosions de bombes dans des boîtes de nuit à Kuta, en Indonésie, le 12 octobre 2002, avec 202 morts (par Jamaa Islamya) ;
- du minage d'un train à Luanda, en Angola, le 10 août 2001, avec 252 morts (par l'Unita) ;
- de la prise d'otages dans une école à Beslan, en Russie, du 1er au 3 septembre 2004, avec 335 morts (par les séparatistes tchétchènes) ;
- des explosions de camions citernes près des habitations à Qahtaniya, en Irak, le 14 août 2007,

avec 796 tués (par Al Qaïda) ;

- du détournement de plusieurs avions et attaques terroristes contre les deux Tours jumelles de World Trade Center, le 11 septembre 2001, avec 2.998 morts (par Al Qaïda).

La puissance de l'instinct de survie de tous les peuples menacés de disparition pousse à la violence d'une intensité différente pour exprimer la révolte contre l'autre violence, originelle, enfouie dans l'égoïsme excessif des grandes nations euro-américaines. Elle n'a servi et ne servira encore et toujours que de mèche pour mettre le feu à un explosif de frustrations, d'humiliations et autres désagréments accumulés.

Si l'instinct est ce système de réaction irréfléchie, mais souvent efficace, qui sert à l'homme comme à l'animal pour survivre, rien ni personne ne résistera à la somme des puissances de l'instinct de survie des milliards de personnes menacées par le système capitaliste. Car, dans leur réaction impulsive et instantanée face au péril, elles n'ont pas la capacité de réfléchir longtemps devant un devoir impérieux de se sauver et à la rigueur attaquer en cas de nécessité.

Le plus puissant et plus fort que n'importe quoi, plus fort que l'amour même, l'instinct de survie justifie les réactions souvent surprenantes de tous les êtres vivants, même les plus vulnérables. Sans avoir pris de décision, ils s'attaquent carrément à des prédateurs plus gros qu'eux, causant un effet de surprise sur eux-mêmes. Ces personnes humaines et animales, ainsi menacées, ne voyant aucune autre solution que d'attaquer, malgré le très bas taux de chance de succès, leur instinct de survie prend toujours le dessus et fournit les moyens de combattre dignement le puissant tourmenteur.

En réalité, les super-nations anglo-saxonnes et autres occidentales, en mal de puissance infinie, ne peuvent prétendre mettre fin à un volet du terrorisme international sans remonter à la source ni tenir compte de l'autre volet, plus déterminant parce que primitif, incitatif et révoltant, celui qui transpire de l'esprit prédateur de Bilderberg et de Lugano, lequel est fondé sur le capitalisme exterminant.

Le terme « capitalisme » qui signifie « souveraineté du capital » est un système économique libre et sans restriction totalement basé sur le bénéfice, dans lequel la société se retrouve en compétition suivant ces normes.

Trois éléments principaux du capitalisme permettent de conclure que **« la vie est un conflit »** en permanence. Il s'agit de **l'individualisme, la compétition et le but lucratif**, qui constituent la base de la thèse darwiniste selon laquelle « le développement des êtres vivants est dépendant d'une lutte pour la survie. Cette lutte sera remportée par le plus fort et les faibles seront condamnés à la défaite et à l'extinction ».

L'organisme des Congolais et des Africains en général, qui ont fini par l'apprendre par cœur et l'intérioriser, est ainsi alerté de ce danger extérieur de manière tout-à-fait automatique, qui les pousse au combat.

A l'instar de tous les grands Peuples qui sont parvenus à survivre et à prospérer malgré les périls, les Congolais sont en train de réagir favorablement au mécanisme d'alarme découvert par Laborit, puis minutieusement décrit par J. Fradin dans la Psychophysio-analyse, et qui s'appelle « Etats d'urgence de l'instinct ».

Les atrocités, les humiliations et l'injustice subies en Rd-Congo depuis des décennies, ont fait que le système reflexe de 80 millions de Congolais est activé par le cerveau

reptilien ou tronc cérébral sous l'impulsion de certains stimuli perçus des signaux de danger pour leur propre survie et pour le maintien de leur intégrité physique.

Ce mécanisme reflexe, cette sonnette d'alarme, permet à l'organisme des Congolais, comme pour toute espèce humaine ou tout autre Peuple menacé, de réagir extrêmement vite.

Les stimuli déclenchants étant innés et acquis pour tous les hommes sans exception, la série d'agressions accompagnée de crimes innommables ressentie comme stress, provoque la réaction reflexe ou son état d'urgence de l'instinct, qui peut se présenter sous trois aspects différents, en fonction de la situation et de la nature des Congolais en tant que Peuple.

Il s'agit de l'état de fuite par la peur, l'état de lutte et l'état d'inhibition de l'action.

Aujourd'hui, le soleil des consciences se lève et les Congolais ne sont en position ni de fuir leur pays pour le laisser entre les mains de l'envahisseur, ni de faire le mort en ralentissant toutes les fonctions métaboliques pour continuer à subir la loi de l'occupant.

La population est poussée au combat de manière automatique en tant que reflexe, et sa réaction va générer des modifications métaboliques qui la mettront dans les meilleures conditions physiques et émotionnelles pour vaincre l'ennemi.

Les grandes puissances euro-américaines sont censées savoir que les Congolais ne sont pas un Peuple qui accepterait de se plier encore longtemps à un pouvoir d'occupation rwandaise imposé si présomptueusement par elles. Il en est de même des Ivoiriens qui ont aussi goutté à la spirale de la violence gratuite due à la même politique de

deux poids, deux mesures, consistant à favoriser l'émergence des tribus ou ethnies minoritaires, génocidaires et étrangères de surcroît, sur d'autres, autochtones et largement majoritaires.

Les Américains, Belges, Britanniques et autres Français ont fini certainement par admettre comme tout le monde, que les solutions « négociées » au bout du canon qu'ils ont toujours dictées en Rd-Congo, en Côte d'Ivoire, au Burundi, au Rwanda et ailleurs, se sont plutôt avéré périlleuses et préjudiciables à la paix dans tous ces pays du fait de l'incompatibilité de leurs propres intérêts qui sous-tendent les fameux dialogues et accords signés deci delà, avec les aspirations des peuples directement concernés.

Ils ont intérêt aujourd'hui à faire la meilleure lecture du rapport de Wayne Madsen, journaliste américain, qui fut présenté le 1er juin 2001, devant le Sous-Comité des Opérations internationales et sur les Droits de l'homme et le Comité des Relations internationales de la Chambre des Représentants du Congrès américain.

Il n'est pas tard de se référer à ses conclusions qui prévenaient déjà, trois mois et demi avant les attentats terroristes du 11 septembre 2001, qu'« il est grand temps pour que le Congrès examine le rôle des Etats-Unis dans les génocides et les guerres civiles en Afrique Centrale, ainsi que le rôle que jouent les compagnies militaires américaines privées non seulement au Congo mais aussi dans d'autres pays ravagés par des conflits armés comme au Nigeria, en Sierra Leone, en Guinée Equatoriale, en Angola, en Ethiopie, au Soudan et au Cabinda ».

Dans la mesure où les Etats-Unis ont toujours prétendu être le modèle de la démocratie et de la liberté au monde, Wayne Madsen invitait son pays à devoir à l'Afrique ne fût-

ce qu'un « petit exemple d'auto inspection ».

Par la justesse, la profondeur et le réalisme de son rapport, l'éminent journaliste livrait innocemment sa prédication sans le savoir, en rappelant **qu'aucun peuple au monde n'accepterait de se faire immoler sur l'autel des caprices et/ou intérêts d'un autre peuple.**

2ème Partie

Les mêmes causes produiront les mêmes effets

Chapitre 1
L'Ouragan des Peuples, la Rd-Congo sur les traces du Burkina Faso

Devant la puissance, la détermination et la colère foudroyante du souverain primaire burkinabé, le président Blaise Compaoré a dû fuir, tandis que la France, surprise et confuse, fit des pieds et des mains pour le retour au galop de son naturel néocolonialiste jamais parti.

Le pouvoir est tombé au Burkina Faso sans pour autant être reconquis directement par le Peuple qui en a pourtant payé le prix. Il fallut encore passer par une transition incertaine.

A travers son bras droit Diendéré, Compaoré, inspiré par « sa » France, avait déjà préparé la succession en positionnant le commandant-adjoint de la garde présidentielle, le lieutenant-colonel Isaac Yacouba Zida à la tête de la transition. Ce dernier est devenu premier ministre dans les conditions rocambolesques après avoir été contraint à remettre le pouvoir aux civils.



Les premiers sentiments d'enthousiasme, de stimulus et même d'affolement du jeudi 28 octobre 2014 rédempteur au Burkina Faso, ont fait croire à une sorte de contagion automatique du syndrome de libération burkinabé à travers l'Afrique.

Oh que non !

Les Congolais ne semblaient pas encore prêts hier à s'engager dans l'arène comme les Burkinabé, pour faire aussi la différence.

La dissimilitude était encore plus grande entre la situation du Burkina Faso et celle de la Rd-Congo où la tâche ne pouvait pas être aussi aisée que dans le pays des hommes intègres.

La Rd-Congo est un pays trahi, meurtri, humilié et surtout occupé militairement par l'ennemi visible, le Rwanda, dont le légat « Joseph Kabila » trône au sommet de l'Etat avec le soutien de la fameuse communauté internationale, mais aussi la complicité de ses propres filles et fils.

Pour ne parler que de l'armée qui, par la magie des opérations de brassage et de mixage entre les troupes belligérantes, compte une surreprésentation scandaleuse de la communauté tutsie rwandaise, des sources autorisées révèlent son noyautage avec plus de 30.000 éléments

appartenant à celle-ci, dont 47 généraux, 210 colonels et lieutenants colonels, 112 majors, 360 capitaines, 585 lieutenants et autres sous-officiers rwandais, lesquels portent illicitement des noms d'identité des tribus congolaises.

Les infiltrés tutsis au sein de l'armée et la police congolaises dépassent de loin, tant en nombre qu'en responsabilités, les éléments autochtones des trois provinces du Kivu réunies, à savoir le Maniema, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu.

Le puissant réseau d'entrisme et du système d'occupation rwandaise en Rd-Congo est composé de tous ces hommes armés qui, ajoutés aux opérateurs politiques et économiques du Rwanda, en constituent les piliers majeurs.

A l'opposé du Burkina Faso, la Rd-Congo est donc un pays en guerre depuis 1996, avec toutes les conséquences funestes sur le plan humain, social, écologique, économique, politique, sécuritaire et identitaire.

Par conséquent, le combat que mènent les Burkinabé et leur élite dont une classe politique réputée pour sa probité, ne peut être que distinct de celui dans lequel est plongée une Rd-Congo si profondément noyautée par l'ennemi, trahie par la pourriture de son élite médiocre, corrompue, et même par une frange importante de la population analphabète, inconsciente, tribalisée à outrance, désinformée et donc machinale.

Si les Burkinabé se sont retrouvés en face d'un double obstacle pour se libérer, tant soit peu, à savoir le pouvoir politique de Blaise Compaoré, un fils du pays, d'une part, et la mainmise française sur la vie même d'une Nation impécunieuse, d'autre part, la Rd-Congo, elle, dont les scandaleuses ressources naturelles font courir la planète

entière, se bat sur trois fronts.

Le Peuple congolais est aujourd'hui prêt à se débarrasser du régime d'occupation rwandaise incarné par un sujet rwandais à la tête du pays, dont les soldats tirent généralement sur les manifestants. Il est engagé dans un combat de survie face à la prédation des superpuissances du Nord, anglo-saxonnes en particulier, qui tiennent à contrôler et ramasser à la pelle les immenses ressources stratégiques du Congo. Et enfin, les Congolais mènent une lutte farouche contre la coalition régionale dans les Grands Lacs symbolisée par Paul Kagame, un personnage qui a atteint le niveau maximal de sa personnalité paranoïaque, laquelle est caractérisée par la surestimation de soi, la méfiance, l'incapacité de l'autocritique et la rigidité mentale.

Nous sommes en présence de deux pays et deux Peuples distincts, deux contextes incomparables et deux oppositions inassimilables. Par conséquent, il y aura deux joutes dissemblables et deux sorties de crise différentes, le processus de libération des Peuples n'ayant jamais été le même du reste dans l'histoire des nations.

Au-delà des tares congénitales d'une opposition congolaise ramollie parce que gangrenée par la cupidité et la corruption à outrance depuis l'indépendance, la lutte du Peuple congolais souffre d'un autre mal, souffre d'un autre mal, celui d'une presse dite « coupagiste » – rançonneuse –, affairiste, timorée et muselée à la fois. Elle est par ailleurs confrontée à l'atonie d'une jeunesse sacrifiée à l'autel de la médiocrité des élites, déboussolée mais aussi déliquescente.

S'il faut ajouter sur un tel tableau noir le sinistre rôle que joue la communauté internationale pour maintenir le cap de garder le pauvre Congo, sa population et ses immenses richesses sous le contrôle des multinationales et

autres grandes puissances du Nord, il devient trop risqué d'imaginer un miracle qui se produirait quelque part pour une libération du pays de Lumumba comme don gratuit de Jéhovah, par sa faveur imméritée.

Néanmoins, toutes ces entraves que l'on trouve ailleurs, sous d'autres formes, n'ont jamais obstrué l'élan de tout un Peuple, congolais, dans sa vocation de s'affranchir de la servitude.

En effet, deux attitudes s'imposent devant un tel décor sombre du grand Congo qui s'engage désormais à briser toutes les chaînes de son occupation à l'exemple du pays des Hommes intègres de son président.

La première consiste à retenir qu'à l'instar des éléments imprévisibles qui influent sur la détermination des événements, des ilots d'exception ont toujours existé et demeurent actifs dans le pays. La deuxième concerne chacun des Congolais, aujourd'hui poussé à se réveiller et à s'engager résolument dans l'agir afin que la libération soit effective maintenant qu'un vent favorable a sifflé et soufflé fort à partir de Burkina Faso.

L'impossible n'est pas « Congolais ». Si les événements du Faso ont prouvé une fois de plus que dans les oppositions africaines dégradées, sortent toujours du lot des forces politiques et sociales prodigieuses qui se distinguent par l'intégrité et l'attachement de leurs membres aux libertés et droits fondamentaux du continent, pour quelles raisons les Congolais ne seraient-ils pas en mesure de mettre un terme à leur tragédie ?

Pourquoi quelques opposants insolites ne sauraient-ils pas démontrer, comme au Burkina Faso, leur capacité de préparer la population à la friction et réussir à la mobiliser jusqu'à obtenir ce que les Congolais rêvent de leur pays ?

Ces îlots d'exception de la Rd-Congo/Zaïre ont pu engendrer une résistance digne face à la dictature de Mobutu. On y a vu la grande église catholique prendre une part active à la planification de l'historique Marche des Chrétiens du 16 février 1992 à Kinshasa, laquelle avait scellé le sort de la dictature. Autant elle a su sensibiliser les fidèles contre toute révision de lois visant à offrir un glissement vers un troisième mandat inconstitutionnel à « Joseph Kabila ».

Qu'est-ce qui empêcherait par ailleurs cette élite de la diaspora congolaise, hier entreprenante et redoutable, de se réinvestir dans les actions propres à une prise en charge responsable plus efficace que par le passé ?

En dépit de ses nombreuses déficiences dont **l'amnésie collective** qui caractérise toutes ses composantes sociales, nul n'a le droit d'invoquer l'incapacité du Peuple congolais à **imposer sa volonté de se libérer. Car, même dans son ignorance temporaire, il constitue dans son essence, à l'instar de tous les Peuples du monde, une bombe capable de tout changer en explosant.**

Il existe toujours un canal du destin, souvent imprédictible, pour permettre à chaque Peuple, même celui du Congo délabré, de s'exprimer et d'assurer sa libération quelles que soient les chaînes de la puissance dominatrice.

Pourquoi ?

Tout simplement parce que, même analphabètes, peu ou pas du tout informés et conscientisés, faute d'une élite engagée et ingénieuse**, les peuples assujettis finissent toujours par se réveiller un matin, se rendre compte du trop-plein de vase de son dénuement, réaliser l'opportunité d'agir et changer l'ordre des choses.**

La révolte des Congolais du 4 janvier 1959, qui permit

l'accession du pays à la souveraineté nationale et internationale, n'avait jamais été planifiée par une quelconque élite. Ce sont les politiciens qui avaient plutôt récupéré une manifestation provoquée par des supporters d'une équipe de football défaite.

Il en est de même de la pitoyable fin de règne des nombreux dictateurs dont Bokassa 1er, Ferdinand Marcos, Ceausescu ou Samuel Doe, qu'aucune élite politique n'a eu à programmer.



L'autre face de la médaille, la moins visible, mais aussi la plus déterminante, est faite des artifices et autres fumées qui obscurcissent la lucidité des despotes et leurs thuriféraires.

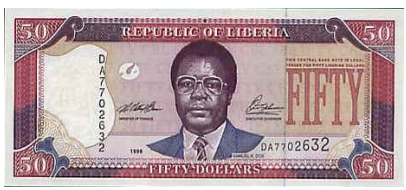
Ivres de lait et de poison du pouvoir, les tyrans et leurs clowns tombent dans le piège de se prendre pour des extraterrestres. Devenus hautains et arrogants, ils finissent par pousser Jupiter à vouloir les perdre en les rendant sourds et aveugles au point d'oublier que l'imperium n'a pas commencé avec eux, les exemples de fin de règne tragique étant légion.

Je me suis toujours posé la question de savoir si un chef d'Etat qui se sait sanguinaire et haï par la population comme

« Joseph Kabila » en Rd-Congo, pouvait perdre de vue un seul instant les conditions infâmes que le Peuple roumain, à titre d'exemple, avait imposées au dictateur Ceausescu pour terminer sa course meurtrière.



Lâché, trahi et livré à l'ennemi par les mêmes maîtres du monde qui l'armaient et l'entêtaient, à l'instar de Savimbi en Angola, Samuel Doe, lui, est tombé lourdement du haut de son piédestal, de son trône, jusque dans la gueule de la bête qu'il méprisait.



On ne badine pas avec la vie d'un Peuple qui, d'une manière ou d'une autre, et par l'une de ses nombreuses variantes, finit toujours par prendre sa revanche, le dernier mot lui revenant à tous les coups.

Jupiter sait bien perdre tous ces présidents africains corrompus, illégitimes, incompétents, sanguinaires, serviles et marionnettes de l'Occident, qui caressent le rêve de s'éterniser au pouvoir par la force, contre la volonté des Peuples souverains et le respect des textes écrits, lesquels organisent les institutions.



Jupiter sait toujours les rendre sourds et aveugles au point de leur faire oublier le sort de ceux qui les avaient précédés dans les profondeurs de la déchéance politique comme Ceausescu, Samuel Doe et tant d'autres.



Les parlementaires et autres thuriféraires du régime politique en disgrâce en Rd-Congo, comme au Rwanda, au Congo Brazzaville, en Ouganda et ailleurs, croient que la colère de leurs peuples respectifs est différente de celle des Burkinabé qui avaient surpris désagréablement le président Compaoré et ses députés à Ouagadougou, le 29 octobre 2014, en les obligeant de prendre la poudre d'escampette, chacun à sa manière.



Tous les peuples du monde, y compris celui de la Rd-Congo, possèdent en eux-mêmes la volonté, la capacité, le sens du devoir, le canal et surtout la vocation de se débarrasser de n'importe quelle tyrannie. Seuls, le moment, les conditions, les moyens et la manière diffèrent d'un peuple à un autre, selon la culture, la maturité, la rudesse de l'oppression, le contexte national et international, l'opportunité, mais aussi les imprévisibles.

Les rapports de force dont il faut toujours tenir compte, ne sont évaluables qu'en fonction des paramètres ci-haut, qui divergent d'un pays à un autre. D'où, certaines populations subissent la loi de la dictature plus longtemps que d'autres, et la virulence des actions souvent confondue à la bravoure des manifestants apparait plus exceptionnelle dans certains pays que d'autres.

Ils sont donc là, ces révolutionnaires congolais en capacité de maîtriser les enjeux politiques, économiques et géopolitiques en présence, ainsi que les agendas dont ils hériteront au lendemain du grand soir libérateur.

En définitive, **chaque peuple a un temps propre à lui pour subir la loi et les affres du césarisme, paraître naïf et amnésique, s'éveiller, réaliser la profondeur de son**

indigence et craquer par simple instinct de survie comme au Burkina le 28 octobre 2014, ou en France le 14 juillet 1789.

En réalité, un chien enragé au pouvoir aboie et mord tant qu'il peut, mais la caravane du Peuple finit toujours par passer et l'écraser, la colère des Peuples ayant toujours été plus forte que la folie des tyrans.

Chapitre 2
La roue du président « Joseph Kabila dégage » tourne plus vite

C'est depuis septembre 2014 que l'alerte rouge pour une mobilisation générale a été lancée par mes soins, contre le plan qui se prépare à partir de Kigali et Kampala, celui de boucler la boucle de la chaîne de l'holocauste de crimes les plus odieux de l'humanité imposée à la Rd-Congo.

Acculé jusque dans ses derniers retranchements par les imprévisibles politiques et la résistance congolaise, de l'intérieur comme de l'extérieur, le Rwanda s'organise pour assener le dernier coup d'estocade à la Rd-Congo et à son Peuple.

Conçu en six étapes, le plan a vu son premier pas échouer militairement, dans les deux objectifs assignés au pacte qui avait conduit au décrochement ordonnancé des troupes du M23 du territoire congolais.

La grande fracture de confiance entre l'occupant et la population congolaise blasée, n'a pas permis d'aboutir au résultat attendu du pouvoir. Celui-ci n'a pu ni injecter une

bonne dose d'illusion dans les esprits des Congolais quant à la capacité de leur armée de gagner la guerre contre la milice rwandaise en vue de crédibiliser, tant soit peu, son commandant suprême démasqué, d'une part, ni assainir la zone opérationnelle par l'éloignement des soi-disant groupes armés susceptibles de perturber la dernière marche vers la création de « la République des Grands Lacs », d'autre part.

La seconde étape, politique et diplomatique, qui englobait les pourparlers de Kampala et les Concertations nationales de Kinshasa, a également dérapé à cause du manque de courage politique du pouvoir d'occupation rwandaise d'affronter les réalités de la tragédie congolaise dans un cadre inclusif. Contrairement à toutes les prévisions, les deux réunions n'ont pu ni conduire le pays vers un rassemblement du plus grand nombre des forces politiques et sociales au sein d'un gouvernement ouvert en vue de les embarquer dans le bateau du dernier virage du processus, ni isoler et affaiblir les groupes d'opinion résistants attachés à la souveraineté et à l'unité du pays.

Quant à la troisième phase du plan, elle a été marquée par l'assassinat dans le Nord-Kivu du colonel Mamadou – et de son chauffeur –, suivi de celui du général Bahuma, deux braves officiers autochtones ciblés par les éléments rwandais infiltrés dans l'armée. Elle a connu également les arrestations arbitraires à travers le pays, ainsi que la frappe meurtrière sur les jeunes brigands dits « kuluna » à Kinshasa. Une soixantaine de cadavres de ces derniers, à l'instar de 42 manifestants tués lors de la marche contre le projet de réforme électorale en faveur du troisième mandat inconstitutionnel de « Joseph Kabila » en janvier 2015, fait partie de 424 corps en décomposition inhumés nuitamment

le 19 mars dans la fosse commune de Maluku, à une centaine de kilomètres de la capitale.

Parallèlement, le pouvoir d'occupation a procédé à la restructuration de l'armée, la nomination et l'affectation des officiers généraux et supérieurs, le non-respect des engagements pris à Addis Abeba, Nairobi et Kinshasa dans les prétendus cadres de recherche de paix et de cohésion nationale, la formation de l'exécutif Matata II dit « gouvernement de combat final », ainsi que par les intimidations et l'acharnement renforcés sur les personnalités politiques, humanitaires et religieuses.

Le premier but poursuivi était le « glissement » pour un troisième mandat inconstitutionnel de « Joseph Kabila » par la magie de la révision constitutionnelle et/ou du referendum populaire dans un climat d'insécurité généralisée propre à étouffer dans l'œuf toute velléité de mobilisation des Congolais contre le M23 rénové, devenu Mouvement chrétien de reconstruction du Congo « Mcrc ». Le nouveau mouvement d'agression rwandais en gestation à Kigali devrait être rejoint par les dizaines de milliers d'éléments infiltrés dans la police et l'armée congolaises. Les troupes onusiennes, lesquelles avaient déjà concentré leurs troupes dans la zone opérationnelle de l'Est du pays, devraient jouer leur rôle classique d'encadrement et d'accompagnement.

La stratégique tension créée autour de la tentative de révision constitutionnelle et/ou d'organisation d'un referendum en vue de glisser vers un troisième mandat de « Joseph Kabila », visait également un double objectif, à savoir détourner davantage l'attention des Congolais au moment où l'ennemi s'organisait avant de frapper, d'une

part, et désenvelopper in fine les troubles qui serviront d'à-propos à l'envahissement des espaces du Kivu bien ciblés, d'autre part.



La réaction musclée de la population à travers le pays, les 19, 20 et 21 janvier 2015, contre toute modification de la Constitution dans ce sens, avec son lourd bilan de 42 morts à Kinshasa, a obligé le pouvoir d'occupation à revoir son plan.

La cinquième étape relative à la préparation du terrain à l'exigence d'un referendum d'autodétermination des communautés étrangères – rwandaises et ougandaises – dites congolaises, ne serait que la suite du rapatriement des soi-disant réfugiés congolais qui s'effectue au Kivu en violation de toutes les procédures universellement admises. Il avait même servi de sauf-conduit pour les éléments de l'armée rwandaise venus en renfort au M23. Cette phase qui fait partie des stratégies d'aménagement des espaces géographiques pour les populations rwandaises et ougandaises à installer, se poursuit avec les tueries innommables des autochtones à Beni où le pouvoir d'occupation et les casques bleus jouent chacun sa partition.

Pour les planificateurs du dit plan, le mois de décembre 2015 était initialement prévu pour le déploiement des troupes de la nouvelle fausse rébellion congolaise afin d'occuper l'espace convoité.

La transition avec « Joseph Kabila » qui se préparait au dialogue sous la médiation d'Eden Kodjo, comme celle qui continuait à se négocier dans le plus grand secret avec l'Udps/Tshisekedi, n'avait pour objectif que de permettre la finalisation des préparatifs du dernier coup d'estocade devant conduire à la proclamation de la République des Grands Lacs après une parodie de referendum.

Et en cas de nécessité impérieuse et non prévisible de démettre « Joseph Kabila », comme Blaise Compaoré au Burkina Faso, la dynamique d'agression prévoyait le plan de coup d'Etat de palais conduit par un autre pantin pour maîtriser la contestation et en même temps éloigner et sécuriser « Joseph Kabila » et sa famille. Devrait suivre enfin la proclamation de la sécession dans d'autres provinces, principalement le Katanga et le Kasaï dont les leaders pointés, étaient en train d'être préparés à la tâche.

Ce dessein macabre, dévoilé par une source diplomatique, avait toutes les chances, à première vue, de se réaliser dans un nouveau bain de sang au regard de l'environnement national et international propice. La balkanisation de la Rd-Congo serait ainsi le sort tant attendu, mérité et plusieurs fois confirmé dans un pays doté d'un onze national détonateur ci-après :

1. **Un pays immense, scandaleusement riche et convoité.**
2. **Un Peuple naïf, amnésique, désinformé, très pauvre, mais attaché à sa terre et à son unité.**

3. **Un président de la République tiré des entrailles du pays agresseur, le Rwanda, avec son régime prédateur, sanguinaire, génocidaire, illégitime, au service de l'ennemi.**
4. **Une armée trahie, infiltrée, atomisée et contrôlée par l'occupant, une véritable bombe à retardement.**
5. **Une élite inconsciente, poltronne, dont une classe politique médiocre et corrompue.**
6. **Une presse muselée, paradoxalement rançonneuse, affairiste, timorée et complaisante.**
7. **Une jeunesse sacrifiée, déboussolée, dégénérescente et indifférente à son propre sort.**
8. **Une communauté internationale omnipotente, imprévisible, pillarde, balkanisatrice, au service des superpuissances impérialistes.**
9. **Des états voisins exigus, pauvres, haineux, expansionnistes, à la solde des multinationales rapaces.**
10. **Une histoire falsifiée.**
11. **Un Dieu bon, juste et Tout-Puissant.**

En effet, l'alerte ainsi résonnée a permis à tous les discernements d'authentifier la même conformation qui a toujours été timidement comprise dans le conflit du siècle opposant la Rd-Congo et son Peuple, d'un côté, et de l'autre, le pays des mille collines, le Rwanda, – et l'Ouganda – derrière lequel se liguent des puissantes multinationales occidentales impliquées dans le commerce illégal des minerais du Kivu, plusieurs réseaux internationaux maffieux et surtout de grandes puissances du Nord, y compris les Etats-Unis d'Amérique.

C'est face à une telle menace sur la République, dont la phase finale continue à se jouer à l'instant, que les esprits se préoccupent à savoir de quoi l'avenir du Congo et de la région des Grands-Lacs sera fait demain.

Toutes les conditions sont réunies certes pour la marche du Congo vers l'explosion qui exclut toute possibilité d'élections démocratiques dans les délais constitutionnels.

Et les conflits armés qui ne se sont jamais arrêtés au pays du reste, vont s'intensifier bientôt dans le même sens de satisfaire les ambitions hégémoniques et économiques revendiquées par les régimes minoritaires génocidaires tutsis du Rwanda et de l'Ouganda, lesquelles ne servent en réalité qu'à couvrir la course effrénée des multinationales et autres superpuissances du Nord aux matières premières congolaises.

La confortable avance politique, militaire et diplomatique de l'ennemi direct ne fait plus l'ombre d'aucun doute, tandis que le prétexte demeure le même, facile et risible, à savoir combattre les Adf et les Fdlr, les rebelles qui menaceraient constamment la sécurité en Ouganda et au Rwanda au regard de ce que la dynamique d'agression considère fallacieusement comme inefficacité de la Monusco et complicité de la Rd-Congo.

Les mêmes sources diplomatiques, confirmées par le journaliste et correspondant de guerre américain Keith Harmon Snow, ont révélé que la dernière attaque du 02 juin 2015 contre l'aéroport de Goma était une opération liée au plan final du Rwanda et de l'Ouganda au Kivu à travers le nouveau mouvement « Mcrc » ou M23 rénové.

Par contre, le pouvoir d'occupation rwandaise de Kinshasa au service de l'ennemi, a attribué ladite attaque à un mystérieux groupe de Mayi-Mayi venu de Butembo,

territoire congolais situé à 290 km au Nord de Goma, sous le commandement d'un certain Kambale Malonga, essayant ainsi de mentir une fois de plus pour couvrir les deux chefs d'Etat génocidaires rwandais et ougandais d'une part, et éviter d'exacerber la colère de la population du Kivu, Goma en particulier, d'autre part.

En attendant le nouvel épisode de la tragédie congolaise, le problème de rapport de forces se pose avec acuité au pays où, non seulement l'ennemi a l'avantage stratégique de la profonde infiltration de l'armée nationale par ses nombreux éléments, réussie grâce aux accords secrets qui avaient conduit aux mécanismes de mixage et de brassage, mais il bénéficie aussi de la complicité de la haute autorité militaire qui alloue aux troupes les moyens fort insignifiants parce qu'intentionnellement réduits.

Avec environ 400 millions de dollars Us officiellement destinés aux dépenses militaires d'un pays comme la Rd-Congo, pour un effectif estimé à 150.000 soldats, et dont le poids démographique de plus de 80 millions d'habitants et les menaces sécuritaires ne sont plus à démontrer, il y a lieu de s'inquiéter davantage.

Et lorsque l'on sait que le gros des fonds destinés à l'armée est continûment détourné par des vastes réseaux maffieux qui ont leurs tentacules déployés à partir du sommet de l'Etat, et les surfacturations et autres dépenses militaires non-justifiées et inéligibles monnaie courante, le sort de la Patrie s'avère quasiment scellé.

Ainsi, la boucle semble apparemment bouclée avec tous ces autres vers rongeurs dans le fruit, ces infiltrés dans les rangs de l'armée régulière, à tous les niveaux, qui ont toujours organisé des massacres de masse, trahi les troupes et saboté les opérations au front dans le Kivu, tendu des

embuscades, assassiné les officiers congolais.

Il en est de même sur le plan diplomatique où le Rwanda et l'Ouganda sont toujours à l'offensive, tandis que Kinshasa, au-delà des déficiences propres à tout système à double face, est toujours mis dos au mur par les commanditaires nordiques de l'agression et leurs agents régionaux qui le présentent, entre autres, comme le principal frein à la mise en œuvre des divers accords dont ceux de Nairobi et d'Addis-Abeba.

Pour organiser les Etats généraux de l'armée et élaborer un programme politique de défense conséquent, le Congo et les Congolais ne peuvent bien évidemment pas compter sur le président « Joseph Kabila » qui catalyse avec bonheur tous ces dérèglements militaires et sécuritaires. Il suffit de voir la qualité de personnalités qu'il nomme pour diriger le différents compartiments du ministère concerné.

Tel est le plan de l'ennemi du Congo, lequel ne date pas d'aujourd'hui.

En effet, dans un discours prononcé le 04 avril 1997, devant l'Assemblée générale de la Société de droit de l'Afrique de l'Est, le président ougandais Yoweri Museveni délirait pratiquement en ces termes tirés de la vision du Groupe de Bilderberg et de la Commission de Lugano :

« Ma mission est d'assurer que l'Erythrée, l'Ethiopie, la Somalie, le Soudan, l'Ouganda, le Kenya, la Tanzanie, le Rwanda, le Burundi et le Zaïre deviennent des Etats fédérés dans une même nation. Cela n'est pas maintenant un choix, mais une obligation (…). De même qu'Hitler fit pour unifier l'Allemagne, de même nous devrions le faire ici. Hitler était un chic type, mais je pense qu'il est allé un peu trop loin en voulant conquérir le monde entier ».

Six mois auparavant, au cours d'une conférence tenue

le 28 octobre 1996, la marionnette hutue de Kagame, le président d'apparat Bizimungu, déraisonnait à son tour, carte du « Grand Rwanda » à l'appui :

« La région qu'habitent les Banyamulenge était autrefois rwandaise » !

Relayant les propos du Pasteur Bizimungu deux ans plus tard, Paul Kagame, alors vice-président de la République, mais véritable homme fort du pays, brandit un document exhortant l'organisation d'une « Conférence de Berlin II » en vue d'un nouveau tracé des frontières.

En fait, les deux dirigeants du Rwanda annonçaient ainsi l'avènement des Accords de Lemera qui furent signés dans la même semaine, peu avant le déclenchement de la Première Guerre d'agression en Rd-Congo.

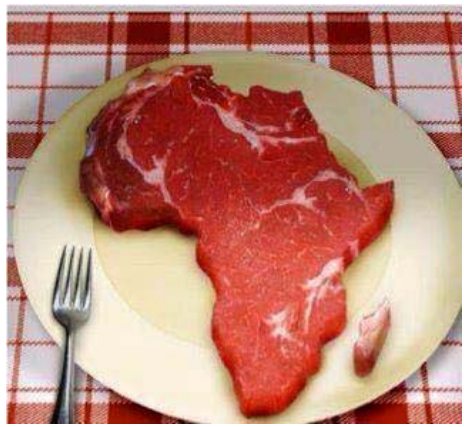
L'opération a dû prendre plus de temps que prévu. Treize ans plus tard, d'autres membres du conglomérat d'aventuriers et opportunistes signaient le 23 mars 2009 de nouveaux accords secrets qui assuraient au Rwanda une fois de plus la mainmise sur l'Est du Congo par des groupes armés interposés.

Il est vrai que les arguments ci-dessous, évoqués par les partisans de la partition du Congo à l'appui de leur thèse, étaient non fondés en droit international :

- le Congo est trop grand pour être bien dirigé par les Congolais ;
- les frontières qui le délimitent sont imparfaites ;
- ces frontières n'ont pas été délimitées naturellement.

Il est tout aussi évident que les trois pays voisins agresseurs n'ont pas un espace vital viable comparé à celui du Congo, tandis que l'Occident qui est en crise depuis des décennies se bat pour s'en sortir.

Les grandes puissances du Nord ont cessé d'être les seules à contrôler les paramètres économiques du monde. Elles ont opté pour des nouvelles stratégies pour maintenir leur domination sur le reste du monde en général, et dans la région des Grands-Lacs en particulier.



Après l'Ethiopie amputée de l'Erythrée, le Soudan du Sud-Soudan, le Mali résistant encore un peu à la division grâce à la France, les superpuissances prédatrices tiennent à diviser aussi le grand Congo.

Jusque-là, la résistance des Congolais a été mitigée certes, mais avec le onzième joueur de la Rd-Congo, à savoir le « Dieu bon, juste et Tout-Puissant », qui balaie tous les rêves prétentieux du vipérin, les objectifs de la guerre ne sont toujours pas atteints vingt ans après le début de l'illusion.

Le richissime président « Joseph Kabila », toutes griffes rwandaises dehors, aujourd'hui haï de tous les Congolais, entretient cependant, non sans réalisme, le mystère sur son intime conviction de n'avoir ni intérêt ni envie de s'opposer à ses maîtres occidentaux en briguant un troisième mandat. Le président « congolais » et tous ceux qui l'entourent

savent pourtant que rien ni personne ne le leur offrira, encore moins la tentative de dialogue de glissement avec le lambeau familial de l'Udps/Tshisekedi ou la fraude d'une commission électorale du style de l'abbé « Malumalu » ou du pasteur Ngoy Mulunda, tous les deux anathématisés.



Il préfère, au risque de sa vie, se consacrer aux derniers réglages du parachèvement de sa mission d'émietter le pays en 2017-18, dans l'illusion d'anticiper l'épée de Damoclès suspendue aussi sur sa propre tête.

Le président « Joseph Kabila » et les siens, parrains et serviteurs volontaires confondus, fantasment et proposent. Mais c'est Dieu seul, à travers le Peuple congolais, qui disposera dans le sens du refus de celui-ci de prendre place à bord de ce nouveau bateau d'abattage dans lequel les puissances prédatrices tiennent à l'embarquer comme du bétail.

C'est le onzième joueur extraterrestre de la Rd-Congo qui a toujours confondu les arrogants, les injustes, les princes de Juda, les déplaceurs de bornes et autres criminels.

Aujourd'hui, le Peuple congolais n'a pas d'autre choix que **cette guerre populaire-là,** dont la voie est si clairement ouverte. Et **il la fera parce qu'on l'y pousse. Il s'assumera après avoir mieux appris que ce genre de combat exige**

d'énormes sacrifices pour arracher demain la Survie, la Paix et la Liberté.

Mzee L. D. Kabila avait prédit : « La guerre sera longue et populaire ». Nous y sommes.

Longue, elle l'est. Populaire, tout concourt à ce qu'elle le devienne très bientôt, les Congolaises et Congolais étant obligés de défendre la terre de leurs ancêtres par tous les moyens.



Par tous les moyens, en commençant par leur propre sang qui coule déjà abondamment depuis bientôt deux décennies, comme cela s'est passé sous d'autres cieux, dans l'histoire de libération des Nations.

Maintenant que, de toutes les manières, la Rd-Congo, dans sa lamentable posture du moment, ne peut plus compter sur son armée si détruite, transformée plutôt en véritable bombe à retardement, les options diplomatiques et politiques ont échoué sur toute la ligne, ce qui a toujours été démontré par ailleurs, et la guerre populaire se révèle comme la dernière issue de sortie de crise, j'annonce la mise en branle d'un vaste processus de délivrance nationale qui incitera davantage le Peuple congolais à se prendre en charge en vue de briser toutes les chaînes de l'obscurantisme et de l'asservissement.

La population congolaise prouvera qu'elle a cessé d'être naïve et attentiste. La presse congolaise brisera toutes les chaînes de sa torpeur. L'élite, politique en particulier, réunie, elle, se rangera dans une cohésion plus objective et active pour oublier ses minables intérêts égoïstes au profit de la survie de la Patrie menacée. Autant la jeunesse jouera son rôle de rectification et de réparation pour s'identifier réellement à l'avenir de demain.

Les Congolais ont fini par refuser de se voiler honteusement la face. Ils s'engageront désormais dans un combat farouche et légitime contre tous les artisans de la balkanisation de leur pays.

En rejetant quasi unanimement deux dialogues cyniques et parodiques initiés par le président « Joseph Kabila », à savoir les négociations de Kampala et les Concertations nationales, comme l'offre de participation au gouvernement y afférente, la médiocre élite politique congolaise, elle aussi, en dépit de sa lâcheté légendaire, a semblé prendre l'option de dire « NON » à l'occupant et pointer du doigt le cheval de Troie confortablement installé au sommet de l'Etat en tant que racine du « Mal » à extirper, par lequel passent tous les malheurs de la République.

Je le sens. Je ne me trompe pas. Après tout, le Peuple congolais a toujours vaincu l'ennemi.

Si, en tous les cas, à travers les résidus positifs de son armée, sa presse, son élite, sa classe politique et sa jeunesse, la Rd-Congo n'arrivera pas à faire prévaloir son opiniâtreté et sa bravoure de répondre au défi de l'ennemi avec dignité, il y a fort à parier que le morcellement du pays, qui commencera par le Kivu, avec toutes ses conséquences, sera effectif dans les mois à venir.

Chapitre 3
Les ferments qui font lever la dictature sont toujours les mêmes

3.1. L'unique solution : L'Arc-en-ciel congolais

Les Américains et les Occidentaux savent bien se débarrasser des alliances qu'ils estiment encombrantes pour une raison ou une autre, mais toujours dans le sens de leurs intérêts.

Grâce au courant de l'Est, le vent de la Perestroïka, qui souffla sur l'Afrique au début des années 1990, les superpuissances du Nord l'ont fait pour un certain nombre de pactes plus que gênants avec des despotes installés et maintenus en place au nom de leur unique qualité d'anticommunistes.

Autant les anciens dictateurs ignoraient les profondeurs de la cause capitaliste qu'ils défendaient avec beaucoup de zèle, autant Paul Kagame et Yoweri Museveni qui croient fonder leur puissance régionale sur des régimes musclés aujourd'hui ne se sont jamais posé la question de savoir en quoi ils étaient différents de ces pantins serviles

qu'ils ont contribué à chasser du pouvoir.

Personne ne les aide à comprendre que, dans leur servitude volontaire et leur infernale convoitise des richesses du Congo, ils n'offrent rien de spécial aux superpuissances du monde insatiables, le même service, si pas davantage, pouvant être rendu autrement, en tous cas sans faire couler une seule goutte de sang ni dresser les 80 millions de Congolais contre quiconque voudrait s'installer ou investir dans leur pays et contribuer à son développement.

Les présidents rwandais et ougandais se refusent d'admettre qu'à part Israël qui constitue en réalité un cas totalement différent de leur organisation terroriste « Tutsi international Power », les services de « sous-traitants » et de « gendarmes » confiés à des agents régionaux étroitement liés auxdites superpuissances, les Etats-Unis en particulier, ont toujours changé de mains au cours des décennies passés.

Il n'y a donc pas de raison, pour si peu, que le Rwanda et l'Ouganda croient conserver indéfiniment le monopole de la prétendue puissance régionale des Grands-Lacs au service des Américains et autres Occidentaux dont la politique a toujours été une question d'intérêts et non d'alliés.

Au lieu de conduire à une remise en question de la politique de destruction massive tirée de l'idéologie de Bilderberg et de Lugano, comme à la meilleure lecture du rapport du journaliste Wayne Madsen, en permettant au Congrès d'examiner l'implication des Etats-Unis dans les génocides et les guerres civiles en Afrique Centrale, ainsi que le rôle que jouent les compagnies militaires américaines privées non seulement au Congo mais aussi dans d'autres pays ravagés par des conflits armés, les attaques terroristes du 11 septembre 2001 avaient plutôt poussé les Américains et leurs alliés européens à considérer les régimes

sanguinaires et génocidaires tutsis ougandais de Museveni, rwandais de Kagame et burundais de Buyoya, comme la sève d'une certaine renaissance africaine.

Il s'agissait pourtant d'un artifice de la politique subsaharienne de l'administration Clinton qui ratissait large avec les pouvoirs du sud-africain Nelson Mandela, de l'Ethiopien Meles Zenawi et de l'Erythréen Issaias Afeworki. Ce n'était que pyrotechnie à travers laquelle, d'un côté, les Américains déclaraient leur croyance au lancement d'une Afrique idéale, alignée harmonieusement dans l'évolution d'un monde globalisé, grâce au volontarisme pragmatique affiché par ces nouveaux sous-maîtres de l'Afrique, mais de l'autre, ils ne rêvaient en silence que la disparition de la souveraineté de tous les Etats nations et leur supplantation par le contrôle corporatiste mondial de leurs économies sous surveillance d'un Etat policier électronique mondial.

Il est certain que tous ces chefs d'Etat africains, Kagame et Museveni spécialement, ne partageaient pas le même rêve avec leurs parrains américains.

Il est tout aussi évident que le choix manichéiste dualiste des Démocrates américains ne reposait pas sur une perception biaisée de la réalité qui était bien connue d'eux. Ils savaient qu'il existait dans ces trois pays de la région des Grands-Lacs des structures formelles de bonne gouvernance dont les leaders étaient peut-être érigés en modèles, mais les deux membres en vue de la galaxie, Kagame et Museveni, trônaient sur des régimes génocidaires et politiquement verrouillés.

Autant la thèse de l'intangibilité des frontières, considérée comme une ancienne idée dépassée de l'Oua, hantait les Américains et leurs pantins de la « Renaissance Africaine » à la fois, autant était partagée par eux l'idée

d'une seconde conférence pouvant revoir à la fin du XX^{ème} siècle les conclusions de la première Conférence de Berlin de 1885, allusion faite au dépeçage du Congo, pays trop vaste pour être dirigé depuis Kinshasa.

Les Américains utilisaient ainsi tous ces nouveaux clowns flexibles pour diviser le continent noir dans l'unique but de mieux régner en améliorant et en renforçant subtilement la pratique d'une nouvelle forme d'eugénisme en vue d'éloigner le plus possible le déclin de l'empire capitaliste.

Si telle est l'évidence aux yeux de tous, le devoir vital de l'homme noir, dans les Grands-Lacs en particulier, consiste à ce stade à éclairer des points précis de la vérité sur l'Histoire africaine et congolaise, ajuster ses quelques faits singuliers, et les dégager de l'agrégat d'assertions travesties sous lesquelles ils sont ensevelis.

Révoltés tous, par les illusions dues aux falsifications impudentes de la crise congolaise et régionale, comme aux spoliations des patrimoines, nous nous retrouvons devant la responsabilité sublime de rentrer à l'origine, à la préhistoire, au paléolithique supérieur, où l'Histoire atteste non seulement les racines de la culture africaine actuelle dans le limon de la vallée du Nil, l'Egypte et l'Afrique Noire appartenant au même univers culturel, mais aussi la dominance des Nègres jusqu'aux temps historiques pendant des millénaires sur le plan de la civilisation, de la suprématie technique et militaire.

En fait, il s'agit bien des illusions frisant la phobie de la conscience d'une certaine race d'hommes, qui les poussent à fonder leurs constructions morales et à couvrir leurs élucubrations narcissiques et leur soif de suprématie

ravageuse, sur la monstrueuse altération unique au monde tout en demandant aux victimes que nous sommes tous, pauvres peuples d'Afrique noire, des Grands-Lacs singulièrement, d'oublier pour mieux aller de l'avant.

En effet, le peuplement primitif de l'Afrique noire tel que tiré des différentes découvertes, et donc confirmé par les préhistoriens, les historiens et autres anthropologues, indique que non seulement l'homme Cro-Magnon n'existe pas au Sud du Sahara, mais aussi et surtout, du paléolithique à nos jours, le Kenya, l'Afrique orientale, le Haut-Nil, sont habités par la même population qui est restée anthropologiquement inchangée.

Certes, les peuples africains se sont dispersés à partir du bassin du Nil qui demeure leur berceau primitif commun, et ont connu des degrés différents d'évolution suivant le hasard de la géographie, mais la caractéristique principale de l'histoire africaine reste cette variété de son contenu humain composé de Négroïdes, de Hamites, de demi-Hamites, de Chamites, d'Ethiopoïdes, de Nubiens, de Toubbous, de Teddas, de Nilotiques, de Sabéens, voire des Caucasoïdes, avec les Khamites orientaux qui peuplent pratiquement l'Afrique centrale et occidentale.

Le « vrai nègre » que nous sommes tous au départ, Ougandais, Rwandais, Congolais, Gabonais, Burundais, Egyptiens, Angolais, Sud-Africains et autres Guinéens, était donc là, dès l'origine des temps, dès le paléolithique. Il est même le seul à exister pendant des millénaires.

Ce Nègre d'Afrique noire est aussi le seul de tous les peuples de la Terre dont l'identité d'essence de la culture est établie avec celle de l'Egypte pharaonique, les deux cultures devant servir aujourd'hui encore de systèmes de référence réciproques.

Comme tant d'autres préhistoriens, historiens et anthropologues, **Cheikh Anta Diop** l'a démontré scientifiquement en affirmant que le Nègre d'Afrique noire « est le seul, à pouvoir se reconnaître encore de façon indubitable dans l'univers culturel égyptien ; il s'y sent chez lui ; il n'y est pas dépaysé comme le serait tout autre homme, qu'il soit indœuropéen ou sémite. Autant un occidental, aujourd'hui encore, en lisant un texte de Caton, ressent l'écho de l'âme de ses ancêtres, autant, la psychologie et la culture révélées par les textes égyptiens, s'identifient à la personnalité nègre ».

L'éminent Professeur sénégalais conclut que « Les études ne sortiront du cercle vicieux où elles se meuvent, pour retrouver tout leur sens et toute leur fécondité, qu'en s'orientant vers la vallée du Nil », étant entendu que **l'unique solution aux conflits cyniquement conçus et télécommandés par l'Occident dans la région des Grands-Lacs, en Afrique noire tout court, se trouve dans le creuset de nos sources communes.**

Il est impérieux de jeter à notre tour, comme les autres du Nord, un regard plus fureté sur la nécessité du **fondement des nations et des Etats de la région des Grands-Lacs, et de l'Afrique noire en général, lequel réside plutôt dans ce creuset culturel commun et non dans l'action étatique.**

Devant les perspectives d'avenir qui s'annoncent de plus en plus sombres pour les uns et les autres, et donc cette menace générale qui pèse sur le futur de l'ensemble de la région des Grands-Lacs, commençons par partager le souci de contribuer à la connaissance de l'Afrique, à son insertion harmonieuse dans le monde moderne, et surtout au progrès général de l'humanité, à l'éclosion d'une ère d'entente universelle.

Partant de la page de l'Histoire de l'Egypte qui demeure jusqu'à preuve du contraire **un tronc commun** pour tous les peuples noirs d'Afrique, il est question de pousser ceux-ci, dont la grande majorité est retombée à l'âge semi-ethnographique, à **rejoindre le peloton de tête de l'espace humaine au lieu d'être éternellement et cycliquement écrasés par la roue de l'Histoire qui ne respecte plus que la loi de la force dans l'union.**

De peur d'être tous liquidés et disparaître demain, les peuples du continent doivent arriver à transcender leurs petites vues pour **aspirer au triomphe de la notion d'espèce humaine dans les esprits et dans les consciences afin de construire un monde où l'Histoire particulière de telle ou telle race ou ethnie s'efface devant celle de l'Homme ou de la Nation tout court.**

Et chacun gagnera dans un décor nouveau des phases plus décisives de la conquête de la civilisation par l'Homme, par l'espèce humaine tout entière, un décor en termes généraux qui ignorent les particularités accidentelles devenues sans intérêts.

Tel est le vrai combat de l'Homme noir que nous sommes tous dans la région des Grands-Lacs, lequel exige de chacun de nous d'**épargner nos peuples respectifs des folies des autres, de cette Amérique, de cet Occident, qui nous ont toujours divisés et continuent de nous diviser, qui nous ont toujours poussés et continuent de nous pousser aux crimes, au génocide, entre nous-mêmes, pour qu'ils en tirent indéfiniment profit.**

Il faut beaucoup d'humilité et de courage à la fois aux élites de l'Afrique noire pour se rendre à l'évidence et accepter le fait que **ce sont les mêmes superpuissances du**

monde qui nous droguent de mirage pour nous autodétruire et masquer à nos peuples, par des expressions sublimes dépourvues de contenu réel et sincère, les paramètres essentiels du développement du continent, les obstacles qui entravent son évolution et menacent sa sécurité, sa survie même, et contre lesquels elles seront condamnées un jour à lutter.

L'élite africaine doit cesser d'altérer l'Histoire et de vivre indéfiniment sous l'anesthésie géopolitique de « l'homme blanc » qui bloque ainsi expressément les peuples d'Afrique noire dans la compréhension des tenants et aboutissants du morcellement politique du continent, lequel a permis à l'impérialisme de reprendre si aisément le leadership du monde. Elle a plutôt intérêt à fonder sa vision sur l'unification, l'union, indispensable pour la survie des générations futures noires, laquelle est du reste à la portée des Négroïdes que nous sommes, au regard de l'homogénéité du niveau de vie des masses.

L'élite africaine noire a le devoir de dire aux populations toutes ces vérités libératrices qui ont toujours confondu les charognards, artisans du découpage sauvage du continent noir en morceaux, par égoïsme borné, caché sous le manteau de réalisme, et s'appropriant dans un système de prédation capitaliste 90 % des ressources naturelles et autres biens produits sur toute la Terre.

Oui, les Peuples d'Afrique noire ont besoin de savoir prioritairement que l'impérialisme dont la perte est à l'ordre du jour, est une pieuvre qui, par ses tentacules, a toujours libéré le tiers-monde d'un côté pour l'étreindre de l'autre, comme le démontre Cheikh Anta Diop dont je reprends fièrement et largement des extraits, ainsi que les profondeurs de la pensée.

Il revient aux peuples d'Afrique de conduire le monde, d'une manière ou d'une autre, en commençant par leur unification vers une ère d'harmonie universelle où le rythme actuel d'accumulation, d'enrichissement des uns et d'appauvrissement des autres, cessera d'être une acceptation collective qui tue les peuples noirs à petit feu, et les richesses et les biens produits sur la Terre profiteront à l'ensemble de sa population.

Nous sommes dans l'obligation de pousser nos divers peuples du Congo, du Rwanda, du Burundi, de l'Ouganda et d'ailleurs, à s'engager plutôt dans des théories culturelles qui parlent de culture en restant collées à l'événement national y afférent, au problème linguistique et à la vérité historique.

Nous sommes ainsi appelés à rejeter systématiquement toutes les autres théories culturelles qui prétendent renouer la culture nationale en la greffant sur une souche étrangère, à cultiver au maximum les sentiments patriotiques pour mieux lire au fond de nous-mêmes, nous évaluer sans complaisance et enfin réagir avec vigueur et efficacité. Le moment est grave et l'Afrique, la région des Grands-Lacs en particulier, ne peut se refléter aujourd'hui qu'à travers le patriotisme intégral de ses filles et fils.

Il est complètement absurde de transformer les nécessités militaires éphémères en nécessités philosophiques. **La sociologie africaine exige un bilan du passé** pour aider la région des Grands-Lacs, et l'Afrique en général, à mieux faire face au présent et à l'avenir.

Les Négroïdes que nous sommes devront se mettre ensemble pour forger le passage de la conscience tribale ou ethnique à la conscience nationale à tous les niveaux.

Nul n'a certes le droit ni le pouvoir de supprimer la notion de tribu ou d'ethnie qui demeure une réalité

historique et culturelle en Afrique noire, mais les Africains chasseront définitivement les ténèbres de l'obscurantisme sous toutes ses formes. Ils aideront à l'insertion des peuples à la démocratie fondée sur la loi de la majorité et la protection des minorités, et éviteront au continent noir, surtout la région des Grands-Lacs, de faire les frais du progrès humain en les orientant vers la matérialisation de l'Unité culturelle régionale et de l'Afrique noire en général, base et ciment de son unité politique.

Dans un esprit de remise en question en profondeur, les enfants du continent noir que nous représentons à un niveau ou à un autre, apprécieront la validité des crimes historico-sociologiques classiques vécus par rapport à l'évolution du monde des XXI et XXII^{ème} siècles, évalueront et diront courageusement aux peuples noirs des Grands-Lacs et de l'Afrique noire en général, les énormes pertes et risques encourus à moyen et à long termes, avec les conflits et guerres fratricides stupides dans lesquels les superpuissances du Nord les ont plongés des siècles et des décennies durant, les rapports de force changeant au gré de leur vouloir.

Ce combat du futur pour l'Afrique noire, la région des Grands-Lacs spécialement, exige le renforcement de la personnalité culturelle nationale qui demeure une garantie de sécurité collective.

De manière concrète, dans un tel environnement des mille collines qui conduit le pays vers un carnage certain, **« l'Arc-en-ciel congolais »** s'avère être **l'unique solution** qui s'impose à tous.

La « Nation Arc-en-Ciel », Rainbow Nation en anglais, cette notion magique conçue par l'archevêque Desmond

Tutu, signifie un rêve de voir s'ériger une société sud-africaine post-raciale.

En dépit de quelques altérités politiques et contextuelles mineures entre l'Afrique du Sud de 1960 et le Zaïre/Congo d'aujourd'hui, tournant essentiellement autour de la qualité des élites et des populations, la thérapie de choc appropriée pour les deux cas s'avère quasi analogue tant sur le plan de la philosophie que du symbole.

L'Arc-en-ciel congolais exigera beaucoup d'humilité et de sagesse à toutes les parties au conflit, à savoir la minorité tutsie et la communauté internationale qui la soutient sordidement, d'un côté, et la large majorité du Peuple souverain bantou, de l'autre.

Une autre manière figurée de penser la cohabitation des communautés, non par leur moulage mais plutôt par leur rapprochement, **la « Nation Arc-en-ciel »** répond au besoin réel de réconciliation, de pacification, de reconstruction, de développement en Rd-Congo et dans l'ensemble de la région des Grands-Lacs en général.

A l'opposé du modèle d'apartheid classique où la société sud-africaine était composée des nations munies chacune de sa propre culture, et le concept de société plurale servit, à partir des années 1960, à définir la société sud-africaine pour justifier la séparation raciale, le Congo/Zaïre a plutôt besoin à son tour d'un rassemblement où la démocratie et la démographie demeureront des éléments structurants clés du système politique et économique.

Naturellement **accommodée aux réalités congolaises, notamment la complexité des relations interethniques et le désordre identitaire qu'elle a entraîné, la pensée d'Arc-en-ciel sera alors une symbiose entre la conception sud-africaine elle-même, d'une part, et les modèles italien,**

suisse et allemand, de l'autre. Elle s'inspirera courageusement de la démocratie « consociationnelle » ou de concordance, un système politique basé sur l'association et le consensus des divers groupes sociaux, ethniques et politiques qui composent le Congo/Zaïre.

Le concept de « Nation Arc-en-ciel » en Rd-Congo qui devra être défini par les Congolais eux-mêmes, sans les interférences intempestives de la tortueuse communauté internationale, mais avec sa contribution, traduira le groupement des communautés existant réellement en un ensemble « uni » dans une nouvelle alliance, un accord fondateur plus juste, qui succédera à tous les autres caractérisés par la falsification éhontée de l'Histoire et son cortège des horreurs, œuvre macabre d'une association de criminels internes et externes, avec un cheval de Troie étroit et sanguinaire glissé au sommet de l'Etat.

Et l'on parlera alors **d'une alliance réellement nouvelle et porteuse d'Espoir, de Paix durable, de Sécurité et de Développement réel pour tous,** avec son effet d'entraînement sur toute l'étendue de la région des Grands-Lacs.

L'on évoquera une inspiration divine qui se prescrira à tous, même aux commanditaires notoirement connus des guerres et autres conflits récurrents qui gangrènent la région, en rupture avec l'illusion fatale de l'esprit de domination d'une infime minorité, tutsie, sur la large majorité bantoue qui s'y opposera toujours de manière nette.

L'unique solution d'irisation ainsi présentée ne manquera pas d'éveiller l'élite congolaise cupide, médiocre et somnolente de tous bords, scandaleusement manipulée par l'Occident pour ses propres intérêts, jusqu'à pousser lourdement les membres des différentes communautés des

Grands-Lacs et de l'Afrique noire en général, pourtant une et indivisible, à se haïr, s'opposer et s'entrexterminer perpétuellement.

Dans la généralisation certaine de la « Nation Arc-en-ciel congolaise », en effet, en tant qu'unique instrument efficient de mobilisation sociale, le Kivu, la Rd-Congo en général, comme tous les pays voisins de l'Est, y a tout à gagner. Car, toutes estimations et considérations faites, aucune des parties au conflit n'oserait prétendre être sûre de l'emporter sur l'autre demain.

Au lieu de conduire la région des Grands-Lacs, et l'Afrique noire de manière générale, vers l'hécatombe dont personne ne peut évaluer ni la nature ni les conséquences in fine, les uns et les autres réussiraient par contre à mettre fin à leurs illusions respectives, à savoir une minorité tutsie, environ 4 % de la population, qui croit pouvoir dominer éternellement 96 % de Bantous, d'un côté, et ces derniers qui passent le clair de leurs temps à imaginer des scénarii pour rendre la monnaie de la pièce à l'ennemi impénitent, de l'autre.

Le rêve des conflits interminables est interdit aujourd'hui, pour les uns et les autres, parce que l'exemple de l'Israël a bien montré que la crise du Moyen-Orient qui faisande l'existence des peuples dans cette partie névralgique du globe, sera encore longue, populaire et éprouvante pour toutes les parties qui présument toutes s'entourer de suffisamment d'assurances.

Qu'il s'agisse d'Israël, de Tutsi international power, des Palestiniens, des majorités bantoues dans les Grands-Lacs, le modèle de « Nation Arc-en-ciel » est à adopter dans un ajustement intelligent avec chacun ses propres réalités.

Il constitue **la seule voie scintillante qui fera de tous les Congolais des vainqueurs de la lutte contre l'autre vile**

sorte d'apartheid imposée en Rd-Congo.

Je sais pertinemment bien que le modèle de Nation Arc-en-ciel congolais exigera plus de modestie, de sagesse et d'humilité aux Tutsis qui ont toujours cru, à tort, que Dieu leur avait confié le droit de dominer les autres, allusion faite à la perception déformée que le colon allemand et belge avait inculquée dans leur tête.

La rupture radicale ne les conduira pourtant, eux surtout, que vers la ruine collective. Ils ont plus intérêt à prendre place à bord du train de l'Arc-en-ciel. S'ils se sentent réellement Congolais, ils n'hésiteraient point à préférer au ravage communautaire **un Congo nouveau, une Région des Grands-Lacs moderne, une Afrique noire neuve,** où les valeurs et principes immuables de la démocratie s'exercent en harmonie avec, à la clé, la Paix et la Sécurité pour tous.

Les Grands-Lacs n'ont pas besoin d'un futur condamné aux génocides cycliques. La nouvelle Nation congolaise veillera à ce que, dans tous les cas de figure, les auteurs des crimes imprescriptibles commis sur le territoire congolais depuis 1996 en répondent d'une manière ou d'une autre.

L'Arc-en-ciel congolais reste l'unique voie idoine pour rassurer tous les citoyens congolais en quête d'identité dans un pays génocidé, à reconstruire demain, autant pour apporter les meilleures réponses aux nombreuses questions qui se posent autour de la cohabitation pacifique entre les communautés que le colon belge a divisées et opposées pour mieux régner.

Les Congolais sont capables de faire en sorte que la signification et le symbole de la « Nation de l'Arc-en-ciel congolais » demeurent le plus cohérents possible pour qu'elle ne soit pas un mythe.

Par rapport aux excentricités exagérées et autres graves horreurs subies, les filles et fils du Congo/Zaïre sont en mesure de traduire le concept d'Arc-en-ciel comme un engagement fédératif propre à mettre un terme à l'existence d'un Congo trahi en permanence par les uns et les autres, sur une plate-forme de falsification de l'Histoire, de double langage, de ressentiments opposés, d'incertitudes et de désespoirs, ouvrant ainsi la voie vers une Paix véritable et durable, une Réconciliation ethnique sincère, une Sécurité absolue et un Avenir meilleur pour tous.

3.2. Sinon, le sort lié à la spirale de la violence avec le rapport des forces toujours changeant

Dans la vision des nombreux dirigeants américains, la crise congolaise qui dure depuis deux décennies ne se résoudra que lorsque « les frontières de la Rd-Congo seront modifiées » dans le sens d'un Berlin II, et « la question des opportunités économiques sera envisagée pour l'Est du Congo et l'ensemble de la région des Grands Lacs », à travers, par exemple, la création d'un « marché commun » qui inclurait la Tanzanie, le Rwanda, l'Ouganda, l'Ouganda et la Rd-Congo elle-même.

Pour ce groupe de décideurs américains qui croient que le monde leur appartient réellement, un tel dessein de gestion commune des ressources naturelles de la Rd-Congo par les pays de la région des Grands-Lacs permettrait une libre circulation des personnes et des biens, et garantirait aux entreprises des pays membres l'accès aux ressources minières et forestières du Kivu contre seulement le versement des droits de douane et des taxes à l'Etat congolais !

Le plan américain tel que présenté, mais remis en question et un tant soit peu freiné par l'administration

Obama, reste fidèle à l'esprit de Bilderberg et de Lugano. L'exploitation des échanges commerciaux est à sens unique, la Rd-Congo ne pouvant avoir le même accès aux richesses des autres pays de la région, tandis que, pour sa réalisation, les populations congolaises ont eu droit à un génocide en règle, ainsi qu'à une humiliation extrême à travers un certain « Joseph Kabila », sujet rwandais, imposé à la tête du pays en pleine guerre contre le Rwanda !

Le schéma émane des idéaux du puissant lobby militaro-industriel américain qui veut que la Rd-Congo et d'autres pays vastes et riches d'Afrique comme le Soudan et le Nigéria, oublient la notion de souveraineté nationale.

C'est à cette vision inique et à la puissance de l'empire capitaliste que la pauvre Rd-Congo et tout le continent africain en général, sont confrontés aujourd'hui, de la même manière qu'une quinzaine de pays africains également déstabilisés, où les Américains ont installé 34 bases militaires à travers l'Africom, et détruit l'espoir du panafricanisme, la Jamahirya du guide Mouammar Kadhafi.

Devant un tel rouleau compresseur américain, la plus grosse machine de destruction massive au monde, il y a certes péril en la demeure, mais les temps ont changé.

Les deux grands écrivains et professeurs d'Université Philippe Pignarre et Isabelle Stengers, ont dépeint le système politique qui se reflète en Rd-Congo, celui d'imposture, de colonisation, de prédation, de dictature, d'extermination, affaibli avec le temps parce que devenu trop lourd, infiltré – aussi – et démystifié par une population génocidée, meurtrie, humiliée mais digne, debout et courageuse, vouée à la résistance.

Après avoir largement profité de la propension de certaines populations à se faire coloniser en conditionnant

le schéma de la corruptibilité de la société congolaise jusqu'à ce qu'elle se départît des valeurs qui l'ont toujours fondée et lui ont permis de se libérer et de s'unir, le système prédateur a du plomb dans l'aile, à l'instar de toutes les combinaisons de même espèce dans un environnement qui se veut moderne et démocratique.

Après l'échec de la politique de garder le pouvoir volé par un ralliement d'un grand nombre d'alliés naturels en achetant les gens et en leur inculquant une culture de corruption de masse pour trahir, le système d'occupation et de prédation ne tourne plus rond parce que fondé aussi sur la « sorcellerie capitaliste ».

Le règne du système des petites gens uniquement préoccupés par l'intérêt disparaît de plus en plus au profit de l'émergence d'une nouvelle société où, au-delà du gain, les valeurs fondamentales de l'Humanité cohabitent harmonieusement avec celui-ci.

Aujourd'hui, les tenants du pouvoir génocidaire régnant ne savent plus « colmater, boucher les fuites, étendre la signification des règles, faire rentrer une situation un peu inédite dans le rang, faire évoluer les définitions, défaire une possibilité de leur échapper… ».

En lui-même, comme le précisent les deux grands penseurs, le système devient celui de « l'impossibilité » de continuer à « fonctionner dans une intelligence discrète comme par le passé ». Tout finit par se savoir.

Acculé jusque dans ses derniers retranchements malgré les apparences, le dispositif en souffre et se voit obligé de tricher, de mentir, de violer les lois et les règles publiquement, au vu et au su de tous. Parfois même, si pas très souvent, avec effraction.

La tâche devient difficile, et de plus en plus. Les

Congolais ont pris la décision de mettre fin à la sorcellerie de l'agression génocidaire de l'occupant. Ils s'organisent pour recourir aux pratiques de désenvoûtement en vue d'affronter plus efficacement – et l'emporter –, l'empire de la « presse coupagiste », des « mediasmensonges », des petites victoires issues de la fraude, des petites mains corrompues.



L'emporter, bien entendu, parce que **l'avantage du Peuple congolais dans son combat de survie demeure aussi la fragilité du pouvoir d'occupation rwandaise au regard de l'abondance du sang mêlé au mensonge et au sable sur lequel son édifice a été bâti.**

Il aurait été indigne pour la Patrie si le cri de douleur et de révolte, dans son contexte politique et sociologique sensible, et même dans sa crudité citoyenne, n'était pas lancé de l'intérieur du pays par les manifestants dont ceux des 19, 20 et 21 janvier 2015, contre un projet de loi électorale visant à modifier la Constitution dans le sens de favoriser un troisième mandat illégal d'un « Joseph Kabila » si maudit par les Congolais.

Dans la mesure où aucune Constitution ni aucune élection ne peut masquer le tableau funeste de haute trahison,

d'agression, d'horreurs et de génocide dont la Nation est victime, comme aucun peuple au monde n'accepte encore d'être dirigé par défi en ces temps modernes, les Congolais qui se refusent de subir plus longtemps le sort d'un Mohamed Ali, champion du monde incontesté en boxe, obligé de se battre sur le ring avec les mains liées derrière le dos, ont fini par en tirer toutes les conséquences.

Le Congo et son Peuple ont désormais pris l'option de se battre pour regarder l'avenir avec espoir et confiance. Ils sont aujourd'hui conscients de réunir, comme d'autres peuples à travers le monde, tous les moyens pour arrêter eux-mêmes leurs souffrances, mettre fin au terrorisme d'Etat, à l'insécurité totale et au blocage du pays, et ainsi remonter la situation catastrophique et leur économie en débâcle.

Quel que soit l'or, le vernis ou l'arme que l'occupant du Congo peut utiliser pour laver plus blanc aujourd'hui, il finira par devoir se retirer et dégager définitivement. L'ouragan de l'Histoire l'y accompagnera. Avec ou sans douceur.

Car, cet or, ce vernis ou cette arme ne suffira plus pour sortir la Rd-Congo du chaos où elle se trouve. Faudra-t-il encore ajouter au leadership imposé les compétences, la stature et la loyauté requises, car relever la Rd-Congo pour la faire asseoir à la table des grandes nations est une tâche gigantesque qui s'est avéré au-dessus des moyens à la portée du président « Joseph Kabila » et le système qu'il incarne.

Par toutes sortes de comportement, les Congolais sont en train d'exiger aujourd'hui le départ de l'imposteur parce qu'en s'éloignant, il aura débarrassé la Rd-Congo de l'entrave majeure à sa survie et à son développement.

En partant, il aura prouvé que ses contradicteurs avaient tort de penser qu'il n'avait pas la hauteur pour le faire et sortir par la grande porte.

En dégageant, le « rais » aura surtout opté pour la plus belle chose qu'il peut encore faire pour un pays qu'il a largement contribué à agresser, blesser, ruiner et humilier.

Les Congolais n'ont jamais rêvé en demandant à « leur » chef de l'Etat de disparaître à jamais. Ils connaissent par cœur l'obsession intéressée et destructive de la dynamique d'agression qui l'impose à la tête du pays, autant que l'esprit opportuniste et prédateur qui prédomine autour de lui.

En véritable despote, il est en train de tenter de s'accrocher au pouvoir pour liquider le pays, sous prétexte qu'il est « désiré » et indispensable à la paix alors que l'humanité entière sait comment et pourquoi l'artisan du génocide « Joseph Kabila » a été très mal élu en 2006 et 2011.

L'effacement du président est de mise lorsque la compétence et la confiance à la fois font défaut. Et son ambition qui manque de talent et de loyauté, dans ces conditions, n'est qu'un crime de plus pour les Congolais, un Peuple encore et toujours avide de liberté et de démocratie, qui a fini par apprendre que la survie de son pays, sa propre existence et le bonheur de ses générations futures sont des causes orphelines.

Enfermés dans leur propre pays, privés de paix, de liberté et de justice, et donc poussés à intérioriser chaque jour qui passe l'évidence de n'attendre aucune aide juste, aucune assistance sincère de nulle autre part et de personne d'autre que du Congo et d'eux-mêmes, les Congolais tiennent désormais, d'une manière ou d'une autre, à avoir le contrôle sur leur destin.

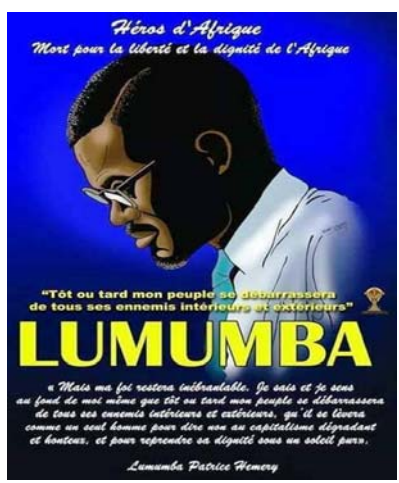
Ils veulent reprendre en main l'initiative et le contrôle de leur condition en vue de bâtir seuls le futur sur en vue de bâtir seuls le futur sur la fondation de liberté.

L'on dira à ce moment-là, et à ce moment-là seulement,

que la paix s'est réalisée et la prospérité forgée, que la douleur est surmontée et une nouvelle ère de reconstruction, de développement et donc de progrès débute, que la justice a triomphé et les prochaines années seront plus heureuses.

L'on appréciera combien les Congolais auront réussi à remplacer l'image d'un pays sans âme ni repère, implantée dans les consciences internationales, par celle d'un Congo « source de paix, de progrès et de liberté. » Et l'on applaudira l'exploit d'un Peuple ainsi délivré, après avoir stoppé toute la diversion autour des véritables enjeux, et mis un terme à la psychose du silence diablement concerté sous l'impulsion des mêmes maîtres du monde assidûment avides de puissance, lesquels n'ignorent pourtant rien d'un nouvel épisode de génocide couvant et menaçant encore une fois la région des Grands-Lacs, la Rd-Congo en particulier.

Pour y arriver, et à l'instar du vent de la perestroïka, les Congolais sont en train d'éliminer durablement les mauvaises herbes de la démocratie pour que leurs graines ne se ressèment plus jamais.



Hier, les seules armes des Congolais étaient leurs larmes très abondantes et leurs cœurs trop tendres, pacifistes. Inoffensives, elles le sont encore parce que différentes de celles de la communauté tutsie du Rwanda lorsque ses membres ont voulu croire aux soi-disant injustices leur infligées, avant leur option de s'assumer et de se rendre justice.

Différentes aussi des larmes et des cœurs des « terroristes », toutes tendances confondues, avant leur engagement dans ce qu'ils croient être les meilleurs voies et moyens pour défendre leur cause.

Il est temps d'éviter de laisser les larmes et les cœurs des Congolais se transformer en armes meurtrières ou de destruction massive comme chez les autres.

Les petits malins lanceront toujours le sempiternel appel de Paix tout en sachant que cette Paix qu'ils assassinent à dessein est un droit pour tous. Ces minables esprits diaboliques ignorent toujours comment et à quel moment le foudroyant déclic du changement de leur hypocrisie finit par se manifester et s'imposer aussi à tous.

Le message de **« Paix pour tous ou guerre pour tous »** s'adressé aux déstabilisateurs de la Rd-Congo, qui ont l'obligation de s'impliquer dans le processus d'hygiène comportementale internationale, celui d'épuration des mœurs préjudiciables à l'humanité entière.

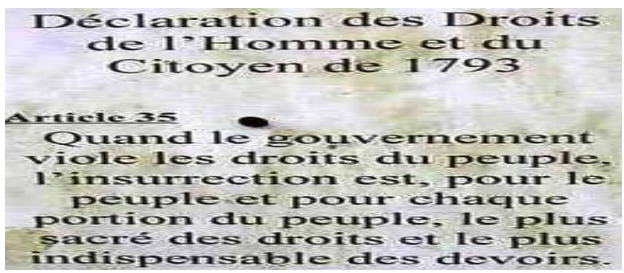
Je demeure convaincu que **la paix est nécessaire pour tous, tandis qu'un monde sans haine ni violence ni injustice, et donc sans terrorisme, est possible.**

Telle est mon intime conviction, mon meilleur souhait, mais aussi le sens de mon combat, car nul n'inventera une autre roue pour que les mêmes causes cessent demain de produire les mêmes effets en Rd-Congo où un véritable conglomérat d'aventuriers et de criminels qui a excellé dans

l'exiguïté de la gestion de toute une nation, se permet encore de monter des scénarii de la mort dont le chaos et la modification des règles du jeu afin de se maintenir au pouvoir et pérenniser un système de médiocrité, de laideur, de férocité et de trahison.

Tous les signes des temps ont annoncé qu'à l'instar de Ferdinand Marcos, Shah d'Iran Pahlavi, Bokassa 1er, Mobutu Sese Seko et tant d'autres despotes, l'imposteur « Joseph Kabila » est en train de terminer sa course dans les ravins d'une tragique déchéance.

Dans les conditions d'unique voie de sortie qui leur reste en tant que Peuple, c'est-à-dire la lutte citoyenne sans merci, les Congolais qui ont su opposer une farouche résistance aux prétentions de l'ennemi deux décennies durant, affronteront le balkanisateur dans l'intérêt public, et toute combinaison tendant à prolonger le système de maintenir la Rd-Congo en otage sera condamnée, combattue et pulvérisée.



3.3. Les formes mouvantes se dessinent… Très loin… Là-bas

L'histoire est constituée d'actions, d'événements et de faits dont tout homme lucide à l'esprit de discernement peut tirer des enseignements précieux.

Certaines personnes vivent dans le présent, oublient le passé et sont aveugles à l'avenir. D'autres se réfugient dans le passé. Très peu ont ce don particulier de savoir appliquer

le passé au présent de façon à faire apparaître le futur.

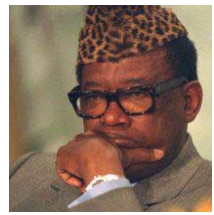
Les grands hommes, eux, possèdent ce don précisément. Car, dans toute lutte, ils sont contraints à penser en fonction des données du combat du moment, de la technique de leur temps, là où d'autres raisonnent encore par rapport aux paramètres dépassés.

Bruce Catton disait de Lincoln que « Pour cet homme, de temps en temps, le ciel ne touchait pas l'horizon et il voyait des formes mouvantes, très loin là-bas… ».

De même, comme stratèges militaires, De Gaulle et Mac Arthur se tenaient au-dessus des nuages et voyaient dans le lointain. Alors que De Gaulle mettait en cause l'invincibilité de la ligne Maginot et demandait ce qui se passerait si l'ennemi devait refuser de se laisser attirer dans « le comportement de terrain », Mac Arthur, lui, sauta par-dessus les îles que les Japonais avaient fortifiées pour surgir sur celles qui ne l'étaient pas.

Seule la mobilité était la clef de la vulnérabilité de la ligne Maginot, tout comme elle était le crochet de la stratégie d'effet de surprise de Mac Arthur dans la guerre du Pacifique. Ce qui semble évident rétrospectivement n'est souvent pas évident du tout sur le moment.

Cette leçon avait été rappelée plusieurs fois au président Mobutu dans les moments difficiles que traversait notre pays au début des années 90. Elle vaut aujourd'hui pour un « Joseph Kabila » qui affronte pratiquement les mêmes défis de rejet populaire et se retrouve devant la même contrariété que le maréchal à l'époque.



Les distances que prennent Belges, Français, Britanniques, Allemands et surtout Américains, à l'égard de celui qui dirige de main de fer la Rd-Congo, permettent de confirmer l'appréhension sur la délicatesse et même la rigueur des prévisions de la force de l'histoire sur le régime d'occupation et de prédation de Kinshasa qu'il incarne.



L'histoire se répète. Et, en la matière, il est démontré que les avertissements, les menaces et surtout les ultimatum diplomatiques auxquels les Américains recourent souvent, ont toujours symbolisé un signal de détresse ou mieux, un coup de sifflet final pour des situations confuses comme celle qui prévaut actuellement en Rd-Congo. La remise des trophées intervient alors après la décision de l'arbitre international et conformément à sa volonté !

Tous les dictateurs ont saccagé leurs nations. Si quelques rares d'entre eux, comme l'ancien président tchadien Hissène Habré récemment, ont répondu de leurs actes devant les juges, la plupart ont fait impunément

d'innombrables victimes. Ils sont tous des sosies, semblables en appétit de puissance et siamois en cruauté, comme le soulignent Pierre Accoce et Docteur Pierre Rentchnick.

Et lorsque le pouvoir les use, les fragilise et développe chez eux une forme plus ou moins atténuée de paranoïa, selon Madeleine Grawitz, la plupart des dictateurs présentent à la veille de leur chute, des symptômes probants et curieusement identiques : « Ils n'écoutent plus leurs conseillers, sélectionnent ce qu'ils souhaitent entendre, s'isolent, supportent de moins en moins les contradictions, deviennent susceptibles, rancuniers, vindicatifs ». Ils finissent presque tous par se couper de la nation qu'ils prennent en charge.



De manière générale, les dictateurs connaissent une enfance sans tendresse, parfois sans parents, précisent ces différents spécialistes. Puis, ils subissent l'influence d'éducateurs peu scrupuleux. En apprenant le mensonge afin de cacher leurs vrais sentiments, ils deviennent sournois. Intériorisant les interdits, ils laissent parler leurs caprices. Ne regardant jamais les hommes ni les situations en face, ils agissent sous l'impulsion du moment. Fréquemment portés

à la lascivité, à la dissipation, ils masquent par la recherche du plaisir leurs angoisses profondes.

Egocentriques forcenés, concluent-ils, les dictateurs dissimulent souvent aussi, sous une écorce frêle de héros apparent, une vraie poltronnerie, quand ce n'est pas la couardise. Une règle pour eux : « pour régner, diviser sinon supprimer ». Leur fin de règne aussi, a toujours été identique, dans un désaveu unanime.

En plus de toutes les causes, les mêmes, développées ci-avant, lesquelles ont toujours produit les mêmes effets, les caractéristiques communes aux despotes m'ont inspiré pour réaliser une étude comparative entre les faits, les actions et les événements qui ont déterminé et détermineront toujours leur fin de règne, d'une part, et ont scellé et scelleront encore leur sort, d'autre part.

Le parallélisme croisé qui concerne respectivement le maréchal Mobutu et « Joseph Kabila » en Rd-Congo, ainsi que Ferdinand Marcos aux Philippines, le Shah en Iran et l'Empereur Bokassa 1er en Centrafrique, a établi des similitudes tellement impressionnantes entre ces différentes dictatures que la projection du décor de demain en Rd-Congo devient plus aisée.

Il est bien entendu que la particularité de l'un ou l'autre cas, en termes de contexte ou de personnalité du dictateur ou encore de culture d'un peuple, n'affecte en rien notre approche qui se limite à ressortir la forte ressemblance dans ce qui entoure le comportement des führers avant, pendant et surtout après un règne vandale.

3.3.1. Parallélisme croisé Mobutu-Marcos – « Joseph Kabila »

La logique de mégestion, de non-respect des droits de l'homme, de violence, de fraude électorale et de

personnification de la Constitution vécue chez nous, dans un pays assiégé, en 2006, 2011 et en perspective pour 2016-17, invoque un ensemble des mêmes causes qui vont produire les mêmes effets parce qu'elle est en train de nous conduire vers une situation semblable à celle connue successivement par les peuples philippin et zaïrois, en 1986 et 1997.

En effet, à l'instar de Marcos et Mobutu en 1965, « Joseph Kabila » s'installe aux commandes de la Rd-Congo en 2001 grâce aux Américains.

Il ne tarde pas à se comporter en dictateur au service des grandes puissances du Nord capitaliste, ce qui aggrave la crise, la pauvreté et la bile des populations. La violence et la vénalité sont institutionnalisées. Le régime démocratique n'existe qu'en apparence. Comme les présidents zaïrois et philippin, le jeune imposteur se complait dans le trucage des élections et se dit élu du peuple. L'humanité entière assiste au triomphe de la fraude électorale sur la vérité des urnes en 2006 et en 2011.



A l'entière satisfaction des Américains, Marcos, Mobutu et « Joseph Kabila » bénéficient respectivement du

soutien total des présidents Johnson, Nixon, Reagan et W. Bush qui se félicitent des « relations spéciales » qui les lient aux trois dictateurs et grands manipulateurs politiques.

Comme de coutume, les dictateurs abusent leurs protecteurs et violent constamment les droits et libertés des citoyens. De crimes en crimes, en toute impunité !



A l'image de ce qui se trame au pays de Lumumba, l'ouragan de l'histoire trancha net tant sur le sort de Marcos que celui de Mobutu.



Comme ses pairs brouillons, Marcos a poursuivi les purges politiques, muselé la presse, suspendu les institutions et renforcé la politique de pillage de l'Etat.

Aux Philippines, on a vu l'accroissement des inégalités, la multiplication de la violence, l'absence de réformes et le népotisme ressusciter, exactement comme au Zaïre sous Mobutu et en Rd-Congo en ce moment précis, l'opposition que mène le parti libéral dirigé par Benigno Aquino.



Dans leur livre « Ces malades qui nous gouvernent », Pierre Accoce et Pierre Rentchnick affirment que le régime philippin s'est radicalisé, les arrestations arbitraires se sont multipliées, les tortures et les exécutions sommaires amplifiées.

A Washington, curieusement, Nixon, Gérard Ford, Reagan, Clinton et Bush ne bronchent pas davantage. Seul Jimmy Carter manifestera son désaccord mais sans insister.

Comme au Zaïre à l'époque de Mobutu et au Congo démocratique occupé, où tous les tripatouillages intempestifs de la Loi suprême ne visent que la duperie électorale, Marcos se taille en 1981 une nouvelle Constitution qui lui permet de régner par décrets et ordres présidentiels, et d'organiser sans crainte de nouvelles élections dont la manipulation outrageuse pousse naturellement l'opposition à les boycotter.

Nommé jusqu'en 1987, comme Mobutu le 4 décembre 1991 et « Joseph Kabila » sans aucun mandat légal depuis le 16 janvier 2001, et en dépit du soutien des Américains, Marcos récidive : Benigno Aquino est abattu d'une balle dans la nuque à son retour à Manille après un exil de 7 ans.

L'intensité du choc ressentie par tous est très forte. La bourde fait penser au massacre controversé des étudiants à Lubumbashi en 1991, ainsi qu'à celui des chrétiens à

Kinshasa en 1992, sous Mobutu.

La gaffe mortelle est comparable aux assassinats de Floribert Chebeya, Fidèle Bazana, Armand Tungulu et autres Aimée Kabila sur ordre du président « Joseph Kabila ».



De la même manière qu'au Zaïre et en Rd-Congo, la ligne rouge vient d'être franchie par Marcos aux Philippines.





L'assassinat du leader charismatique de l'opposition philippine ouvre un tournant décisif vers le pire pour Marcos, et plonge les Philippins dans une crise croissante.

Les Etats-Unis, pour la première fois, froncent le nez devant ce crime odieux.

Comme pour le Zaïre post Conférence nationale souveraine « Cns », et aujourd'hui à l'heure de la libération en Rd-Congo, les Américains estiment que la dictature et ses abus ne constituent plus des garanties de sécurité, précisément pour leurs deux bases géantes entretenues à grands frais par l'Us Air Force, à Subic Bay et à Clark Field.

A l'image des ex Forces armées zaïroises « Faz » de Mobutu, désorganisées et tribalisées à outrance, comme des Forces armées congolaises « Fardc » profondément infiltrées par l'ennemi à ce jour, l'armée de Marcos, mal payée, corrompue à la tête, professionnellement nulle, ne peut faire face à la grogne des populations qui s'intensifie.





Le chômage et la misère profitent enfin à l'opposition. Et comme à la suite des pillages des 23 et 24 septembre 1991

et du 28 janvier 1993, qui ont mis le Zaïre à genou, et du système prédateur baignant dans une insécurité entretenue présentement en Rd-Congo, la pauvreté étalée sur les trottoirs de Manille et le désordre criant finissent par inquiéter les investisseurs étrangers qui quittent le pays.

A l'instar du Zaïre, les Philippines connaissent un endettement très lourd ainsi qu'une chute du produit national brut irrépressible. Les mêmes effets n'en sont pas moins ressentis aujourd'hui en Rd-Congo où, en dépit de la suppression de la dette, la carence de leadership, le déficit budgétaire, les pillages, les inégalités sociales et les détournements de deniers publics appauvrissent davantage la population.

Sommé par Washington de préparer des réformes urgentes, Marcos, comme Mobutu et « Joseph Kabila », recourt à l'arme favorite de tous les dictateurs acculés dans leurs rêveries, à savoir des élections hypothétiques qu'ils espèrent toujours truquer pour les gagner.

Voilà l'évolution de trois situations politiques qui sont d'une ressemblance frappante, et pour lesquelles le dénouement ne peut être que quasi le même.

De fait, les ferments qui font lever la dictature sont toujours les mêmes : l'oppression, la crise économique, l'inflation irrépressible, le budget déséquilibré, la misère des populations.

Curieusement, le Zaïre/Congo et les Philippines les subissent de manière identique.

Aussi étrangement, tous les trois dictateurs ont pensé recourir aux élections anticipées et/ou truquées en charcutant la Constitution. Mobutu de sa toque de chimères, Marcos de son chapeau de rêves, et « Joseph Kabila » de son silence écran noir !

Aux philippines, tout va basculer avec les fameuses élections anticipées qui finissent par avoir lieu le 7 février 1986.

Comme il fallait s'y attendre, Marcos est accusé de mensonge, de tricherie, de lâcheté, de meurtre. Il recourt à ses astuces pour falsifier les résultats et bourrer les urnes avec une dextérité étonnante. Le travail est parfait comme celui réalisé en 2006 et 2011, en Rd-Congo, par deux automates de « Joseph Kabila », « serviteurs de Dieu » de surcroît, Abbé Apollinaire Malumalu et Pasteur Daniel Ngoy Mulunda.

La fraude de Marcos est énorme, la plus épaisse et la plus accablante de sa carrière. Si choquante qu'à Washington, Ronald Reagan ne peut, cette fois, fermer les yeux.

Dans les illusions, artifices et autres fumées qui obscurcissent toujours la lucidité des dictateurs et leurs thuriféraires dans pareilles circonstances, la gracieuse Imelda, épouse de Marcos, commande aussitôt onze robes de cérémonie aux plus grands couturiers du monde afin de partager dignement le nouveau couronnement du « vaillant » mari prévu pour le 25 février 1986.



C'est le moment que choisissent justement les dirigeants américains pour hausser le ton et se décider d'abandonner le protégé têtu et allergique aux réformes.

Lorsque les Etats-Unis lui demandent de ne pas forcer

le destin, Ferdinand Marcos, comme Mobutu à Gbadolite à l'époque et « Joseph Kabila » à Kingakati aujourd'hui, s'enferme dans le palais, s'accroche aux vestiges de sa puissance en déliquescence, et s'abrite derrière le rideau des unités d'élite qu'il croit renforcer.

De la même manière qu'à la fin du règne du maréchal, et très bientôt, avec la finitude du pouvoir d'occupation au Congo, les échos qui montent de la rue philippine renseignent la fin du mythe Marcos et portent Corazon Aquino au pouvoir comme Etienne Tshisekedi à la primature en 1992 par le Peuple zaïrois à la Conférence nationale souveraine.



A l'image de l'entourage de Mobutu à l'époque, pratiquement le même qui accompagne la charrette d'occupation de « Joseph Kabila », ses proches l'abandonnent et font allégeance à l'opposition radicale incarnée par la dame de fer philippine Corazon Aquino.



Enfin, à l'instar de l'armée zaïroise et congolaise fissurée et truffée de mécontents, l'aviation philippine choisit Aquino. Le peuple de Manille se mêle aux bataillons insurgés contre le tyran devenu subitement tigre en papier !

Voici comment la chute d'un dictateur aussi redouté que Marcos, suivie de son départ, a pu se matérialiser en 24 heures. Il en a fallu moins à Mobutu pour quitter Kinshasa. Il en faudra certainement moins encore pour la fuite de l'imposteur rwandais « Joseph Kabila ».

Le 24 février 1986, soit la veille de l'investiture du despote fraudeur, l'émissaire de Reagan, Paul Laxalt, sénateur du Nevada, un Américain d'origine française, téléphone au président Marcos :

• « Avez-vous bien dormi ? », demande-t-il.

• Nuit blanche, répond Marcos, je redoutais que le palais ne soit envahi.

• Le président Reagan considère que votre idée de partager le pouvoir avec Corazon Aquino est impraticable, poursuit Laxalt. Mais vous serez le bienvenu aux Etats-Unis, avec votre famille.

• Sénateur, que dois-je faire ?

• Tournez la page et tournez-la sans bavures. Le temps est venu.

Le grand moment était arrivé en effet, et ressenti comme un déchirement par un Marcos vidé de toute sa substance stalinienne.

Par prudence, les Etats-Unis font savoir aux militaires philippins, « qu'ils penchent du côté de Madame Aquino et qu'il ne serait pas sage de s'engager dans quelque violence que ce soit, car si Marcos compliquait les choses, ceux qui l'y aideraient ne seraient pas bien vus ».

Un ordre plutôt usuel qui dit tout et neutralise un despote qu'on a tant mythifié et mystifié.

Les Américains avaient procédé de la même manière pour le maréchal Mobutu, par un simple coup de téléphone au Général Mayele et consorts, tout comme ils peuvent – eux ou les autres parrains du Nord – le reproduire aujourd'hui en Rd-Congo avec n'importe quel officier général ou supérieur.

Une copie du message est communiquée au leader déchu Marcos lui-même, publiquement par le Congrès américain et personnellement par le Département d'Etat.



Le dictateur philippin ne peut plus que s'effacer le lendemain 25 février un peu avant 21 heures.

Il n'a suffi que de 24 heures en effet, pour voir quatre hélicoptères survoler la résidence de Marcos, se poser, comme cela peut arriver à Kingakati ou à Ndjili ou encore à Ndolo, et repartir quelques instants plus tard, piquant sur la base aérienne américaine de Clark Field.


Peu avant sa mort, cercle familial restreint autour de l'ex-dictateur, dans son hôtel-refuge de Rabat.

Le roi sanguinaire et la reine d'illusion furent ainsi escortés sans avoir pris le temps de dîner. L'image alambiquée d'un maréchal en fuite un certain 16 mai 1997, est encore fraîche dans la mémoire collective. On peut donc imaginer comment « Joseph Kabila » s'échappera à son tour s'il en a chance.

Qu'on ouvre encore un débat sur ces genres d'interventions américaines aux Philippines ou au Congo/Zaïre, facilement assimilés à l'ingérence dans les affaires internes d'un Etat, et formellement interdits en droit international ! Qu'on pinaille sur l'indépendance et la souveraineté des Etats.

Comme avait fui le maréchal Mobutu justement, et tel que détalera incessamment « Joseph Kabila », Ferdinand Marcos dont la fortune était évaluée à dix milliards de dollars américains, le double du maréchal, mais la moitié de l'imposteur rwandais au Congo qui en affiche 20 à ce jour, logés dans les paradis fiscaux, s'exile à Hawaï, accompagné d'une soixantaine de proches.

Les Etats-Unis, jusqu'alors complaisants à son endroit, paraissent brusquement ne plus vouloir protéger leur pantin.

C'est cela aussi la face cachée sinon ignorée des Américains. Dans pareil retournement de situation, et comme ils l'ont fait avec leur autre produit Mobutu, la justice américaine bloque les comptes de Marcos ainsi que ses coffres en Californie. Elle place sous séquestre les biens de « l'ancien » président philippin pourtant judicieusement dispersés aux States. En même temps, les autorités fédérales de Berne en Suisse conseillent aux banquiers helvétiques le gel de ses autres avoirs, le plus gros du trésor.

A l'allure où évoluent les événements en Rd-Congo,

« Joseph Kabila » n'échappera pas au même traitement en dépit du fait qu'il ait choisi le Panama, les Iles vierges britanniques et autres paradis fiscaux pour cacher le butin du pillage.



Tout était ainsi fini pour Marcos, et la mort s'en suivit.

Je me souviens d'avoir publié toute une série d'articles dans ce sens en 1994-6, pour prévenir Monsieur Mobutu de ce qui ne pouvait que lui arriver dans un proche avenir. Je développais les exemples frappants de Ceausescu, Bokassa et le Shah d'Iran, tandis que la presse du changement les commentait facétieusement.

Un parent du maréchal me confia plus tard que ce dernier aimait bien nous lire dans le Journal « Umoja » du vénéré Léon Moukanda Lunyama, mais brouillé par Jupiter qui le rendait sourd et aveugle pour le perdre, il se moquait de nos réflexions qu'il qualifiait d'irréalistes.

Et pourtant, la même rengaine immuable revenait chaque fois : « Rien ni personne ne peut arrêter la caravane d'un Peuple opprimé qui passe toujours et écrase toutes les folies, le Mal étant le dictateur lui-même et en lui-même ».

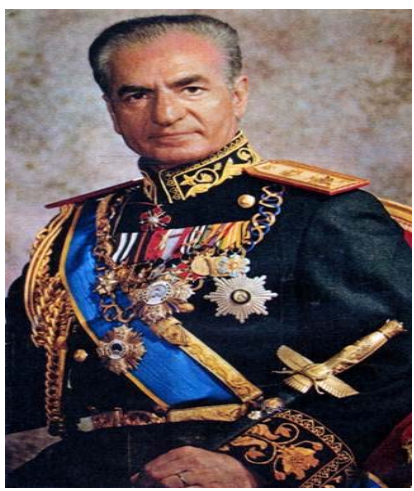
Comme par enchantement, je fais encore partie des rares Congolais qui ne cessent d'alerter l'occupant suprême « Joseph Kabila » sur son sort scellé. Je ne suis pas surpris de constater qu'au lieu d'un effacement digne et paisible, il a

choisi, comme tous les autres « malades qui nous gouvernent », la fin tragique et humiliante.

3.3.2. Parallélisme croisé Mobutu-Shah d'Iran – « Joseph Kabila »

La deuxième partie de l'étude est inspirée d'un rapport confidentiel du ministre Michel Poniatowski adressé au Président Valery Giscard d'Estaing. Daté du 29 décembre 1979, le document se rapporte à une mission que l'homme d'Etat français venait d'effectuer à Téhéran.

Le moment était caractérisé par les émeutes et autres manifestations de rue qui constituaient la réponse des plus aigris de sujets du shah d'Iran, celle de ses bourgeois, des classes moyennes, du peuple ouvrier et des paysans les plus touchés aux appels à la révolte orchestrée par les mollahs, contre un régime corrompu.



Les similitudes sont une fois de plus bouleversantes entre la vie des Iraniens à cette époque et les réalités quotidiennes des Zaïrois sous Mobutu, lesquelles ont

davantage tourné au drame à ce jour.

En effet, comme au Zaïre face à une opposition engagée au début des années 90, ni l'armée ni la Savak ou les services de sécurité, célèbre pour ses pratiques violentes, ne s'employaient vraiment à réduire les émeutes en Iran. Elles n'ont pas pu laminer les forces de changement naissantes.

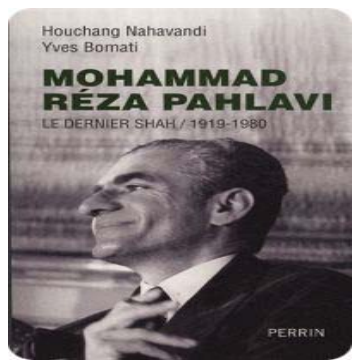
A l'instar du maréchal Mobutu à la fin de son règne, curieusement, s'étonnaient les diplomates, le shah laissait faire.



Il n'en pouvait rien, il s'infantilisait et sa structure psychologique cédait.

Le shah en perdit même son maintien altier et ses manières arrogantes, tandis que son dos se voûta, et il parut vieillir d'un coup.

C'est l'effet d'une pression des événements qui pesait énormément.



Il en est de même en Rd-Congo présentement, avec le bras de fer engagé autour du départ de « Joseph Kabila » voulu par tous.



Le shah d'Iran n'écoutait que d'une oreille distraite ses bons conseillers, à l'instar de l'homme de Kingakati qui a toujours copié mécaniquement les stratégies du maréchal Mobutu aujourd'hui désuètes, avec l'assistance douteuse de leurs caciques communs, vendeurs de rêves et d'illusions.

Il passait le plus clair de son temps à se confier aux vieux politiciens déjà fossilisés, insensibles, ignorant ce qui se tramait dans les rues. Les grands nantis, pour la plupart ses frères de tribu, des rapaces de la pire espèce qui l'avaient flatté durant tout son règne, ne venaient plus au palais. Ils s'apprêtaient même à quitter l'Iran.

La fuite des capitaux, laquelle est permanente en Rd-Congo actuellement, avait déjà commencé, comme au Zaïre à l'époque du maréchal.



En dépit d'un semblant d'accalmie ordonnancé observé aujourd'hui au pays, à l'exception du Grand Kasai et du Nord-Kivu, où l'envahisseur continue de massacrer la population chaque jour qui passe, et à l'instar de Kinshasa et tous les autres chefs-lieux des régions sous Mobutu, Téhéran était pratiquement en état de siège.

Il n'y régnait qu'insécurité généralisée, circulation automobile limitée, barrage de manifestants, tirs et grenades incessants, divers incidents.

Il n'y avait plus d'essence ni de pétrole lampant avec lequel la plupart des Iraniens font leur cuisine. Les coupures d'eau et d'électricité étaient devenues fréquentes, les plasticages et autres attentats signalés par-ci par-là.

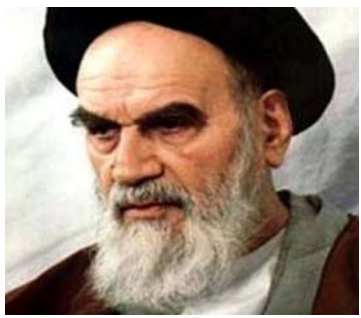
L'entretien entre Michel Poniatowski et le shah d'Iran a montré combien ce dernier, comme « Joseph Kabila » aujourd'hui, selon certaines indiscrétions, et Mobutu aussitôt l'enclenchement du processus de démocratisation des institutions en avril 1990, était devenu triste, fatigué et désabusé. Il reconnaissait qu'il était presque seul sur le plan intérieur et déjà abandonné par beaucoup.

Les nombreux amis du shah, comme ceux de Mobutu à l'époque, sont partis pour l'Europe. A Kinshasa, les quelques membres des réseaux transnationaux de prédation autour de « Joseph Kabila » commencent à s'y préparer. Ils ne s'en cachent plus.

Et comme tout bon dictateur, le shah d'Iran était encore au niveau de se demander s'il n'était pas en train d'être abandonné sur le plan extérieur alors que les diverses positions de désaveu des puissances étrangères lui étaient déjà signifiées par voie diplomatique.

Naïf comme le maréchal Mobutu et l'imposteur « Joseph Kabila » qui n'ont pas hésité à en persifler les

membres des représentations diplomatiques à Kinshasa, le shah d'Iran pensait à un complot de l'Occident contre lui, et attendait encore qu'il soit mieux prévenu pour qu'il puisse prendre certaines orientations. Il redoutait, lui aussi, les ambigüités qui cacheraient une décision occidentale que l'on n'osait pas lui avouer.



Il est évident qu'à l'inverse de Mobutu et de « Joseph Kabila », respectivement fixés sur la position distante de leurs tuteurs français, belges, allemands, américains, canadiens et britanniques, le shah d'Iran jouissait encore du soutien total « officiel » des américains, mais il savait d'instinct que certains avaient déjà des hésitations sérieuses sur lui. Les Occidentaux ne lui cachaient pas qu'ils étaient conscients et de l'enjeu et de leur solidarité, et que l'indépendance de l'Iran était indispensable à celle de l'Europe.

A l'opposé de Mobutu et « Joseph Kabila », irréalistes et dépourvus de tout sens d'humilité, confrontés plutôt au problème de gouvernance contre un Peuple opprimé et trahi, le shah d'Iran avait le courage de reconnaître ses faillisses qui étaient à la base de la crise dans son pays.

Comme tout mégalomane, il croyait par contre qu'en dehors d'une corruption dont il venait seulement de découvrir l'importance, les causes profondes de la situation

en Iran se résumaient en trois points suivants :

- une occidentalisation accélérée et une politique laïque à l'image de celle d'Atatürk que l'Iran n'était pas prêt à adopter ;
- une renaissance religieuse forte qui a permis au long conflit vieux de cinquante ans entre le clergé chiite et la dynastie des Pahlavi, de tourner à l'épreuve de force ;



- des influences extérieures russes mais limitées, surtout libyennes quant au financement, et américaines en ce qui concerne les maladresses.

Au Zaïre/Congo, la crise tourne en fait autour de la gestion de l'Etat.



La zaïrianisation, la corruption, les détournements des deniers publics, la gabegie, l'inversion des valeurs, les violations des droits de l'homme, le pillage du patrimoine

national, la fraude politique et électorale, les dépenses de prestige, l'impunité, le tribalisme…, accentués aujourd'hui par la guerre, l'occupation et la présence d'un enfant du pays agresseur au sommet de l'Etat, sont autant de maux et fléaux qui ont eu pour conséquence l'effondrement politique, économique, sécuritaire, militaire, social, médiatique et même identitaire. Il s'en est suivi l'enrichissement illicite et opulent d'une infime minorité des citoyens au détriment de la grande majorité dont la misère et la pauvreté multidimensionnelle ont dépassé toutes les limites du concevable.

Similairement à ses deux pairs d'infortune, le shah voulait décider seul et conduire son action sur le plan intérieur. Toute impression ressentie par l'opinion publique iranienne concernant une intervention étrangère était mauvaise et dangereuse, estimait-il, parce que certains le faisaient et pensaient l'aider, mais ils aboutissaient au résultat inverse.

La représentation diplomatique d'un de ces pays, allusion faite à l'ambassadeur des Etats-Unis, William H. Sullivan, a été jusqu'à procéder, comme présentement en Rd-Congo au sujet des élections en vue, et même avec Melissa Wells, ambassadeur américain également à Kinshasa sous Mobutu, à des consultations avec les dirigeants de l'opposition pour la formation d'un gouvernement de changement.

De la même manière que les présidents Mobutu à l'époque et « Joseph Kabila » aujourd'hui, le shah d'Iran avait très difficile d'agir parce qu'il n'avait plus prise sur les événements, et surtout parce que tout mouvement risquait d'être erreur. Le shah précisait même qu'il était malaisé d'agir lorsque le sol se dérobait !

Identiquement au maréchal et à l'imposteur rwandais au Congo qui partagent l'arme du retard, le shah d'Iran reconnaissait deux semaines avant son départ pour l'Egypte,

première étape de son exil, que les manifestations qui avaient eu lieu à Téhéran et à travers tout le territoire iranien visaient à lui forcer la main, mais que la fidélité de l'armée, comme au Zaïre/Congo, lui a permis de surmonter une première crise.



Mais lorsqu'il s'en ouvrit une seconde, beaucoup plus grave et comparable aux derniers événements politiques au Zaïre de Mobutu, il se suivit une paralysie économique générale qui le contraindra à sortir d'une position d'attente et de voir venir, parce que le fonctionnement de la vie politique de l'Iran en dépendait.

Par rapport à l'image du Zaïre/Congo marquée par le syndrome des discours pompeux mais creux autour du tissu économico-industriel qui était/est complètement détruit, le shah se posait la question – toujours en retard – de savoir comment agir lorsqu'il n'y a plus de pétrole nécessaire à l'alimentation quotidienne, lorsqu'il n'y a plus de gaz ni d'électricité.

En retard certes, mais à l'opposé du maréchal Mobutu et « Joseph Kabila », le shah d'Iran était encore digne et lucide. Lorsqu'en plein entretien avec le ministre français, l'électricité s'était brusquement éteinte, le shah surprit par cette phrase : « Voyez tout s'éteint, c'est un symbole ».

La situation iranienne n'était pas différente de celle que

les Zaïrois/Congolais ont connue et continuent de vivre, mais le shah d'Iran, lui, avait le courage de regarder les réalités de son pays en face, même s'il reconnaissait ses difficultés de tracer son schéma d'action et de voir l'avenir.

Le monarque iranien reconnaissait que la cessation des exportations affectait sensiblement le volume des rentrées fiscales. Il regrettait que l'ensemble du recouvrement des autres impôts fût suspendu.

Alors que l'armée est détruite et/ou infiltrée et les fonds lui destinés constamment détournés au Zaïre/Congo, le shah d'Iran pleurait de n'avoir pas de quoi payer les militaires, ce qui allait l'obliger, à l'instar du Zaïre de Mobutu avec les « Mikomboso » (billets de banque) de l'époque, de faire marcher les machines. Il pensait que l'armée serait amenée à frapper ses propres billets-monnaie pour fonctionner, dans la mesure où l'imprimerie – billets de l'Etat était arrêtée à cause de la grève dont le mouvement était général dans le pays.

Le shah d'Iran était conscient de la gravité de la paralysie totale de l'Etat. A la différence de deux dirigeants du Zaïre/Congo, il était soucieux de trouver une solution qui pouvait répondre aux aspirations profondes de son peuple, et envisageait trois solutions. Il ne put en exécuter aucune parce que, avouait-il, il ne lui était plus possible d'avoir un projet précis dans une situation qui évoluait si vite tous les jours et où l'on ne contrôlait plus les événements.

Le dirigeant iranien a expérimenté une solution politique qui, selon lui, a fait perdre du temps et des occasions à son pays parce qu'il ne jouissait plus de la confiance du peuple. Il ne fit passer aucune proposition, ni ne réussit à constituer un gouvernement avec le premier ministre Sideghi. Un autre formateur du gouvernement, après avoir

procédé à toutes les consultations nécessaires, était venu auparavant donner comme réponse au shah qu'il (le shah) devait partir !

Ces deux exemples de Mohammad Réza Pahlavi rappellent des personnalités congolaises qui, comme moi, ont eu le courage de dire non au miel empoisonné de Mobutu et « Joseph Kabila ». Nous sommes rares à avoir préféré mourir que d'accompagner servilement des régimes qui tuaient le pays. Il y en a qui ont résisté devant Mobutu pour finir par lâcher la République et embrasser l'occupant sur la bouche. Très peu de serviteurs du mobutisme ont choisi par contre de cracher sur le pouvoir des agresseurs.



L'aveu du shah d'Iran renvoie la mémoire à la risible histoire des premiers ministres du maréchal, en l'occurrence Mungul Diaka, Lunda Bululu, Nguz, Mulumba Lukoji, Kengo wa Dondo et autres Likulia, le prototype des opérateurs politiques sans idéal, avides de pouvoir, nommés dans des conditions rocambolesques, non pas pour apporter une solution à la crise, mais plutôt satisfaire l'intérêt égoïste en alourdissant la situation dans le pays.

Le régime dictatorial de Mobutu a su fabriquer cette classe politique médiocre ainsi que son propre univers et ses ambitions assassines que l'occupant exploite à souhait aujourd'hui pour atteindre ses objectifs funestes.



Le pouvoir balkanisateur de « Joseph Kabila » se sert d'une élite congolaise complètement engluée dans le même cercle vicieux et infernal.



N'y règnent que corruption, compromission, indignité, esprit de pouvoir et d'argent faciles, obstination aveugle pour le confort matériel, propension à sacrifier et à trahir la Nation pour des intérêts égoïstes et sordides, formalisation du dialogue politique pour brader la souveraineté et l'indépendance du pays ainsi que l'intégrité de son territoire.



La même manœuvre a été témérairement reprise par « Joseph Kabila » à travers l'organisation des Concertations nationales en lieu et place d'un dialogue inclusif et sans tabou souhaité par tous. A l'issue de ces assises, un gouvernement dit d'union nationale devrait être constitué et dirigé par le même Léon Lobitch alias Kengo wa Dondo, si impopulaire au pays, en sa qualité d'initiateur, co-animateur de la réunion, mais aussi autorité morale d'une certaine opposition à la fois. Un véritable gaspillage de temps et d'occasions, comme l'avouait le shah d'Iran.

L'échec d'une telle messe noire dans un pays où la médiocrité de l'homme politique congolais est éprouvée, n'a surpris personne sauf le président « Joseph Kabila » lui seul, qui a persévéré dans les chimères en procédant une année plus tard à de larges consultations avec des forces politiques et sociales machinales.

Son obsession à organiser un autre cirque de dialogue avec le lider maximo Tshisekedi wa Mulumba – encore – pour arracher un troisième mandat inconstitutionnel par glissement, a sans doute trouvé ses limites face au refus unanime de l'opposition de répondre à l'invitation. Semblait ainsi s'étouffer l'espoir d'un président qui contrastait avec « le Mal », lequel était aussi « lui-même » et « en lui-même ».

Si, pour le perdre, l'incontournable onzième joueur de la Rd-Congo, l'Eternel, par Jupiter interposé, a systématiquement empêché « Joseph Kabila » en ces deux mois agités de juillet-août 2016, d'arracher une nouvelle transition après le 19 décembre 2016, avec la complicité du sphinx Tshisekedi, son parti et ses alliés, conformément aux accords signés à Béatrice Hôtel de la Gombe, à Kinshasa, laquelle transition aurait requinqué, tant soit peu, le pouvoir

d'occupation, des menus fretins et autres traitres impénitents à la Nation se disant de l'opposition, ont par contre choisi ce moment pour se griller définitivement en participant au fameux dialogue, celui de « La Cité de l'Union africaine ».

Sachant que l'objectif de la médiation récusée du togolais Eden Kodjo était de donner aussi des béquilles au cheval de Troie du « paralytique rwandais » Paul Kagame, tel que l'a toujours caricaturé le président Denis Sassou Nguesso du Congo Brazza, pour un mandat, anticonstitutionnel, et engagée perpétuellement dans une course effrénée au per diem et au pouvoir au mépris du sang des millions de victimes du génocide, la même racaille rampante de fiers traitres, servile à souhait, qui hurle avec le bourreau occupant, y est allée en courant, en chantant, en dansant, en échange d'une contrepartie pleine et suffisante versée en argent, ainsi que des promesses de postes ministériels au gouvernement à constituer à l'issue des travaux.



Le Peuple congolais qui a toujours été comparé à l'eau stagnante, a pu observer non sans surprise un jumelage plus que parfait entre les deux styles des régimes dictatoriaux qui se sont succédés au Zaïre/Congo. Dans le cercle du pouvoir, comme au sein de l'opposition, la similitude est bien remarquable de par la présence des mêmes acteurs dévoyés

et corrompus pour la plupart, anciens collaborateurs du maréchal Mobutu et autres ambulants politiques aux élans démagogiques connus, pratiquants de la politique impudente du ventre.

Les mêmes mauvais génies qui, jusqu'à la veille du jour que la capitale Kinshasa tombait le 17 mai 1997, faisaient miroiter à la population congolaise une victoire de l'armée régulière, les Forces armées zaïroises – Faz –, sur un mouvement dit aussi rebelle, « Afdl », pourtant maître de tout le reste du territoire national !

Les mêmes compatriotes dans une république bananière, comme des poissons dans l'eau, qui ont excellé dans l'art de lécher les bottes des despotes, prêts à cracher sur la mémoire des millions de Congolais massacrés par la bande à « Joseph Kabila », à livrer leur propre parent et trahir leur Nation pour un petit poste politique vitrine et/ou quelques minables pièces sonnantes et trébuchantes.

Les mêmes officiers généraux et supérieurs, honorables et excellences, sans vergogne ni idéal, d'une versatilité troublante, englués dans des loges mystiques dont ils ont toujours confondu les règles avec leur boulimie politique.

Les mêmes caméléons qui faisaient la honte de la République dans leur fourvoiement et ivresse de lait, changeant de veste matin, midi et soir, croyant ou feignant de croire jusqu'au bout que le maréchal Mobutu ne serait jamais déboulonné.

Les mêmes vagabonds politiques, au pouvoir comme dans l'opposition, dont la lucidité a toujours été obscurcie par les illusions, artifices et autres fumées, mus par des intérêts personnels encrassés et dissimulés, ceux d'une oligarchie affairiste et maffieuse, mais qui ont fini par se convertir aujourd'hui en acteurs politiques « nés de

nouveau, avec une mission nouvelle », pour emballer la même pauvre population et accompagner la charrette d'occupation, de prédation et de balkanisation contre leur propre pays.

Il s'agit des mêmes politiciens carriéristes et hypocrites qui, comme sous Mobutu, par pur intérêt, multipliaient les déclarations chaleureuses à l'endroit du Président-Fondateur mais sans y croire parce que le soutenant comme la corde le pendu.

Dans leur situation paradoxalement aliénante du moment, ils sont et demeurent contraints de jeter leur dévolu sur l'imposteur et génocidaire tutsi rwandais comme une planche pourrie. Eux, qui savent aussi que le pouvoir de l'occupant, « leur » pouvoir, n'est qu'une fiction qui ne peut plus être sauvée aujourd'hui, parce qu'exécré par les Congolais à qui le « rais » a toujours répété ce que Mobutu, plus de quarante ans auparavant, ne cessait de leur dire, et fait exactement le contraire.



C'est le même personnel et le même esprit mobutistes

qui se sont transférés, et que, amère ironie du sort, le président « Joseph Kabila » avait disqualifiés en 2008 en disant qu'il lui manquait quinze bons collaborateurs pour l'épauler. Sans que l'un des concernés n'ait eu le moindre courage de tousser devant un tel outrage au vaillant Peuple congolais qui compte pourtant d'immenses éminences grises engagées, crédibles, déterminées et compétentes, mais hélas farouchement allergiques autant à la médiocrité, à la traîtrise et à la servitude volontaire qu'au déficit qualitatif qui s'étalait au sommet même de l'Etat.

Contrairement à l'Iran en mutation, il se dégage une excellente combinaison de deux styles de gouvernement du Congo/Zaïre, un assemblage tellement bouleversant, de la prise du pouvoir au bilan en passant par l'incurie, les méthodes de gestion et l'incapacité d'une classe politique taillée à la mesure des dictateurs. Avec, de temps en temps, quelques sursauts passagers pour mieux jouer à la simulation, un nationalisme strictement médiatique qui n'a jamais convaincu dans la tentative de masquer l'incompétence, la mauvaise gouvernance, les crimes, ni dans l'épreuve de justifier la risible thèse de déstabilisation concertée ou le stupide amalgame entre le sort du dictateur et celui de toute une Nation, de tout un Peuple.

De même qu'au Zaïre/Congo, à l'époque de Mobutu et maintenant, les milieux politiques iraniens n'avaient plus ni réalité, ni crédibilité, celles-ci ne pouvant venir que des élections réellement libres et transparentes. Mais en ce moment-là, comme sous les deux dictatures au Congo/Zaïre, il était utopique de parler d'élections en Iran dans la mesure où le pouvoir – organisateur – corrupteur perdait toute légitimité.

Le shah d'Iran rejetait la deuxième solution qu'il

envisageait, celle de la force. Prince, il ne voulait plus entendre parler d'exécutions, d'arrestations, d'un bain de sang. Il évitait tout risque de guerre civile et d'interventions étrangères.

La sublimité d'âme du monarque, tirée de sa culture et de son éducation, est tout le contraire d'un Mobutu dont la tête, disait-il, « coûte cher », plus cher que celles de 45 millions de Zairois réunies !

Ceux qui connaissent bien le maréchal savent que l'homme qui se croyait dieu, était capable d'exterminer tous ses compatriotes pour se maintenir au pouvoir – pour le pouvoir et non sur les hommes –. Il a fallu que le vrai et unique Dieu, l'Omniscient, le 11ème joueur du Zaïre/Congo, le privât de toute sa sève physique et spirituelle pour éviter le pire à la République.

En préparant une autre guerre avec le M23 rénové, devenu Mouvement chrétien pour la reconstruction du Congo « Mcrc », dont l'aile politique est dirigée par le pasteur Kahitari Mumvaneza et Bertrand Bisimwa, et l'aile militaire par les sinistres Laurent Nkundabatware et Sultani Makenga, « Joseph Kabila », lui, qui a fourni suffisamment de preuves de son attachement au langage de la force des armes, n'est pas différent du guide éclairé de ce point de vue.

En troisième lieu, le shah pensait vaguement à abandonner le pouvoir. Il avait besoin du soutien de l'Occident, particulièrement de Giscard d'Estaing, car il avait fini par comprendre que certains pays amis ne lui avaient pas rendu que des services, mais qu'ils le poussaient et ils le lâchaient. Il regrettait que les mêmes qui prétendaient l'aider, brouillaient les cartes. Le maréchal Mobutu, par contre, ne se gênait pas d'affirmer qu'il mourrait au pouvoir, tandis qu'au-delà de son discours

espiègle, « Joseph Kabila » a suffisamment dévoilé sa volonté de lui emboîter le pas.

Comme ce fut le cas avec le maréchal Mobutu lorsque le Peuple congolais a sonné le glas de son régime au Zaïre, le shah d'Iran ne savait plus que faire. Il était devenu pareil à Hamlet, flottant et indécis. Il se laissait paralyser par un excès d'analyses malgré qu'il voulût garder sa fonction jalousement, et qu'il fût même prêt à en payer n'importe quel prix.

C'est le même ressentiment du prince iranien qui avait enfermé le président zaïrois dans l'illusion en le poussant à fuir la capitale pour se terrer à Gbadolite, dans sa province d'origine de l'Equateur où il menait une vie qui n'avait rien de commun avec celle d'un chef d'Etat responsable. Muré à Kingakati, « Joseph Kabila » a cru aussi à la même parade pour contourner la gravitation de son sort.

Au-delà de la simple juxtaposition des faits politiques, économiques et sociaux, et en dépit des pressions américaines les plus acérées lui confirmées à Washington, lors du sommet Amérique-Afrique, il demeure bien risqué d'apporter un jugement définitif sur l'évolution de la situation en Rd-Congo où le processus de fin de règne n'est qu'à ses débuts.

Toutefois, les indications disponibles appuyées par les conclusions tirées par Michel Poniatowski de sa mission en Iran, même si elles ne résultent que d'impression, permettent d'en crayonner une certaine projection :

- le pouvoir d'occupation en place si adultérin et vomi par la population congolaise, ne peut plus réussir dans les missions qu'il veut encore s'assigner parce que bloqué dans son incapacité de gouverner, de restaurer la sécurité, rassurer aux Congolais

l'aspiration à la souveraineté nationale et à l'intégrité territoriale, leur redonner vie, espoir d'un sens électoral, nourriture, dignité et paix durable ;

- l'entêtement de l'imposteur rwandais, selon son plan de table rase en gestation, va servir de chiquenaude pour la montée en charge de l'affrontement en Rd-Congo, lequel sera très rapide et le point de crise, très proche ;
- au-delà d'une réaction peu probable de certaines forces militaires autochtones, on va assister à une combinaison de trois tactiques, à savoir la désobéissance civile, les manifestations de rue et la grève économique ;
- quelques « collabos » et une partie non négligeable des Fardc composée d'infiltrés rwandais et ougandais mis à part, le rejet de l'imposteur « Joseph Kabila » est général ; d'où, toutes les couches de la population congolaise s'investiront fort dans les actions visant son départ ainsi que la fin du système d'occupation qu'il symbolise ;
- le pouvoir de l'étranger qui s'est trahi à travers son vil chantage en annonçant que la résistance populaire contre la révision constitutionnelle servira d'occasion à l'ennemi pour réaliser son plan de balkanisation, va pousser les antagonistes à s'exprimer par la violence ;
- il ne s'agira pas seulement de l'éjection d'un régime policier de trop, corrompu et vomi, mais aussi de la relance d'un processus de démocratisation et de développement plusieurs fois brouillé dans le pays ;
- l'attitude de l'Occident, et de l'Amérique en particulier, depuis le début de la crise, fait reposer

son analyse sur leurs intérêts respectifs certes, mais pour avoir compris que nul ne détenait le monopole de les garantir dans la Région des Grands Lacs en matières de sécurité planétaire, d'Etat de droit, de bonne gouvernance, de respect des droits de l'homme, de démocratisation effective des institutions nationales…, la politique des puissances du Nord a beaucoup évolué dans le sens d'un réajustement structurel ;

- pour les puissances occidentales, le départ de « Joseph Kabila » en 2016-17 – et pourquoi pas avant cette échéance parlementée en cas de nécessité – est irréversible, mais le système qu'il incarne dans le pays est capable du pire à court terme ;
- le président dont la mission principale demeure le fractionnement du Congo, a encore entre les mains d'importants atouts des services favorables, notamment :

– une fidélité de sa garde républicaine ainsi que celle des dizaines de milliers de démobilisés de l'armée rwandaise qu'il a introduits dans la police et l'armée congolaises, sans compter les nombreux officiers généraux, supérieurs et autres rwandais qui l'accompagnent ;

– l'engagement flottant de l'administration américaine et l'ensemble de l'Occident ;

– le soutien naturel de Kigali et Kampala ;

– le consensus panafricain qui s'accorde à ne pas rechercher une déstabilisation des derniers gourous des dictatures « amies » du continent.

- le reste d'éléments d'analyse lui est foncièrement hostile, à savoir les composantes non rwandaises de l'armée, la communauté internationale, du moins en

termes de déclarations officielles du moment, et naturellement le Peuple congolais, le fondamental du puzzle, qui l'a démontré du 19 au 21 janvier dernier au cours des manifestations qui ont coûté la vie à une quarantaine de citoyens dont trois policiers.

Un tel rapport de forces semble démentir le principe de scellage du sort des dictateurs.

Oh que non.

Plus personne n'inventera la roue en cette matière de fin de règne des despotes. Les cris et signes des firmaments sont tellement agissants que l'engagement américain favorable, une fidélité de l'armée, le consensus international de Pékin à Moscou en passant par Washington, qui s'accordait à ne pas chercher une déstabilisation de l'Iran, n'ont pas empêché le changement.

La pression est montée encore plus dans les rues. Elle a poussé le shah, isolé, diminué, affolé, sur conseil des mêmes Etats-Unis, à abandonner les oripeaux d'un pouvoir qu'il ne sut ni gérer ni défendre, son titre de shah, sa cape de lumière des Aryens comparable à la canne et la toque du léopard du maréchal, et à quitter définitivement l'Iran deux semaines seulement après son entretien avec le ministre français.

Le même cautionnement américain et occidental symbolisé sur le terrain par l'armada rwando-burundo-ougandaise à travers de fausses rébellions génocidaires, n'a pas suffi non plus pour permettre la concrétisation de l'émiettement du Congo tel que projeté dans le temps et dans l'espace. Le phénomène de résistance « Mayi-Mayi », non prévu dans le lugubre montage anglo-saxon de départ, a bouleversé toutes les presciences.

En définitive, le président de fait au Congo se retrouve

aussi aujourd'hui, comme le shah d'Iran et le maréchal du Zaïre, en présence de deux solutions :

- l'épreuve de force qui pourrait plonger le pays dans d'imprévisibles répercussions d'un coup d'Etat de palais ou d'une révision constitutionnelle défendue à travers un referendum en style Malumalu et/ou Ngoy Mulunda, dégénérer en chaos généralisé et provoquer des interventions étrangères, encore elles, qui finiraient en tous les cas par mettre un terme à l'opiniâtreté d'un parachuté prétentieux et irréaliste ;
- l'engagement ferme du dictateur en faveur de son départ avant ou à l'échéance de 2016-2017.

Visiblement, l'imposteur rwandais au Congo se refuse de s'inspirer des circonstances de la fin de règne du shah d'Iran qui, fuyant son pays, mourut seul et ne put survivre et finir ses jours avec quelque dignité que grâce au président égyptien Sadate, l'unique dirigeant au monde à avoir eu la flamme de lui accorder l'asile alors que d'autres qui l'avaient courtisé quand il était au faîte de sa puissance se détournèrent de lui sans vergogne après sa chute. Jupiter l'empêche de réfléchir sur la question pour lui de s'en sortir vivant ou de parvenir à traverser la frontière rwandaise ou ougandaise en cas d'imprévisibilité politique.

« Joseph Kabila » a préféré ignorer le cruel sort infligé au maréchal Mobutu qui n'a pas échappé à l'impitoyable réglette de la chicotte que leurs parrains communs du Nord appliquent avec délectation, même sur leurs meilleurs légats.

Le pantin magnifique à la tête de la Rd-Congo n'a pas pu tirer profit des précieuses instructions que l'Histoire lui a offertes si gracieusement.

Quinze ans des plus hautes charges de l'Etat n'ont pas

suffi pour permettre à l'homme de pénétrer les profondeurs du pouvoir, parmi lesquelles le verdict rendu dans l'immédiat sur un chef est souvent renversé par l'appel à l'instance suprême de l'histoire ; certains perdant, d'autres gagnant au contraire en stature après avoir quitté la scène.

3.3.3. Parallélisme croisé Mobutu-Bokassa – « Joseph Kabila »

A l'instar de Mobutu, Saddam Hussein, Sassou Nguesso, Blaise Compaoré, Marcos, Shah d'Iran, « Joseph Kabila » et tant d'autres dictateurs que le monde a connus, Jean-Bedel Bokassa était poussé par la tare à sacraliser son rôle politique et, en dépit des réalités, à user de tous les moyens pour persuader qu'il était indispensable au fonctionnement de Etat, à la paix, à l'unité ou à la cohésion sociale elle-même.

Bokassa l'a aussi cru envers et contre tout, l'âge, l'impopularité, le désaveu, l'incapacité, l'incompétence, l'humiliation, l'échec, la maladie…



Comme pour la politique de prestige sur fond de folie de grandeur du maréchal Mobutu et de « Joseph Kabila »

qui n'ont jamais su prendre la juste mesure de l'Etat, l'empereur Bokassa était atteint du « virus du pouvoir » qu'Amadou H. Garba définit comme une sorte de maladie dont l'intensité des symptômes dépend de la personnalité de l'homme, mais que dans tous les cas, le diagnostic est celui d'une paranoïa plus ou moins aigüe qui se manifeste par une personnalisation inévitable du pouvoir, son appropriation totale, sa « chosification » avec en prime, l'identification de l'homme au pouvoir qu'il exerce.

En effet, le 4 décembre 1977, Bangui vit un simulacre de sacre pour un autre maréchal africain, celui d'une armée de 3000 hommes, qui a décidé de se nommer « Empereur » d'un pays de 3 millions d'habitants !



Pour la circonstance, Sa Majesté Bokassa 1er est lourdement vêtu.

Dans son livre « Enquête sur les Affaires d'un septennat », Jean-Marie Pontaut précise que l'empereur portait une robe grise bordée d'un million de perles fines avec sur les épaules une cape de velours rouge ceinte d'hermine et brodée, elle, d'aigles, de soleil et d'étoiles d'or, « emblèmes de la puissance, de la force et de l'autorité, mêlant l'épopée napoléonienne au siècle de Louis XIV ».



Quant au trône lui-même, il est un siège de bronze doré et de velours cramoisi à capitons pesant plus de deux tonnes, lové dans le ventre d'un aigle mesurant, toutes ailes déployées, 4,20 m de large sur 3,10m de haut.

Le siège impérial ne ressemble en rien du tout à celui du maréchal Mobutu, encore moins au fauteuil de « Joseph Kabila », mais ils symbolisent tous le même syndrome paranoïaque.





Cinq mille d'invités… Du jamais vécu sur la terre des hommes.

A défaut de pelouse artificielle la plus appropriée, le stade déguisé ce jour-là en palais était tendu d'étoffe.

Ambiance de carnaval, mais tous les invités de haut rang n'ont pas daigné répondre au rendez-vous, en commençant par le pape. Aucun chef d'Etat n'est présent à la manifestation, mais les nombreux fournisseurs européens, eux, tous conviés à la grande fête, comblent les vides. Ils n'ont refusé aucune commande, même les plus extravagantes.



Pour le commerce et l'artisanat français particulièrement, c'était une aubaine avec sept tonnes de

fleurs livrées par pont aérien avec 10.000 pièces d'orfèvrerie de Christofle, 40.000 bouteilles de champagne, 25.000 de bourgogne, 5.200 uniformes d'apparat, 600 habits de smokings. De Paris, sont également arrivés cuisiniers, sommeliers, pâtissiers, artificiers et musiciens. Du Cameroun, 60 voitures Mercedes !

La facture totale s'élève à 100 millions de francs lourds. Très lourds pour un pays qui demeure l'un des vingt-cinq plus pauvres de la planète.



Cette somme colossale représente l'équivalent de l'aide annuelle de la France ou du tiers du budget de l'Etat centrafricain.

Pour payer une partie des frais de couronnement, Bokassa a dû créer une taxe spéciale de 30 % sur les salaires et faire appel aux sociétés et communautés étrangères implantées à Bangui.

La démarche impériale rappelait la tristement célèbre affaire de détournement des fonds collectés lors de l'opération de contribution financière nationale visant à encourager l'équipe nationale de Football du Zaïre, « Les Léopards », qui venait de gagner la Coupe d'Afrique des nations 1974 baptisée « Moseka ».



En Centrafrique, la contribution de la colonie libanaise s'est élevé à 70 millions pour « l'opération sacre », tandis que la France qui a pris en charge l'autre partie du coût, a mis à la disposition de l'organisation un équipage d'avion pour assurer le pont aérien, et accordé deux crédits Coface, l'un pour l'achat des voitures, l'autre pour financer la décoration.

La France s'est également engagée à couvrir les dettes contractées auprès des fournisseurs français dont la limousine Mercedes 600 commandée par l'empereur Bokassa 1er pour la circonstance.



Les détails ci-haut mentionnés montrent à quel point les dictateurs ont toujours confondu le budget ou la caisse de l'Etat avec leur cassette. Ils épinglent aussi la manière

hideuse dont les Européens, la France en particulier, ont toujours soutenu les dictatures en Afrique.



Toutes ces frivolités rappellent par ailleurs la propension dépensière du chef de l'Etat zaïrois à l'occasion des congrès du Mpr Parti-Etat et autres grandes manifestations politiques dont son sacre de maréchal.



Elles renvoient la mémoire aux révélations de Colette Braeckman sur les milliers de milliards qui passaient entre les mains de Monsieur Mobutu via la Banque centrale et le budget de l'Etat, ainsi que sur le caractère budgétivore de la parentèle et des profiteurs patentés qui rodaient autour de lui.

Selon la journaliste belge, chacun de ces parasites, à savoir parents, amis, conseillers, charlatans et autres marabouts, coûtait à la présidence, c'est-à-dire au trésor public, environ 1.000 dollars américains par jour, soit

30.000 us$ par mois, soit encore 360.000 US $ par an.

La cour du chef de l'Etat étant estimée à un millier de personnes, l'Etat zaïrois était obligé de décaisser pour ce beau monde, au nom et pour compte du maréchal, un million de dollars américains par jour, soit trente millions par mois, ou encore trois cent soixante millions par an pour entretenir la cour du chef !

Le décor des folies s'avère quelque peu différent chez un « Joseph Kabila » moins exubérant et ne partageant avec personne dans un pays qui lui est totalement étranger.

Le système de prédation, de corruption et de surfacturation lui a ainsi permis de réaliser la plus grosse fortune présidentielle de 18 milliards de dollars américains en 14 ans de règne ! Un véritable record en accumulation du fruit du pillage, à raison de plus d'un milliard par an !

Le journaliste d'investigation de la presse américaine, Richard Miniter du site Forbes indique qu'en plus de son implication active dans le trafic d'uranium et d'ivoires, des espèces d'oiseaux rares et protégés comme des pigeons Ramiers, le président détient ce fabuleux trésor caché dans des paradis fiscaux au Panama, aux Iles Caïman, au Royaume-Uni ou encore à Cuba, en Tanzanie et en Afrique du Sud.



La même politique de dépenses de charme transparait également dans la gestion courante du budget de l'Etat par ses premiers ministres Adolphe Muzito et Matata Ponyo interposés. Si le premier a étalé ses performances dans l'achat et la construction d'immeubles pour son compte personnel, le second s'est distingué dans la paupérisation des citoyens congolais en privilégiant le principe de « se servir » à satiété au détriment de la population, notamment en bloquant avec force le paiement des créances vitales de ses compatriotes pourtant certifiées.

Un rapport dévoile combien l'ancien premier ministre Matata Ponyo s'est amusé avec l'argent du pauvre contribuable congolais. Des rémunérations et autres primes outrancières au sein de la mythique troïka stratégique – conseil des ministres très restreint – à l'achat d'un avion spécial pour les déplacements des membres de son gouvernement, en passant par la construction d'un immeuble de 22 millions de dollars américains pour abriter les cabinets ministériels, la réhabilitation des installations de la primature pour un coût d'une dizaine de millions, le décaissement mensuel des millions de dollars pour aménager une pelouse dans la commune de la Gombe à Kinshasa… Un véritable scandale… !



On connait le sort généralement réservé à ce genre de

document administratif depuis 2001, en commençant par celui relatif au détournement de 32 millions de la Société nationale d'électricité « Snel » par la présidence de la République engagée par le directeur de cabinet de l'époque, Evariste Boshab. Le silence concerté et l'impunité demeurent les règles d'or.

Quant au soutien que des pays occidentaux, la France singulièrement, apportent aux régimes dictatoriaux africains, l'opinion se souvient des révélations au sujet d'un autre scandale, celui des diamants de Bokassa, qui avait mis le feu à la mèche lente d'une bombe politique à retardement.



L'hebdomadaire satirique français « Canard enchaîné » du mercredi 10 octobre 1979 dévoilait ainsi une affaire sulfureuse du cadeau de plaquette de diamants de trente carats d'une valeur d'un million de francs offert par Bokassa, mais non déclarée par le président V. Giscard d'Estaing.

Une esclandre aux conséquences graves autour de l'avenir politique de l'ex président V. Giscard d'Estaing, laquelle n'était en fait qu'une écume à la surface d'eaux beaucoup plus troubles, un épiphénomène des rapports d'intérêts qui liaient étroitement la famille Giscard au territoire centrafricain depuis la lointaine époque coloniale où elle avait bâti sa fortune sur l'exploitation des richesses

et de la main d'œuvre d'autre-mer.



Le sacre de Bokassa 1er n'était donc pas seulement une affaire de dépenses publiques extravagantes ou un beau spectacle surréaliste, une cérémonie de plaisir pour l'Empereur ou encore une sorte de jeu de cadavre exquis d'une histoire qui ne se répète jamais mais peut bégayer de rire. L'événement était plein de signification, mettant à nu quelques tristes vérités en rapport avec les gros intérêts au profit de certains dirigeants occidentaux véreux par des sociétés-écran interposées.

En clair, il s'agit de la meilleure démonstration des fantasmes et autres crimes d'un enfant de troupe qui peuvent être tolérés et même encouragés selon qu'ils font l'affaire de négociants, de diamantaires, d'administrateurs de sociétés et autres compagnons de chasse.

A l'instar de la communauté internationale devant la boucherie congolaise qui se poursuit allègrement en Rd-Congo, notamment le massacre de Mutarule, dans le Sud-Kivu, en juin 2014, ou la boucherie des adeptes du prophète Mukungubila à Kinshasa et à Lubumbashi à la fin de l'année 2013, dont images ci-dessous, il est évident qu'en laissant faire l'incroyable mascarade du sacre de Bokassa, le gouvernement français avait aussi accepté de fermer les yeux sur les attributs de cette tyrannie, à savoir le sang, la

torture et la mort.





Et Jean Marie Pontaut brosse le crime en ces termes : « Ni sa justice médiévale, ni sa mégalomanie répressive, ni les expulsions de coopérants français, ni les manifestations orchestrées contre l'ambassade de France, rien n'aura pu entamer le silence complaisant de Paris.



Il faudra le sang innocent répandu en janvier et en avril 1979 pour y mettre un point final ».

Il en est de même des Français, Belges, Allemands,

Américains et autres Britanniques qui, devant « une crise profonde, multiforme et persistante » au Congo/Zaïre depuis des décennies, ont su fermer les yeux, boucher les oreilles et soutenir sans relâche les dictatures exécrables de Mobutu et de « Joseph Kabila » dans une complaisance qui frise la criminelle volonté d'exterminer tout un Peuple, innocent et pacifiste, un Peuple d'amour qui n'a jamais voulu du mal à personne !



Comme les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets, et contre toute attente, une fronde lycéenne éclate à Bangui le 18 janvier 1979, contre le port obligatoire d'un uniforme confectionné dans une firme textile appartenant à Bokassa et vendu par une chaîne de magasins, propriété de sa femme, l'impératrice Catherine.

Etudiants, parents et fonctionnaires dont les bourses et les salaires ne sont pas payés depuis plusieurs mois, se joignent à la manifestation des écoliers. La marche pacifique vers le centre de la ville se transforme le lendemain en émeute. Les policiers mal équipés, démotivés et instrumentés, comme au Zaïre/Congo, sont incapables d'arrêter l'avancée des populations en colère.

La garde personnelle de Bokassa, renforcée par une unité zairoise de Mobutu – quelle coïncidence –, recourt aux moyens les plus forts et s'impose en dispersant le

mouvement en soixante-douze heures. Bilan : 130 morts et 60 blessés graves, selon les estimations officielles.

Les ondes de choc des douloureux événements de Bangui sont pratiquement les mêmes que celles ressenties au Zaïre, à la suite des massacres des étudiants dans la nuit du 11 au 12 mai 1990, à l'Université de Lubumbashi, et des chrétiens le 16 février 1992 à Kinshasa.

Il en est de même de l'assassinat de Floribert Chebeya, Bazana et Armand Tungulu en Rd-Congo. Autant tous ces crimes odieux respectifs ont constitué une véritable pichenette à l'enclenchement de la chute de leurs auteurs qui régnaient dans une dictature totale, autant ils ont confirmé l'adage qui dit que le sort des despotes est toujours scellé.

En dépit de la satisfaction des revendications des manifestants, l'agitation reprend à Bangui avec la diffusion des tracts qui dénoncent les tares du pouvoir impérial. Les arrestations et autres perquisitions se multiplient, mais ne suffisent pas pour contenir un mouvement qui s'étend jusque vers les quartiers populaires en passant par les églises et les universités.



La révolte est générale, les policiers lynchés, des véhicules et des domiciles officiels saccagés.

En réaction, les soldats de la garde impériale et d'autres

unités requinqués, Bokassa lui-même ivre de rage en tête, arrêtent et tuent une centaine d'enfants et jeunes âgés de six à vingt-cinq ans.

Trop c'est trop !



Le 14 mai 1979, le mouvement humanitaire Amnesty International sensibilise l'opinion mondiale en publiant un rapport détaillé sur les massacres d'enfants, tandis que la France qui a soutenu l'Empereur Bokassa 1er avec une inépuisable complaisance en supportant son délire et en payant ses caprices, se réveille de son profond sommeil et décide d'abandonner le criminel d'Empereur.

La France le signifie diplomatiquement à son protégé Bokassa qui est également tenu informé de la proposition d'Houphouët-Boigny de l'envoi en Centrafrique d'une commission d'enquête composée de cinq magistrats (un Sénégalais, un Ivoirien, un Rwandais, un Togolais et un Libérien) qui devront être désignés par leurs gouvernements respectifs, avec comme mission de « constater les événements de Bangui, mener une enquête en véritable juges d'instruction et, avec l'aval de leurs chefs d'Etat respectifs, publier un rapport ».

En bon dictateur, l'Empereur Bokassa 1er qui prend part aux travaux du sixième sommet franco-africain à Kigali, réfute en bloc les accusations d'Amnesty International. Sans

compter avec ce que les observateurs avertis appellent « l'imprévisible politique » en pareilles circonstances.

La chute libre de Bokassa était bel et bien engrenée. La démission de l'ambassadeur centrafricain à Paris, le général Sylvestre Bangui qui confirme l'authenticité des faits rapportés par Amnesty International, provoque un certain déclic chez Bokassa qui éclate en ces termes : « Que cela intervienne au moment où se déroule notre sommet est la preuve qu'il s'agit d'une manœuvre politique. Cette manœuvre n'a pu être montée qu'avec la complicité d'autorités françaises. Ce qui m'arrive aujourd'hui peut arriver demain à l'un d'entre vous ».

Et dans un langage propre aux « malades » qui nous gouvernent, il conclut : « Je préviens : la France ne me fera pas le coup de l'ayatollah Khomeiny », allusion faite au Shah d'Iran qui venait d'abandonner les oripeaux du pouvoir quelques mois auparavant !

A ce sentiment de révolte de Bokassa doublé d'orgueil, caractéristique des tyrans qui ont toujours la capacité de comprendre en retard, V. Giscard d'Estaing qui, au nom de la France, comme tous les Etats du monde, n'a point d'amis mais bien des intérêts à sauvegarder, lui répond en privé en lui reprochant d'avoir accusé la France et invoqué le cas de l'ayatollah Khomeiny, lequel ne remettait pas en cause l'amitié de la France pour le shah d'Iran.

Pour ceux qui savent comment les Occidentaux régentent leurs marionnettes à la tête de certains pays africains, le scenario ne surprend pas : la France annonce quelques jours après la suspension de son aide militaire en Centrafrique, mais maintient son assistance technique pour des raisons humanitaires. Tout devient clair sur la fin d'un règne qui annonce tous ses signes avant-coureurs.

Exactement comme vivait le maréchal Mobutu dans son Gbadolite natal, à l'époque, et « Joseph Kabila » aujourd'hui dans son bunker de Kingakati, un silence pesant règne désormais sur le palais de Berengo. L'Empereur Bokassa y vit en reclus, entouré de ses femmes, ses enfants, ses parasites et autres marabouts, ainsi que ses sept cents hommes de la garde prétorienne. Les apparitions publiques dans la capitale sont de moins en moins fréquentes. Les rares personnes qui parviennent encore à l'approcher le trouvent abattu, passant d'éclats de colère à des crises de larmes. Son état pathologique s'aggrave par l'abus de chivas et chanvre indien.

Diverses sources proches de « Joseph Kabila » révélées par l'acteur politique congolais le mieux renseigné, en l'occurrence Honoré Ngbanda, décrivent déjà en ces termes, la panique qui gagne tout l'entourage présidentiel : « Le boss est sous sédatifs. Il est devenu insomniaque la nuit et se repose de plus en plus… Le chef ne dort plus que la journée, d'où le ralentissement de ses activités professionnelles journalières… Il ne reste plus la nuit pendant plus de deux heures au même endroit… Le boss manifeste des signes de nervosité et d'absence de sérénité. » !

Les mêmes canaux confirment que, pour se shooter, évacuer le stress, surmonter le trac, se dépayser et conjurer les mauvais sorts qui le hantent constamment, le président qui se droguait à la cocaïne par voie intraveineuse chaque matin et soir depuis sa tendre jeunesse, recourt désormais à un cocktail détonant composé d'une forte dose d'héroïne, du Whisky et du cigare.

A l'instar de Mobutu, particulièrement à l'égard des Belges à l'époque, et « Joseph Kabila » contre les Occidentaux et les Américains aujourd'hui, les colères

impériales sont réservées à la France, coupable d'avoir abandonné son protégé.

Maître chanteur comme les deux dictateurs du Zaïre/Congo, Bokassa laisse entendre à l'ambassadeur français Robert Piquet qu'il est prêt, lui, le champion de l'anticommunisme, à se jeter dans le bras de Moscou ou à coopérer avec la Libye.

L'imposteur rwandais au Congo a tenté, lui aussi, de se tourner vers la Russie pour contrer la bravade américaine qu'il prenait au sérieux. Le président Poutine qui a toujours méprisé et douté de tous les pantins des Américains, lui a prodigué le conseil de ne pas entrer en rébellion contre ses maîtres.

L'Empereur Bokassa 1er reçoit les délégations russe et libyenne, dont les pays sont ravis d'une sollicitude aussi soudaine.

Obstiné, Bokassa croit encore en sa capacité de renverser la situation. Avec le même fourvoiement que Mobutu et « Joseph Kabila » qui ont toujours pensé qu'ils étaient plus habiles que tous, l'empereur centrafricain, sûr de lui, explique son martyre la veille de l'arrivée de la mission d'enquête à Bangui : « En France aussi il y a des bavures… On a arrêté des étudiants de l'université Bokassa qui avaient l'idée de créer un soulèvement contre moi… des intellectuels… Quant aux autres, les soi-disant enfants, c'étaient surtout des pygmées adultes !… ».

Encore et toujours rassuré, prêt à se battre jusqu'au bout, Bokassa tente le tout pour le tout, mais les cinq magistrats de la mission africaine arrivés à Bangui le 11 juin, déclinent les invitations impériales qui leur sont adressées.



Au moment où la mission prépare son rapport, Bokassa charge un privé pour enquêter pour son compte à Bangui du 12 au 20 juillet. Une certaine presse parisienne est même mise à contribution. Elle annonce prématurément qu'« aucun témoignage n'établit formellement et matériellement la participation personnelle de Bokassa aux massacres ».

Simple illusion parce que toutes les tentatives impériales de dernière minute n'empêcheront pas la commission de publier plus tard son rapport.

Entretemps, les choses vont s'accélérer très vite : le 1er août, l'homme de l'Elysée en Afrique René Journiac, transmet à l'empereur le message brutal de V. Giscard demandant à ce dernier d'abdiquer en faveur de son premier ministre Henri Maidou parce que le rapport des juristes africains dont la publication est imminente, va révéler sa participation personnelle aux regrettables événements de Bangui.

Journiac ajoute une autre phrase amicale habituelle pour ce genre de circonstance : « Il vous sera permis de résider en France où vos biens seront protégés ».

C'est le même message fatal que l'ambassadeur Paul Laxalt avait transmis au président philippin Marcos de la part de Reagan ; c'est la même communication que l'autre ambassadeur, américain, Bill Richardson avait passée à

Mobutu lorsque toutes les carottes étaient cuites. Et c'est la même annonce que « Joseph Kabila » a reçue et continue de recevoir quotidiennement des Etats-Unis, de la Belgique, surtout de la France.

Le péril des dictateurs a toujours été dans le retard. L'Empereur Bokassa se braque contre son interlocuteur Journiac qu'il va jusqu'à menacer de sa canne après cinq heures de discussion. Celui-ci l'avertit : « La France pourrait tirer de votre éventuel refus des conclusions graves de conséquences pour l'Empire ».



Le vassal de la France n'est pas encore libéré de son orgueil et de son ivresse de lait ! Il profère à Journiac : « Personne ne me dictera ma conduite. Je peux aller voir les Russes, ils m'aideront. Ce n'est pas à Paris de décider de mon avenir » !

D'erreurs en erreurs, et oubliant subitement qu'il était lui-même le produit de la France, comme son empire, Bokassa, encore sous le coup de son emportement, est allé plus loin en raccrochant au nez à son cher parent V. Giscard qui, informé du camouflet essuyé par son envoyé, lui téléphonait le lendemain.

Le geste méprisant et humiliant de Bokassa, similaire à celui de Mzee Laurent Désiré Kabila à l'égard de la secrétaire

d'Etat américaine Madeleine Albright, est considéré à l'Elysée comme une insulte d'une extrême gravité.

La rupture est désormais consommée. La mission rend public son rapport le 16 août. La conclusion est sans appel : « La mission de constatation estime qu'au mois de janvier 1979, à Bangui, les émeutes ont été atrocement réprimées par les forces de l'ordre et qu'au mois d'avril 1979, des massacres d'une centaine d'enfants ont été perpétrés sous les ordres de l'empereur Bokassa et avec sa participation quasi certaine. »

Deux jours après l'incident, la France entérine la suspension de l'assistance technique et financière à la Centrafrique, à quelques exceptions près pour « ne pas porter préjudice aux populations ».

A l'instar de Mobutu et « Joseph Kabila » obsédés à outrance par le pouvoir, Bokassa continue malgré tout à croire au miracle. Il tient à vendre très cher sa peau et se confie en ces termes à l'ambassadeur français Robert Piquet, venu, le mardi 18 septembre, s'incliner à six pas devant lui en l'appelant respectueusement « Majesté », et l'assurer qu'elle peut, sans risques, s'absenter deux jours, jusqu'au vendredi 21 :

« Je ne tiens pas spécialement à m'adresser à la Libye, mais c'est la France qui va m'obliger à le faire puisqu'elle me coupe les vivres » !

En d'autres termes :

« Aussitôt que la France cesse de me déstabiliser, j'arrête mes contacts avec Kadhafi ».

Mais la chute ici, c'est l'effondrement, la fin de l'Empire, la fin de tout un règne… Il faut savoir la sentir venir. C'est parmi les choses qui ne s'apprennent pas.

Après avoir résisté à deux propositions de voyage, Bokassa se décide enfin d'aller négocier un accord d'urgence

avec Tripoli. Un de ses associés, un Centrafricain d'origine libanaise mais titulaire d'un passeport diplomatique libyen, l'en a convaincu.

Ses derniers moments de règne sont suivis à la loupe : la délégation impériale a été constituée le 14 septembre, le projet et la date du départ resteront secrets jusqu'au 18. Et, avant de prendre son avion le 19 à 8h30, l'Empereur, dans le vent, rassure ses proches : « Vous voyez mon cher parent Giscard essayant de chasser Jimmy Carter de la maison Blanche ? Moi, c'est la même chose et en plus, je suis empereur, capitaine de l'armée française et propriétaire foncier » !

Cette assurance, encore et toujours naïve, étonne à première vue, mais elle est la même chez tous les dictateurs malades qui nous gouvernent, comme Mobutu et « Joseph Kabila » qui se disent paradoxalement progressistes de l'école lumumbiste.

Jusqu'auboutiste, l'Empereur rencontre Kadhafi le lendemain de son arrivée à Benghazi et annonce dans son allocution sa « décision d'adopter les idées révolutionnaires de la Jamahiriya libyenne, authentiquement africaines et nationalistes, et qui ont, de tous temps, fait échec aux visées impérialistes et racistes de le France, des Etats-Unis d'Amérique et de leurs laquais ».



A la fin de son exposé, Kadhafi le serre dans ses bras et dicte des instructions à son ministre des Affaires étrangères pour préparer l'accord à soumettre le lendemain matin à la signature de deux chefs d'Etat.

L'accord prévoit que la Libye prenne en charge pour les deux ans à venir le paiement régulier et mensuel de tous les traitements publics et de toutes les bourses d'études en échange d'un renforcement de la coopération culturelle commerciale et militaire.

Tous les à-côtés du glas qui sonnait ainsi pour l'empereur, confirment combien les illusions, les artifices et autres fumées obscurcissent la lucidité des petits pantins comme Bokassa jusqu'au niveau comminatoire, frisant des troubles d'esprit, des gestes irréfléchis, des attitudes irrationnelles, des penchants excessifs.

On a lu les mêmes signes des temps autour du maréchal du Zaïre peu avant la finitude de son pouvoir. Le monde entier assiste médusé à la même brisure avec un « Joseph Kabila » qui se cabre à travers ses faucons de thuriféraires, pratiquement les mêmes sous Mobutu.

Au milieu de la nuit suivante, l'Empereur Bokassa est tiré de son sommeil par la nouvelle d'un coup d'Etat à Bangui appuyé par des forces françaises. L'homme qui se croyait plus puissant et plus sagace est tombé dans le piège au moment où la nuit basculait sur la capitale de son Empire défunt.

Les quatre premiers Transall de l'opération Baracuda atterrissent à l'aéroport international de Bangui à 23h15. Toute la vie est dans un profond sommeil.

David Dacko, devenu conseiller personnel de l'empereur depuis sa réhabilitation en 1976, choisi et contacté par les autorités de Paris où il se trouvait en congé

de maladie, fait partie des occupants d'un des quatre premiers appareils de transport aérien militaire. A 23h55, il proclame à la radio, la déchéance de l'empereur Bokassa et invite les forces armées centrafricaines à maintenir l'ordre.

Tout est ainsi fini pour le têtu d'Empereur. Et ça se passe très vite… Dans la douceur la plus absolue parce qu'à part les dépouilles de quelques pillards qui jonchent les rues, aucune goutte de sang n'a été versée. Les forces françaises présentes n'ont même pas eu à affronter la garde impériale au palais de Berengo. On ne sait pas trop comment les grognards de l'empereur évanoui se sont rendus sans coup férir, tandis que les trente-sept militaires libyens interceptés en uniforme, se sont laissé désarmer.

La réaction de la population ne se fait pas attendre : la gigantesque statue de Bokassa est déboulonnée en ville, les aigles impérieux sont arrachés, les arcs de triomphe du couronnement taillés en coupe-coupe, les magasins du centre appartenant au despote mis à sac. Le pillage est presque systématique, mais les soldats français qui quadrillent la capitale, imposent le couvre-feu et réussissent à éviter le pire, notamment la colère populaire contre les dignitaires du régime, les règlements de compte et la vindicte contre les 3.500 commerçants et industriels français qui ont tiré profit de leurs affaires avec le pouvoir.

Le malheur ne vient jamais seul : En dépit de l'étendue de son infortune, l'ex-Empereur Bokassa, informé à 2 heures du matin du coup de force de Bangui et de l'absence du colonel Kadhafi à Benghazi jusqu'à la fin de la journée, décide d'embarquer vers 9h00, avec sa délégation, à bord de sa Caravelle, vers la Suisse, puis… la France.

Les autorités françaises interdisent l'atterrissage de l'appareil à Orly et même l'accès des pistes au tour de Roissy.

Grâce à l'intervention du commandant de bord, un Français nommé Pettenaro, qui se signale à court de carburant et donc dans l'impossibilité de rebrousser chemin, la Caravelle impériale reçoit l'autorisation de se poser sur un terrain de dégagement de la région parisienne pour les avions en difficulté. L'appareil est même conduit à l'écart des pistes près de l'extrémité de la base, dans un angle mort masqué par une butte de terre élevée très récemment, et ce, uniquement, pour permettre le remplissage des réservoirs.

L'Empereur demande, en vain, à entrer en contact avec son « cher parent » Giscard qu'il traite pourtant de traitre.

Par une curieuse ironie du sort, l'empereur déchu se trouve cloué dans son avion à quelques kilomètres seulement de l'atelier de Gisors où il a fait fabriquer les couteaux hochets de son sacre – la couronne et le trône –.



Tout s'écroule sur la tête impériale : Bokassa apprend par la radio que son fils ainé, le prince Georges, se voit refuser l'entrée à la base vers 22 heures. Les élus communistes du

coin organisent une manifestation contre Bokassa qu'ils traitent d'assassin, de bourreau d'enfant, et Giscard de complice. Pire, la même radio annonce que sa présence en France est indésirable en raison des violations répétées des droits de l'homme dont il se serait rendu coupable.

Le calvaire de l'Empereur dévalé se poursuit. Le traitement que les autorités françaises lui font subir est tout simplement humiliant. Son avion est cerné de camions et autocars militaires ainsi que des forces de l'ordre flanquées de chiens policiers, tandis que le gouvernement français lui fait signifier sa volonté de le voir regagner Tripoli, son point de départ.

Bokassa en est fou furieux, menaçant de faire tout sauter et brandissant sa nationalité française.

L'asile politique en France, comme son retour dans sa ferme natale de Bangui sous la garde et la protection des troupes françaises stationnées à Bangui qu'il sollicite, lui est proprement refusé en dépit de son engagement à renoncer définitivement à toute activité politique dans son pays. Toutes les autres demandes de l'ex-empereur sont restées sans suite.

Au lieu de l'offre libyenne de conduire Bokassa en Suisse où le colonel Kadhafi a envoyé un avion pour le récupérer, la France choisit d'encourager le président Ivoirien Houphouët Boigny, le même qui avait proposé à Kigali la constitution de la commission d'enquête sur le massacre d'enfants, d'accéder aux implorations de Catherine Bokassa d'accorder, au nom de ses enfants et par humanité, l'asile politique à son mari en Côte d'Ivoire.

Trop tard. Le péril était déjà là, dans le retard obligé et l'orgueil abruti, le même qui avait fini par faire fuir le guide éclairé du Zaïre, et qui colle déjà à la peau de « Joseph Kabila ».

Bokassa fut ainsi emmené de force par les parachutistes français au Tchad. Il partit ensuite en exil en Côte d'Ivoire où il accusa la France de trahison !

Avant de regagner Abidjan où un accueil à la fois secret et quasi protocolaire lui sera réservé, l'ex-empereur va subir la dernière série de soixante-douze heures d'humiliations. Après une fouille à corps dégradante, Bokassa, informé de la demande de restitution de la Caravelle ex-impériale à l'Etat centrafricain, est conduit à 2h30 du matin au pied d'un DC9 militaire où le rejoignent deux des passagers, seuls volontaires à partager son sort. Il s'agit du chef du protocole et de l'aide de camp.

Une triste fin n'est-ce-pas ?



Autant les ferments qui font lever la dictature sont toujours les mêmes, autant la fin des règnes despotiques a toujours été estampillée à l'encre de désaveu, humiliation, isolement, déchéance et déshonneur.

Les derniers jours du maréchal Mobutu et de l'empereur Bokassa sont à l'image de leurs vies gâchées par

l'illusion du pouvoir, tandis que leurs derniers moments se ressemblent fort. « Joseph Kabila » vient de plonger dans la même baignade qui le mènera à coup sûr à la même infortune.



Il ne peut en être autrement, les mêmes causes produisant toujours les mêmes effets.



Sont ainsi perceptibles tous les signes de la fin du règne agitée et sans gloire de l'imposteur invétéré Hyppo Kanambe Kazembere devenu énigmatiquement « Joseph Kabila », symbole incontesté des forces étrangères qui occupent, pillent la Rd-Congo et massacrent sa population dans un mutisme complice du reste du monde. Les conditions sont plus que jamais réunies pour amorcer le

début d'un processus qui conduira très bientôt à la solution juste et définitive à la tragédie congolaise.



Au-delà de l'extrême médiocrité des élites qui, trop avides de pouvoir et d'argent, ont choisi d'accompagner l'occupant sanguinaire rwandais dans ses crimes, et de ramper indéfiniment devant lui, en s'engluant dans les tragiques parodies de dialogues et d'élections dans un pays assiégé, l'entêtement vain et inutile du président a fini par pousser les Congolais à s'engager désormais dans une auto-prise en charge responsable.

Une telle posture de surplomb pour le Peuple, constitue la condition sine qua non pour déboucher sur un soulèvement général, l'unique arme efficace dans un combat pour la survie, la libération totale et effective du Congo-Zaïre.

C'est parti.

Rien ni personne n'y résistera.

Je l'annonce bien clairement car voici venu le moment de dire en chœur :

- Non au génocide congolais



- Que vive la justice internationale impartiale
- A bas l'impunité
- Plus jamais ça.

Bibliographie

OUVRAGES

1. Cheikh Anta Diop, Antériorité des civilisations nègres, Mythe ou vérité historique, Présence Africaine (Club africain du livre), 1954.
2. Balibutsa Manigaraba, Une archéologie de la violence en Afrique des Grands lacs, Editions du Ciciba, Libreville, 1999.
3. Jean-Paul Yawidi Mayinzambi, Procès de la société congolaise, Editions Mabiki du centre Zethos, Kinshasa-Wavre-Bruxelles, janvier 2008.
4. Mbokolo Elikia, L'Afrique au XX^{ème} siècle, Seuil, Paris, 1985.
5. Colette Braeckman, L'Enjeu congolais, L'Afrique Centrale après Mobutu, Fayard, 1999.
6. Pierre Accoce et Dr Pierre Rentchnick, Ces malades qui nous gouvernent, Stock (1ère et nouvelle édition augmentée), 1997.
7. Gauthier de Villiers, en collaboration avec Jean Omasombo Tshonda, Zaïre, la Transition manquée 1990 – 1997, Cahiers Africains (anciennement Cahiers du CEDAF), le Harmattan, Paris, 1997.

8. Pierre Péan, Noires fureurs, blancs menteurs : Rwanda 1990-1994, Mille et une nuits, Fayard, novembre 2005.
9. Robert Kennedy et son temps, Arthur M. Schlesinger, Nouveaux Horizons, 1979.
10. Emmanuel Kabongo Malu, Les criminels ont-ils des leçons à donner ? – La responsabilité des mobutistes et du Mpr dans la guerre d'agression-invasion contre la Rdc, le Fax, 2000.
11. G. Nzinga Makitu, Stratégies de domestication d'un peuple. BMW comme armes de distraction massive, Paris, Edilivre, 2014.
12. Elias Mulungula Hobigera, Les enjeux des conflits dans la région des Grands Lacs, des indépendances à nos jours, Editions Compodor, Kinshasa, Rd-Congo, 2010.
13. Mandjumba Mwanyimi-Mbomba, Chronologie générale de l'Histoire du Zaïre, des origines à 1988, C.R.P. Kinshasa, 1989.
14. Al'Hadj Saïdy Ngongo Lutete, Le Maniema, le premier Etat islamique au cœur de l'Afrique, Tome 1, Editions Saïdy Ngongo Lutete, 2008.
15. Stanislas Sulu Masebia Mwang, Ma seconde vie – le cancer avec un autre regard, Odyssée, 1998.
16. L. Kapita Mulopo, Patrice Lumumba, Justice pour le héros, le Harmattan, 1992.
17. Dr Pierre Anatole Matusila, Dialogue intercongolais de Gaborone à Addis-Abeba – Restitution aux Forces vives de la nation, R.O.D.H.E.C.I.C., 2001.
18. Djungu S. Charles et L. Nsimire, Grands-Lacs d'Afrique : Culture de paix vs culture de violences, Les Editions du Pangolin, Huy, 2003.
19. Honoré Ngbanda Nzambo ko Atamba, Ainsi sonne le glas ! – les derniers jours du Maréchal Mobutu, Gideppe, 1998.

20. Me Kahungu Furaha Catherine, présidente de la Fjdh : « Les violences sexuelles faites aux femmes : une plaie ouverte », in revue du Crapgl numéro 01/juillet 2010.
21. Paule Bonvier, en collaboration avec Francesca Bomboko, Le Dialogue Intercongolais, Anatomie d'une négociation à la lisière du chaos, Afrika Studies, Le Harmattan, Fayard, 1994.
22. Lisette Banza Mbombo et Christian Hemedi Bayolo, La femme dans la tourmente des guerres en Rd-Congo, du 02 août 1998 au 30 septembre 2001, Kinshasa, septembre 2001.
23. Bagenda Patient, Le Congo malade de ses hommes, crimes, pillages et guerres, Editions Luc Pire, Bruxelles, 2003.
24. Amnesty international, Rdc, La dignité humaine réduite à néant, Londres, 31 mai 2001 Idem, cité par Madame Lisette Mbombo.
25. Notes du Rassemblement pour le progrès, Pour que l'on oublie jamais, mourir pour avoir accueilli, aimé et protégé, éd. R.P., 2ème éd. Avril, Bruxelles, cité par Madame Lisette.
26. Valentin Kambale Malingoto Nduikale, 63 génocides en cours des peuples autochtones du Kivu.
27. Seymon Hersh La face cachée du clan Kennedy, une enquête explosive : la fin d'un mythe ? –, Seymon HERSH, j'ai lu, 1997.
28. Valery Giscard d'Estaing, Le pouvoir et la vie, Compagnie 12, 1988.
29. Dungia Emmanuel, Mobutu et l'argent du Zaïre, le Harmattan, 1992.
30. Ludo de Witte, L'assassinat de Lumumba, Karthala, 2000.
31. Roberto Garreton, Rapport sur la situation des Droits de

l'homme en Rdc du 08 février 1999.
32. Gonzales A. Felipe et Tshimanga M. Kabangu, La Conférence internationale sur la Paix, la Sécurité, le Démocratie et le Développement dans la région des Grands-lacs, Working papers Munduan, Bilbao, 2004.
33. Jennifer Davis, Le rôle central des femmes pour la paix, in Afrique Relance, vol.149, numéro 4, janvier 2001.
34. Isidore Ndaywel e Nziem, L'Histoire du Zaïre, De l'héritage ancien à l'âge contemporain, Duculot, Louvain-la-Neuve, 1997.
35. Madame Gertrude Muderekela, Les femmes de Shabunda et la guerre, Bukavu, mars 2001.
36. Gauthier de Villiers et J-C. Willame en collaboration avec J. Omasombo et E. Kennes, Rdc, Chronique politique d'un entre-deux-guerres, Cahiers Africains (anciennement Cahiers du Cedaf), le Harmattan, Paris, 1998.
37. Clairmont Frédéric F., Ces deux cents sociétés qui contrôlent le monde, Le Monde diplomatique, mars 1994.
38. Colette Braeckman, Rwanda, Histoire d'un génocide, Fayard, 1998.
39. Jean-Paul Mopo Kobanda, les Crimes économiques dans les Grands Lacs africains. 5 millions de morts pour les enrichir : les multinationales occidentales, le Rwanda, l'Ouganda et leurs complices congolais, éd. Menaibuc, 2006 (ouvrage tiré d'un mémoire de DEA en Etudes Internationales et Africaines).
40. Filip Reyntjens, La Guerre des Grands-Lacs, Paris, le Harmattan, 1999.
41. Pascal Boniface, Guide du savoir nuire – à l'usage des dictateurs –, Michalon, 2000.

42. Le carnet de Colette Braeckman, L'armée congolaise est rongée par le soupçon de trahison, 27 décembre 2007.
43. Amselle Jean-Loup et Mbokolo Elikia, « Au cœur de l'ethnie, Paris, La Découverte, 1985.
44. Vangu Mambweni, Guerres préméditées en région des Grands-Lacs africains : Rôles et tentacules du Tutsi international power en Rd-Congo, Kinshasa Medias pour la paix, 2000.
45. M'Pambia Musa B., « Le problème de la nationalité au Kivu », Bukavu, MPP, 1983.
46. Willame Jean Claude, Banyarwanda et Banyamulenge, Institut Africain-CEDAF/Le Harmattan, 1997.
47. Manassé Müller Ruhimbuka, Les Banyamulenge (Congo-Zaïre) entre deux guerres, Paris, le Harmattan, 2001.
48. Pierre Péan, Carnages – Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique, Éditions Fayard, novembre 2010.
49. Hillary Clinton, Mémoires, Les temps des décisions, Fayard, 2014.
50. J.J. Wondo, Les Armées au Congo-Kinshasa – Radiographie de la Force publique aux Fardc, Ed. Monde Nouveau/Afrique Nouvelle, Saint Légier (Suisse), Avril 2013.
51. Rapport de Cereba ou Centre d'études et de recherches en éducation de base pour le développement intégré.
52. Susan George, Le Rapport Lugano, Librairie Arthème Fayard, Paris, juin 2000.
53. Lebrit Irfed, Développement et Civilisations, Centre International.
54. Frantz Fanon, Les Damnées de la Terre, Editions Maspero, 1961.

SITES WEB

1. S. Perimony, Rdc : la stratégie d'Obama pour balkaniser l'Afrique, du 5 janvier 2015 http://www.solidariteetprogresdans.org
2. L'Abbé Bulambo Jacques, Témoignage sur les massacres de Makobola transmis par Kambale Katahwa, Congonline
3. P. Muyaya & Alii, Grands-Lacs : Dix députés écrivent à Obama et réclament un nouvel envoyé spécial. Lettre du 22 mai 2015 dans http://www.rdc-elections2016.com
4. Boniface Musavuli, Syrie, Rdc et la responsabilité de protéger : le double standard des Etats-Unis dans http://opendemocracy.net
5. A. Bischoff, les dangereuses élucubrations de Monsieur Hermann J. Cohen dans http://www.afriquechos.ch
6. L. Seay, La Politique américaine en Rdc est une question d'intérêts et non d'alliés du 29 novembre 2013 dans http://www.opendemocracy.net
7. Rapport S/2012/843 du Groupe d'experts de l'Onu sur la Rd-Congo, 15 novembre 2012, L'implication du Rwanda et de l'Ouganda.
8. Report to UN Security Council : Génocide rwandais : le Peuple crie justice, 1 february 2008.
9. Boniface Musavuli, Rd-Congo 2016 : c'est la guerre qui nous attend, par Desc-Wondo.org, le 21 août 2015.
10. Tshiswaka Masoka Hubert/ci, La banalisation des crimes par le M23, Les Kivutiens toujours victimes, Kinshasa, le 20 août 2012 sur http://www.lecongolais.cd

REVUES ET JOURNAUX

Rd-Congo :

1. La Tempête des Tropiques
2. Les Coulisses
3. L'Ouragan
4. Vision
5. Le Potentiel
6. L'Interprète
7. L'Avenir
8. Le Phare
9. La Manchette
10. Le Palmarès
11. Demain le Congo
12. Alerte
13. Alerte Plus
14. Salongo
15. Elima
16. La Référence Plus
17. Le Communicateur
18. Le Médiateur
19. Grands Lacs (Magazine)
20. Congo Uni
21. La Cloche
22. The Post
23. La Rafle
24. Mosaïque
25. Umoja

Autres pays :

1. Afro-news

2. Miniter
3. Canard Enchaîné
4. La Tribune
5. Le Figaro
6. Le Monde
7. La Libération
8. Le Soir
9. La Libre Belgique
10. Le Soft
11. Jeune Afrique L'Intelligent
12. Jeune Afrique
13. Jeune Afrique Economique
14. Le Soir illustré

Table des matières

1ère Partie
L'état des lieux et les enjeux du futur en Rd-Congo

Chapitre 1 – Le paradoxal problème d'hommes 11

Chapitre 2 – Le Prix Nobel du génocide 25
2.1. Les actes de génocide 25
2.1.1. La véracité des faits : les Rapports des organisations internationales et autres témoignages 25
2.1.2. La qualification de « génocide » des massacres de masse commis en Rd-Congo 30
2.1.3. Non à l'impunité : Plus jamais ça 36
2.1.4. L'incontournabilité du Tribunal pénal international pour la Rd-Congo 44
2.2. La haine dans le sang 53
2.2.1. Du miroir de la haine 53
2.2.2. Un aveu tranchant 57

Chapitre 3 – L'inhumanité institutionnalisée des grandes puissances du Nord à l'égard des pays vulnérables 63

Chapitre 4 – Le nouvel ordre mondial et les « Deux poids, deux mesures »

de l'Onu dans son rôle 71

Chapitre 5 – La stratégie des foyers de tension
et des « dialogues » ordonnancés..... 87

Chapitre 6 – Les Damnés de la Terre, l'instinct
de survie des Peuples dans un nouvel ordre mondial.... 119

2ème Partie
Les mêmes causes produiront les mêmes effets

Chapitre 1 – L'Ouragan des Peuples,
la Rd-Congo sur les traces du Burkina Faso 139

Chapitre 2 – La roue du président
« Joseph Kabila dégage » tourne plus vite 151

Chapitre 3 – Les ferments qui font lever la dictature
sont toujours les mêmes 165
3.1. L'unique solution : L'Arc-en-ciel congolais 165
3.2. Sinon, le sort lié à la spirale de la violence
avec le rapport des forces toujours changeant 179
3.3. Les formes mouvantes se dessinent…
Très loin… Là-bas 187
3.3.1. Parallélisme croisé Mobutu-Marcos –
« Joseph Kabila » 191
3.3.2. Parallélisme croisé Mobutu-Shah d'Iran –
« Joseph Kabila » 204
3.3.3. Parallélisme croisé Mobutu-Bokassa –
« Joseph Kabila » 226

Cet ouvrage a été composé par Edilivre

175, boulevard Anatole France – 93200 Saint-Denis
Tél. : 01 41 62 14 40 – Fax : 01 41 62 14 50
Mail : client@edilivre.com

www.edilivre.com



Tous nos livres sont imprimés
dans les règles environnementales les plus strictes

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction,
intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

ISBN papier : 978-2-334-17386-5
ISBN pdf : 978-2-334-17387-2
ISBN epub : 978-2-334-17385-8
Dépôt légal : novembre 2017

© Edilivre, 2017

Imprimé en France, 2017